



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/S-16/PV.4
18 janvier 1990

UN LIBRARY

FRANCAIS

JAN 31 1990

Seizième session extraordinaire

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 4e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 13 décembre 1990, à 15 heures

<u>Président</u> :	M. GUTIERREZ (Vice-Président)	(Costa Rica)
puis :	M. JAYA (Vice-Président)	(Brunéi Darussalam)
puis :	M. KHARRAZI (Vice-Président)	(République islamique d'Iran)
puis :	M. HURST (Vice-Président)	(Antigua-et-Barbuda)
puis :	M. PAWLAK (Vice-Président)	(Pologne)

L'apartheid et ses conséquences destructrices pour l'Afrique australe [7] (suite)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

En l'absence du Président, M. Gutierrez (Costa Rica), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

L'APARTHEID ET SES CONSEQUENCES DESTRUCTRICES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

M. AGUILAR (Venezuela) (interprétation de l'espagnol) : Il y a un peu moins d'un mois, le Comité spécial contre l'apartheid a tenu une session extraordinaire en hommage à la vie et à l'oeuvre du grand dirigeant indien, le Pandit Jawaharlal Nehru, homme éminent épris de justice auquel la communauté internationale doit l'initiative de l'inscription de la question de l'apartheid à l'ordre du jour de l'Organisation.

Plus de 40 ans se sont écoulés depuis, au cours desquels la condamnation universelle de la politique et des pratiques de l'apartheid est apparue de plus en plus évidente tandis que l'attachement au combat pour son élimination se renforçait considérablement. Les événements qui ont abouti à la situation actuelle ont été lents et bien souvent frustrants, lorsque les intérêts économiques et politiques égoïstes l'emportaient sur les valeurs et les principes fondamentaux régissant la conduite des Etats. A cet égard, il importe de réaffirmer que ce n'est qu'en dénonçant fermement ces faits que l'on pourra contrecarrer leur effet pernicieux sur la solidarité internationale contre l'apartheid.

Par ailleurs, une analyse prudente des derniers événements en Afrique du Sud montre à l'évidence l'émergence de nouvelles forces politiques et sociales qui laissent entrevoir une possibilité de solution à ce problème extrêmement grave. Les contradictions internes et externes du régime d'apartheid deviennent de plus en plus apparentes et le régime donne de plus en plus de signes de faiblesse.

M. Aguilar (Venezuela)

Il n'y a plus de place pour un débat sur l'éthique du cas de l'Afrique du Sud ou sur les conséquences politiques de la lutte contre le système. Toute réflexion sur ce régime injuste et immoral doit viser à étudier les politiques concrètes et les moyens appropriés permettant de débarrasser l'humanité d'une réalité honteuse, dégradante pour nous tous, en tant qu'espèce, en tant que société et en tant qu'individus.

A la lumière de ces considérations mon pays espère que la seizième session extraordinaire consacrée à l'apartheid sera une occasion propice pour réfléchir à la manière d'entamer une action. La majorité sud-africaine opprimée mène une lutte légitime contre la violence et l'humiliation dont elle est l'objet. C'est pourquoi tous les moyens disponibles pour lutter contre l'injustice sont appropriés. C'est à la communauté internationale d'agir maintenant et d'utiliser les procédures et les méthodes prévues par la Charte et par d'autres instruments pour soutenir la noble cause du peuple sud-africain.

En réalité, nous savons tous quels sont ces instruments. Nous disposons d'une documentation volumineuse et bien préparée : la Déclaration adoptée cette année à Harare par le Comité spécial sur l'Afrique australe de l'Organisation de l'unité africaine (OUA); la Déclaration adoptée à Kuala Lumpur par la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth; les rapports du Comité spécial contre l'apartheid; les recommandations du groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et le transport de pétrole et de produits dérivés du pétrole vers l'Afrique du Sud, et les recommandations du Groupe de personnes éminentes chargées d'examiner les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie.

Dans ces documents, les conclusions sur le sens de l'apartheid en tant que problème international et sur les moyens permettant son élimination, sont claires et précises. Elles établissent sans équivoque qu'il représente une menace pour la paix et la sécurité, qui ne peut souffrir aucune ambiguïté ou concession de fond de la part de la communauté internationale, dont le pouvoir de coercition repose sur la solidarité et sur la coordination des actions entreprises.

La formulation et la méthodologie des actions à appliquer sont également clairement définies. L'expérience acquise en ce qui concerne l'embargo obligatoire sur les armes, qui a été imposé par les résolutions 418 (1977) et 558 (1984) du Conseil de sécurité, montre la voie à suivre pour augmenter les pressions exercées

M. Aguilar (Venezuela)

sur Pretoria en l'isolant progressivement dans les domaines où il est particulièrement vulnérable : le domaine financier et celui de l'énergie.

Nous avons été déçus par la décision prise en octobre dernier par le groupement de banques qui a participé au Troisième accord provisionnel, de rééchelonner de manière inopportune et inattendue la dette extérieure de l'Afrique du Sud, et cela dans des circonstances qui semblent justifier les présomptions de complicité immorale d'un secteur du monde financier international avec le régime raciste. Néanmoins, la fragilité de l'Afrique du Sud dans ce domaine a été prouvée une fois de plus. Il faut espérer qu'à l'avenir une telle complicité avec le régime raciste de Pretoria ne se reproduira pas.

Par ailleurs, nous avons suivi avec beaucoup d'attention les activités du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et le transport de pétrole et de produits dérivés du pétrole vers l'Afrique du Sud, et, en particulier, les auditions sur l'embargo pétrolier contre ce pays, qui ont eu lieu en avril de cette année sous les auspices du Comité spécial contre l'apartheid et auxquelles le Venezuela a participé en tant qu'expert. Selon les conclusions du Comité, l'application de l'embargo pétrolier obligatoire aurait des effets marqués sur l'économie de l'Afrique du Sud, surtout si l'embargo s'étendait à l'acquisition de matériel et de technologie de pointe, en particulier les techniques liées à la création de sources d'énergie de rechange, comme la liquéfaction du charbon.

Pour compléter cette politique, on pourrait adopter une mesure visant à imposer des sanctions pénales contre les personnes et les sociétés qui violent l'embargo sur l'énergie. Nous avons donc des raisons d'être convaincus que l'apartheid peut être combattu avec efficacité si la communauté internationale se décide à exercer sa volonté politique de façon concertée et totalement solidaire, pour parvenir à cet objectif.

Cependant, la nature a doté l'Afrique du Sud de grandes richesses stratégiques et, dans l'arène politique, plusieurs volontés politiques décisives ont été affectées par cette richesse. Il faut ajouter à cela l'appât démesuré du gain et l'opportunisme commercial de certains pays et de certaines sociétés transnationales qui agissent en briseurs de grève par rapport aux mesures prises contre l'apartheid.

Les arguments qui ont été présentés pour alléger les pressions immédiates et vigoureuses exercées sur Pretoria ne peuvent convaincre que ceux dont les intérêts sont liés au maintien de la dictature raciste. La proposition d'accorder un délai indéterminé pour permettre au pouvoir minoritaire d'Afrique du Sud d'introduire des

M. Aguilar (Venezuela)

réformes favorables à la majorité dans l'opposition mérite d'être qualifiée d'ingénuité complaisante. De même, il n'y a rien à ajouter à l'allégation selon laquelle des sanctions plus étendues pourraient entraîner de plus grandes souffrances pour la population, puisque cette même population que l'on déclare vouloir protéger a déjà rejeté cette proposition par la voix de ses porte-parole légitimes.

Le seul objectif de nos activités devrait être de favoriser un climat politique approprié qui permettrait aux parties au conflit de négocier un règlement pacifique de leur différend dans le plein respect des principes et des valeurs généralement acceptés, tels que la reconnaissance du pouvoir inhérent à la souveraineté populaire et le strict respect des droits de l'homme sans discrimination de race, de croyance ou de condition sociale.

Les préalables à des négociations de ce genre sont connus : levée de l'état d'urgence, libération des prisonniers politiques, levée des interdictions concernant les partis politiques, levée de la censure imposée sur les médias de communication sociale et suppression des procédures judiciaires politiques. Toutes ces conditions sont essentielles pour promptement créer le scénario efficace de coexistence pacifique, que nous engageons le Gouvernement sud-africain à négocier, lui qui se vante si souvent d'être prêt à le faire.

A l'occasion du débat sur le point 28 de l'ordre du jour de la quarante-quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale, mon pays a présenté en détail sa position de principe et a exposé les mesures concrètes adoptées par mon gouvernement sur la question de l'apartheid. A cette occasion, comme je l'ai indiqué au début de mon intervention, nous avons déclaré que nous espérons que le débat de cette session extraordinaire serait plutôt orienté vers l'action que vers la rhétorique.

Je crois que je suis proche de la réalité en disant que la majorité des pays représentés dans cette salle n'est pas prête à donner un chèque en blanc à l'administration de M. De Klerk, pour qu'à sa convenance et lorsque cela lui conviendra, il apporte une solution à la crise. Tout condescendance à cet égard constituerait une injustice impardonnable à l'égard du peuple d'Afrique du Sud.

Nous sommes favorables à des négociations authentiques, c'est-à-dire à des négociations auxquelles participeraient les représentants légitimes de la population sud-africaine dans des conditions d'égalité, qui reconnaissent expressément que la souveraineté d'un peuple repose sur la volonté de la majorité.

M. Aguilar (Venezuela)

De même que, conformément à la résolution 43/47 du 22 novembre 1988, nous avons fixé à l'an 2000 la date de l'élimination totale du colonialisme, ma délégation estime que nous devrions respecter un calendrier précis pour le démantèlement total et graduel de l'apartheid, prévoir des mécanismes de surveillance efficaces destinés à vérifier que les exigences, les échéances et les progrès du processus sont respectés. Le non-respect de ce calendrier devrait entraîner une escalade des pressions internationales contre le régime raciste dans tous les domaines où l'Afrique du Sud est particulièrement vulnérable, notamment dans les domaines énergétique et financier, et amener à prévoir, le cas échéant, l'application de sanctions globales et obligatoires par le Conseil de sécurité, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

M. OUKO (Kenya) (interprétation de l'anglais) : Au cours du débat habituel consacré à la question de l'apartheid à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, ma délégation s'est efforcée d'exprimer sa préoccupation face au caractère odieux de l'apartheid et d'esquisser un scénario qui permettrait de l'abolir. Nos graves préoccupations et celles d'autres pays ont pu être entendues, mais certainement pas par l'Afrique du Sud raciste et ses amis. Nous espérons que la présente session extraordinaire sur l'apartheid se concentrera davantage sur les pratiques inhumaines de l'apartheid et ses conséquences destructrices considérables sur le plan intérieur et extérieur. Nous espérons que l'éclat aveuglant de la réprobation internationale concertée facilitera la prise de mesures réalistes susceptibles de réaliser l'objectif du démantèlement de l'apartheid, et le processus démocratique en Afrique du Sud.

La lutte intensifiée du peuple sud-africain contre le régime raciste et minoritaire de Pretoria et ses politiques inhumaines d'apartheid est toujours ardente. Nous devons soutenir et aider les efforts courageux de cette population. Si la communauté internationale ne maintient pas sa pression sur le Président De Klerk, il ne parviendra pas à convaincre ses électeurs blancs de la nécessité d'effectuer des changements immédiats et de grande portée. De nombreux Blancs en Afrique du Sud ont reconnu le caractère inévitable de ces changements. Cependant, il a été difficile de parvenir à un accord sur la portée, le contenu et le rythme de ces changements. Quelle impulsion la communauté internationale peut-elle donner pour permettre à M. De Klerk de convaincre les Blancs d'accepter les changements inévitables? Ma délégation tient à réaffirmer ce qui suit :

M. Ouko (Kenya)

Premièrement, seules les sanctions peuvent fournir l'élan catalyseur nécessaire pour mener des négociations sur l'avenir de l'Afrique du Sud. L'indignation morale que nous ressentons tous à des degrés divers doit se traduire par une ferme volonté politique de réduire les transactions commerciales et financières avec ce pays. C'est dans ce but que ma délégation souscrit aux propositions suivantes, à savoir : interdire l'importation de tous les produits manufacturés sud-africains; interdire l'importation de tous les minéraux et métaux non stratégiques d'Afrique du Sud; réduire peu à peu les crédits commerciaux aux acheteurs et aux fournisseurs; interdire les prêts et limiter les investissements en Afrique du Sud.

Même si les mesures que je viens d'indiquer contribuent dans une large mesure à susciter les changements souhaités dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, nous demeurons préoccupés par le fait que certains pays ont ignoré de façon flagrante l'embargo sur les armes. La collaboration militaire porte maintenant, ce qui est très dangereux, sur les techniques nucléaires et sous-marines comme l'a d'ores et déjà confirmé la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. On ne saurait trop insister sur la nécessité évidente d'imposer des sanctions contre le régime raciste. Dans un article publié récemment dans le Financial Mail d'Afrique du Sud, on pouvait lire le commentaire suivant : "Ne vous y trompez pas. Les sanctions efficaces ont leur effet."

Walter Sisulu, de l'African National Congress, qui a été libéré récemment, a déclaré, le 20 novembre 1989 :

"Nous ne doutons pas que les sanctions sont, dans une très grande mesure, la raison pour laquelle le Gouvernement a été sensible aux exigences de notre peuple. Nous demandons au monde d'intensifier la campagne de sanctions."

Ce message qui émane de la voix du peuple est à la fois clair et dépourvu d'ambiguïté.

L'efficacité des sanctions a été énergiquement réaffirmée une fois de plus par l'ancien président du Zimbabwe, le Rév. C. S. Banana, qui a fait une déclaration bien étayée à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies le 7 novembre 1989. Le Rév. Banana était Coprésident du Groupe de personnalités chargé des auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie. Ce groupe avait été constitué par notre Secrétaire général, et était composé de 12 personnes éminentes. Le Rév. Banana a fait remarquer, entre autres, que le caractère auparavant éminemment

M. Ouko (Kenya)

profitable du système d'apartheid marquait un déclin considérable. Le coût très élevé du maintien de ce système violent a altéré et paralysé l'économie sud-africaine, provoqué un déclin considérable des revenus des Blancs et suscité l'exode de Blancs.

Selon ce rapport, les effets des sanctions ont contribué à faire comprendre aux sociétés multinationales que des investissements dans ce milieu d'affaires malsain représentaient d'énormes risques financiers que rien ne pouvait compenser. Deux cent vingt-sept sociétés multinationales ont retiré leurs investissements de l'Afrique du Sud depuis 1985. Soixante pour cent d'entre elles sont américaines. C'est un phénomène dont il convient de se féliciter. Ma délégation souligne que notre appel en faveur de l'intensification des sanctions ne doit pas être interprété comme une volonté de détruire l'économie sud-africaine mais, selon les propos éclairés du Rév. Banana, comme une volonté "de faire modifier les enjeux économiques".

Deuxièmement, comme le Président de mon pays, Daniel Arap Moi, ne cesse de le rappeler au monde, la préoccupation que suscite le débat consacré aux sanctions risque de détourner notre attention des piliers sur lesquels est fondé l'apartheid. Il s'agit du Population Registration Act, des Land Acts de 1913 et 1936 sur lesquels est fondé le Group Areas Act; le Bantu Education Act; le Tricameral Parliamentary System et ce que l'on a appelé les bantoustans. L'élimination de l'apartheid que l'Assemblée réclame à l'unanimité depuis des décennies ne peut être réalisée que si ces piliers sont détruits.

M. Ouko (Kenya)

Ma délégation considère ces sanctions comme un moyen efficace d'influer sur le régime raciste afin qu'il fasse disparaître ces cinq piliers sur lesquels repose l'odieuse structure de l'apartheid. Toute réforme de De Klerk qui ne viserait pas à la disparition des structures de l'apartheid ne serait qu'artificielle. Les mesures prises par les amis de De Klerk, tant aujourd'hui que demain, doivent être conçues de manière à exercer sur lui une pression accrue pour le contraindre à faire disparaître ces cinq piliers.

Troisièmement, alors que nous nous attachons à l'option économique dans notre lutte contre l'apartheid, nous devons également élargir les options politiques à notre disposition. De Klerk a tenu certains propos positifs à cet égard. La libération de tous les combattants pour la liberté, la promesse de mettre fin à l'état d'urgence, l'autorisation donnée à l'African National Congress de l'Afrique du Sud et au Pan Africanist Congress of Azania de se joindre aux représentants africains dans les négociations relatives à l'avenir de l'Afrique du Sud : ce ne sont là que des promesses qui ont besoin d'être concrétisées. Les mesures qu'il a adoptées jusqu'à présent sont minimales et marginales. De nouvelles mesures permettant d'instaurer un climat de confiance dans les affaires politiques intérieures sud-africaines doivent être prises.

Un climat qui se prête à des négociations pacifiques peut, selon nous, être instauré grâce à la mise en oeuvre des mesures contenues dans la section "Climat propice aux négociations" de la Déclaration d'Harare (A/44/697) publiée le 21 août 1989 que ma délégation avait alors appuyée sans réserve et qu'elle continue d'appuyer. Aux termes de cette déclaration, l'Afrique du Sud devrait libérer tous les prisonniers et détenus politiques sans aucune restriction, lever toutes les interdictions qui frappent les activités politiques, mettre un terme à l'état d'urgence et abroger toutes les lois telles que la loi destinée à circonscrire les activités politiques, retirer toutes les troupes des townships, mettre un terme à tous les procès politiques et aux exécutions. Nous devons créer les conditions propices à l'ouverture d'une discussion libre.

Le goût démesuré de l'Afrique du Sud pour la violence, à laquelle elle se livre avec un appétit féroce, a également trouvé sa brutale expression dans les pays voisins avec, pour conséquence, de nombreuses pertes de vies et des économies déstabilisées. Le 9 novembre dernier, au cours du débat sur cette question, le

M. Ouko (Kenya)

Kenya a souligné le coût immense des activités de déstabilisation menées par l'Afrique du Sud à l'encontre des pays de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe. Ce montant atteint plus de 60 milliards de dollars. Consciente de cette réalité, la communauté internationale doit se mobiliser pour rechercher les moyens concrets susceptibles d'atténuer les conséquences destructrices de la politique d'apartheid. Un certain nombre de plans destinés à faire face à ce problème ont été avancés. Le Kenya demande que ces plans soient plus étroitement coordonnés afin de rendre leur mise en oeuvre le plus efficace possible dans l'intérêt des personnes et des nations affectées.

Ma délégation a souligné, le 9 novembre dernier, que la lutte pour éliminer l'apartheid et instaurer une Afrique du Sud juste devait venir de l'intérieur. Cet appel a ensuite été appuyé par les dirigeants du mouvement anti-apartheid qui ont précisé que l'action décisive dans la lutte contre le régime minoritaire d'oppression doit émaner de l'Afrique du Sud même et que des éléments extérieurs tels que les sanctions sont complémentaires. Je renouvelle l'appel de mon président à nos frères de combat pour qu'ils s'unissent afin de constituer une force viable contre le régime minoritaire raciste.

M. BULL (Libéria) (interprétation de l'anglais) : En cette occasion historique que constitue cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe, je suis particulièrement heureux de transmettre les vœux les plus sincères du Président de la République du Libéria, M. Samuel Kanyon Doe, et du Gouvernement et du peuple du Libéria pour son succès.

La délégation du Libéria se joint à moi pour adresser ses plus chaleureuses félicitations au Président à l'occasion de son élection, obtenue à l'unanimité, pour diriger les travaux de cette session extraordinaire. Son élection est un témoignage de l'impulsion qu'il a donnée aux travaux du Comité spécial contre l'apartheid depuis qu'il en assume la présidence. Et cette seizième session extraordinaire est le fruit de ses initiatives. Nous sommes certains que grâce à la grande expérience et aux qualités de négociateur de l'Ambassadeur Garba, elle fournira l'élan nécessaire qui permettra l'éradication du système maléfique de l'apartheid et l'instauration d'une société démocratique et non raciale en Afrique du Sud.

M. Bull (Libéria)

Il est bien connu que l'une des caractéristiques négatives de la société humaine est l'inhumanité de l'homme envers l'homme, comportement motivé par son insatiable soif de pouvoir et de richesse. C'est pourquoi, tout au long de l'histoire, l'homme a utilisé diverses méthodes pour dominer, maîtriser et opprimer son semblable. A notre époque, les institutions que sont l'esclavage, le colonialisme, le nazisme et actuellement l'apartheid, trouvent leur expression dans les situations où un groupe de personnes cherche à en asservir un autre.

C'est dans ce contexte que nous sommes réunis aujourd'hui pour la première fois en une session extraordinaire pour examiner et chercher à mettre un terme au système maléfique de l'apartheid, forme répugnante d'un racisme institutionnalisé, qui non seulement est une offense à notre civilisation mais a également été condamné par la communauté internationale en tant que crime contre l'humanité.

Si nous examinons l'histoire de l'apartheid, nous constatons qu'il est né en 1948, trois ans après la seconde guerre mondiale qui a vu, entre autres, la défaite des forces du nazisme, une doctrine raciste dévoyée. L'apartheid a été institutionnalisé en Afrique du Sud trois ans après la création des Nations Unies dont l'un des principes fondamentaux est le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. L'histoire nous montre encore que l'apartheid est né l'année même de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est paradoxal de constater qu'au moment même où le monde entier réaffirmait sa foi en la dignité et en la valeur de la personne humaine, dans le respect des droits fondamentaux de l'homme et de la femme et dans l'égalité souveraine des nations, grandes et petites, un gouvernement nationaliste, fondé sur un système légalisé de ségrégation, arrivait au pouvoir en Afrique du Sud. Ce gouvernement raciste a mis en place les grands piliers de sa politique d'apartheid, qui comprennent le Group Areas Act, le Population Registration Act, la politique de bantoustanisation et le système d'éducation séparée, toutes initiatives contraires aux droits de l'homme fondamentaux tels que définis dans la Charte des Nations Unies.

Depuis lors, le régime raciste est resté fidèle à sa réputation qui consiste à défier toute forme de décence et de comportement civilisé. En essayant de préserver une structure politique insoutenable, l'Afrique du Sud est devenue de plus en plus répressive, déstabilisante, une entité isolée en Afrique, qui a été mise au ban de la Société des Nations.

Malgré les nombreuses tentatives de la communauté internationale pour mettre fin à l'apartheid, y compris l'imposition d'un embargo sur les armes et d'un boycottage contre les sports et la culture, ainsi que l'exclusion de l'Afrique du Sud des Membres de cette organisation, le régime raciste ne semble pas avoir de doutes fondamentaux quant à ce système inhumain, mais a été essentiellement préoccupé par la préservation de ses privilèges et de sa domination.

Comme nous le savons tous, les conséquences ont été désastreuses pour la vie sociale, économique et politique de l'Afrique du Sud aussi bien que pour d'autres pays de la région, situation qui a été confirmée par un certain nombre de sources impartiales.

On a signalé qu'au coeur même du problème de la pauvreté en Afrique du Sud se trouve le problème du pouvoir, et toute solution à long terme à ce problème ne peut être efficace que si elle vise à redistribuer le pouvoir politique de telle façon que les Noirs puissent jouer un rôle décisif pour déterminer leur avenir au-delà de l'apartheid. Il existe également une grande inégalité en Afrique du Sud à une époque où le régime raciste essaie de montrer les effets positifs des soi-disant réformes introduites dans l'apartheid.

Entre 1960 et 1980, le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté en Afrique du Sud est passé d'approximativement 13 millions à 18 millions; 2 millions d'enfants sont chétifs car, durant leur croissance, ils ont manqué d'aliments nutritifs dans l'un des quelques pays du monde qui exporte des denrées alimentaires, et ce tableau de privations est encore plus grave dans les homelands où 81 % des foyers vivent dans une pauvreté extrême. Tout au long de la présente décennie, le schéma tragique de la croissance s'est poursuivi en Afrique du Sud.

En opposition à ce triste tableau, nous voyons la situation de la minorité blanche au pouvoir qui jouit d'un niveau de vie exceptionnellement élevé et a le monopole sur le pouvoir politique, tandis que la majorité noire opprimée, qui produit les richesses dont profitent les Blancs, souffre de la pauvreté et des privations et se voit refuser tous les droits économiques, sociaux et politiques.

M. Bull (Libéria)

Les conséquences destructrices de l'apartheid ne sont pas du tout limitées à l'Afrique du Sud : elles ont un impact catastrophique dans les pays de la ligne de front voisins, se soldant par des coûts énormes et des souffrances humaines indicibles.

En raison du refus des Etats de la ligne de front d'accepter les politiques racistes de l'Afrique du Sud, le régime a eu recours à la subversion économique des pays de la sous-région.

A cet égard, il suffit de consulter l'étude menée par l'Equipe spéciale interorganisations du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, qui a confirmé que les Etats de la ligne de front avaient subi une perte d'environ 60 milliards de dollars de leur produit national brut pour la période 1980 à 1988. L'étude montre également qu'un million et demi de personnes ont perdu la vie dans la région et qu'une partie importante de la population de l'Angola et du Mozambique a été déplacée en raison des politiques du régime raciste.

Une autre conséquence destructrice de l'apartheid a été la tentative délibérée par l'Afrique du Sud de déstabiliser les pays de la sous-région en s'ingérant dans leurs affaires internes. Au moyen d'actions directes et indirectes, l'Afrique du Sud et ses affiliés ont continué de harceler et de déstabiliser des gouvernements africains légitimes. Le résultat est que ces gouvernements ont été obligés de consacrer leurs maigres ressources, qui autrement auraient été utilisées à des fins de développement, à l'achat d'armements dans le but de protéger leur souveraineté.

Au cours de ces dernières semaines, le régime raciste a essayé de donner l'impression qu'il était sur le point d'abandonner l'apartheid. En fait, ce n'est pas la situation réelle, même si quelques prisonniers politiques ont été libérés, parce que les lois et les décrets qui constituent les piliers de l'apartheid sont toujours en place. Par exemple, les mouvements de libération nationale d'Afrique du Sud sont toujours proscrits, l'état d'exception continue à être brutalement imposé, et M. Nelson Mandela, dirigeant de l'African National Congress (ANC), et bien d'autres prisonniers politiques continuent d'être illégalement détenus sans jugement.

Tous ces événements mènent à la conclusion simple mais grave que le système odieux de l'apartheid continue à être renforcé et que le régime de Pretoria n'est

M. Bull (Libéria)

pas prêt à mettre fin à la domination de la minorité blanche ni à renoncer à sa mainmise sur le pays.

Le Gouvernement libérien estime donc que quels que soient les changements entrepris par le régime de Pretoria, ils ne sont pas dus à ses préoccupations humanitaires mais reflètent plutôt sa réaction face à des pressions internes et externes en faveur du changement. La communauté internationale peut donc accélérer le rythme du changement en intensifiant les pressions collectives sur l'Afrique du Sud, en imposant des sanctions globales et obligatoires contre elle dans le cadre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies en vue de la forcer à venir à la table de négociations.

Dans ce contexte, l'argument portant sur l'efficacité des sanctions ne peut plus être défendu. Les dirigeants sud-africains ont eux-mêmes reconnu que les sanctions avaient eu de sérieuses répercussions sur l'économie de leur pays.

Le régime raciste devrait saisir l'occasion du climat amélioré de la coopération internationale pour rechercher une solution négociée à sa crise interne, climat qui a facilité les mesures vers un changement pacifique en Angola de même qu'un processus constitutionnel menant à l'indépendance de la Namibie l'année prochaine.

Les conditions de ces négociations ont été clairement établies dans la Déclaration de Harare du 21 août 1989 adoptée par le Comité spécial sur l'Afrique australe de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et appuyée totalement par la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés qui a eu lieu récemment. Mon gouvernement croit que ces conditions offrent la meilleure possibilité d'obtenir un règlement négocié, juste et pacifique en Afrique du Sud.

Le Gouvernement du Libéria a toujours été de l'avis que l'apartheid ne peut pas être réformé mais doit être éliminé, ce dont nous sommes fermement convaincus. Au fil des ans, le Libéria a non seulement défendu la majorité opprimée de l'Afrique du Sud dans sa lutte pour recouvrer ses droits et ses libertés fondamentaux, mais a de plus contribué aux efforts internationaux visant à fournir une assistance pratique et matérielle aux victimes de l'apartheid.

En plus d'avoir manifesté notre vive opposition à l'apartheid dans plusieurs enceintes internationales, le Libéria, en association avec l'Etat frère de l'Ethiopie, a intenté un procès en 1960 auprès de la Cour internationale de Justice

M. Bull (Libéria)

pour contester le droit de l'Afrique du Sud d'administrer la Namibie et de lui imposer sa politique d'apartheid. Le Gouvernement du Libéria est prêt à coopérer à tous les efforts internationaux qui permettront d'isoler réellement le régime de Pretoria et le forceront à renoncer à ses politiques d'apartheid.

Il aura fallu 41 ans aux Nations Unies, depuis que l'apartheid est devenu une politique d'Etat, pour convoquer cette session extraordinaire, la première de son genre sur cette question, qui a préoccupé l'Organisation pendant pratiquement toute son existence.

M. Bull (Libéria)

Plus préoccupant encore, cependant, est le fait que pendant ces années, le régime raciste a bafoué, comme il continue à le faire, des normes généralement acceptées de morale internationale et de comportement civilisé. Il continue d'ignorer les appels répétés en vue de démanteler l'apartheid et, avec l'appui de ses collaborateurs, il a non seulement continué de défier la communauté internationale impunément, mais a de plus réussi à échapper au plein impact des sanctions.

La présente session extraordinaire, la première consacrée à l'apartheid depuis que la question a été inscrite pour la première fois à notre ordre du jour en 1946, devrait servir à réaffirmer notre attachement aux valeurs humaines et aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'à l'égalité et à la dignité de l'homme et au principe selon lequel nous sommes les gardiens de nos frères. Nous croyons - à moins que sa nature ne subisse une transformation qui le détourne de sa propension à l'avidité et au pouvoir pour l'intéresser au bien-être de son voisin - que l'homme peut encore concevoir de nouvelles méthodes pour exercer son autorité et sa mainmise sur ses semblables. Aujourd'hui, c'est l'apartheid, demain ce pourrait être une autre doctrine mensongère.

Nous saluons les mouvements de libération, la majorité noire, et tous ceux qui continuent de faire des sacrifices immenses pour amener le changement en Afrique du Sud et pour déraciner le système criminel d'apartheid.

Il doit être clair pour tous que les changements entrepris par les groupes anti-apartheid en Afrique du Sud sont irréversibles. Le maintien du statu quo n'est plus acceptable et la communauté internationale a la responsabilité morale de hâter la mort de l'apartheid en vue d'empêcher un changement violent dans le pays.

Nous devrions donc décider, à cette session extraordinaire, non seulement de prendre les mesures nécessaires qui forceront le régime raciste à éliminer ses politiques d'apartheid, mais d'assurer aussi la promotion des idéaux et des principes qui rendront l'apartheid et d'autres pratiques racistes hors de propos.

M. AL-SHAKAR (Bahreïn) (interprétation de l'arabe) : En cette fin d'année, l'Assemblée générale tient sa seizième session extraordinaire alors que se dégagent des tendances nouvelles et positives dans les relations internationales et qu'il est demandé de procéder d'urgence au règlement pacifique des conflits et problèmes régionaux dans le cadre des Nations Unies. Il ne fait aucun doute que la politique d'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe sont

M. Al-Shakar (Bahreïn)

parmi les plus graves menaces à la paix et à la sécurité internationales et qu'elles constituent une violation flagrante des principes des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La communauté internationale a suivi attentivement les derniers événements en Afrique du Sud. Nous nous félicitons des résultats des élections en Namibie, qui ont été organisées dans le contexte de la pleine application du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, et nous espérons accueillir parmi nous une Namibie libre et indépendante au début de l'année prochaine.

La question de l'apartheid est l'un des points les plus anciens inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée. Il y est depuis plus de quatre décennies. Tout au long de cette période, la majorité noire de l'Afrique du Sud a souffert amèrement entre les mains du régime raciste. Elle continue d'être la cible d'une vague de crimes indicibles qui font frémir d'horreur tout être humain. Le racisme institutionnalisé et la discrimination raciale systématique qu'incarne la politique haineuse d'apartheid poursuivie par ce régime, ont coûté cher en vies humaines et ont causé de très grandes souffrances et une perturbation politique et économique en Afrique australe.

Le fait que la politique d'apartheid a survécu jusqu'à ce jour est le plus grand paradoxe de notre temps. Il est du devoir de la communauté internationale de mobiliser tous ses efforts et de prendre une action concertée pour éliminer ce paradoxe. C'est un fléau, une tumeur maligne qu'il faut extirper.

Récemment, nous avons beaucoup entendu parler du régime de De Klerk à propos d'une politique qui, selon les dires du régime, aboutira à l'émergence d'une Afrique du Sud nouvelle, radicalement différente, par le biais d'un règlement politique du conflit. Nous croyons, cependant, que l'apartheid ne peut être réformé et qu'en conséquence il faut lui apporter un changement fondamental et l'éliminer totalement. Le Président du régime d'apartheid peut saluer l'avènement d'une ère nouvelle en Afrique du Sud autant qu'il le souhaite, mais personne en Afrique australe ne se laissera prendre à cette duplicité tant que les fondations et les concepts de la politique d'apartheid resteront en place, tant que la police, les forces de sécurité et les équipes d'assassins continueront de se déchaîner et d'assassiner les dirigeants politiques qui s'opposent à l'apartheid.

M. Al-Shakar (Bahreïn)

En conséquence, nous estimons que, maintenant plus que jamais, la communauté internationale doit recourir à tous les moyens à sa disposition pour faire pression sur ce régime, notamment en resserrant et en intensifiant les sanctions qui lui sont imposées. Alléguer que ces sanctions sont inefficaces et qu'elles ne font que nuire aux victimes de l'apartheid n'est qu'un vain prétexte que certains utilisent pour justifier leurs intérêts égoïstes et servir leurs propres fins.

Les événements qui se sont successivement déroulés en Afrique du Sud montrent que la lutte du peuple d'Afrique du Sud contre le régime raciste et les pressions internationales destinées à l'isoler commencent à porter leurs fruits. Parmi ces résultats positifs, je citerai la remise en liberté d'un certain nombre de prisonniers opposés à l'apartheid, les contacts avec certains des dirigeants de l'African National Congress, l'autorisation donnée aux rassemblements de masse et aux démonstrations anti-apartheid, et la disposition affirmée par le régime de De Klerk d'entamer des négociations pacifiques dans le but d'un règlement du conflit en Afrique du Sud.

Inutile de dire que des négociations véritables ne peuvent avoir lieu entre la majorité noire et le régime raciste en l'absence d'un climat politique valable et approprié en Afrique du Sud. Pour créer un tel climat, il est nécessaire de lever l'état d'urgence, de libérer inconditionnellement tous les prisonniers et détenus politiques, y compris Nelson Mandela, de lever l'interdiction dont font l'objet les mouvements de libération nationale et tous les exilés politiques, d'entreprendre un dialogue véritable avec les dirigeants légitimes de la majorité noire d'Afrique du Sud, et de cesser d'assassiner ceux qui s'opposent à l'apartheid.

Il y a une question importante qui concerne la sécurité de l'Afrique australe et la sécurité internationale que je me dois de mentionner en raison de sa gravité : la prolifération de la capacité militaire et nucléaire du régime d'apartheid et sa collaboration avec Israël dans ce domaine. C'est là une source de plus grande préoccupation et d'alarme.

M. Al-Shakar (Bahreïn)

Au moment où les Etats africains et les Nations Unies n'épargnent aucun effort pour diminuer cette coopération et pour y mettre fin, Israël défie et méconnaît tous ces efforts. Il fournit au régime de Pretoria non seulement des armes classiques perfectionnées mais également des techniques nucléaires en échange d'uranium enrichi. Ce n'est un secret pour personne que le régime d'apartheid, en collaboration avec Israël, a lancé des missiles nucléaires à longue portée. Cette information a été récemment révélée par les organes de communication occidentaux et américains, notamment par la chaîne de télévision NBC. Cette collaboration militaire et nucléaire croissante fait ressortir la gravité de la menace posée non seulement à la sécurité des Etats africains voisins mais aussi à la paix internationale et régionale. Il faut mettre fin à cette alliance et à cette coopération impies si les Nations Unies veulent sauvegarder leur crédibilité et leur réputation.

La présente session pourrait contribuer à une action internationale concertée visant à démanteler l'apartheid et à créer une société démocratique non raciale en Afrique du Sud. A cette fin, la Déclaration de Harare (A/44/697), adoptée le 21 août 1989 par le Comité ad hoc de l'OUA sur l'Afrique australe et réaffirmée par la réunion au sommet des pays non alignés, tenue à Belgrade, contient un cadre pratique pour l'ouverture des négociations entre la majorité noire et le régime de Pretoria en vue de démanteler le régime par des moyens pacifiques. La Déclaration pourrait constituer un programme international en vue de la transformation de l'Afrique du Sud en une société démocratique non raciale. Nous estimons aussi que la poursuite et l'élargissement des sanctions restent le meilleur moyen dont dispose la communauté internationale pour liquider le régime d'apartheid et apporter des changements fondamentaux en Afrique du Sud.

A maintes reprises, le Bahreïn a réaffirmé sa totale opposition à la politique d'apartheid du régime sud-africain, qui est contraire aux valeurs de l'homme les plus fondamentales. Nous devons réaffirmer aujourd'hui que le Bahreïn est fermement convaincu que la paix et la stabilité en Afrique australe ne pourront être instaurées sans le démantèlement de ce régime ni sans la transformation de l'Afrique du Sud en une société unie, démocratique et non raciale dans laquelle tous les citoyens connaîtront la justice et vivront dans la dignité. L'Afrique du Sud et ses pays voisins pourront alors connaître la sécurité et la stabilité.

M. PEÑALOSA (Colombie) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation est particulièrement heureuse de voir présider cette séance de l'Assemblée par l'Ambassadeur Gutierrez, de Costa Rica, pays avec lequel nous sommes étroitement liés par l'amitié, la coopération et, bien sûr, l'histoire.

Je souhaite également saisir cette occasion pour exprimer nos félicitations et nos remerciements au Secrétaire général Javier Pérez de Cuéllar pour son dévouement inlassable à la cause de l'indépendance de la Namibie. Nous sommes confiants que, sous sa direction, ce processus sera couronné de succès. Ces remerciements et ces félicitations s'adressent également à ses collaborateurs, et en particulier au personnel du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition.

Ma délégation souhaite s'associer aux nombreuses déclarations qui ont été faites en séance plénière, notamment à celles du Président Kaunda, de Zambie, et du Président Mugabe, du Zimbabwe.

La Colombie ne cessera jamais de condamner le régime aberrant de l'apartheid, qui est la principale source d'instabilité et de tension en Afrique australe. C'est pourquoi nous appuyons la lutte que mène le peuple sud-africain pour abolir ce régime et transformer l'Afrique du Sud en un pays uni, démocratique et non racial.

Ma délégation estime qu'il faut continuer d'exercer des pressions internationales effectives sur le Gouvernement raciste d'Afrique du Sud et, en particulier, renforcer l'embargo sur les armes qui est imposé depuis quelques années. La lutte en faveur d'une Afrique du Sud démocratique et non raciste doit être une responsabilité partagée par toute la communauté internationale, et nous devons tous aider le peuple sud-africain dans la poursuite de cet objectif. Ma délégation estime de même que la communauté internationale doit aider le plus possible les pays de première ligne en vue de réduire leur vulnérabilité actuelle et de contribuer à leur développement futur.

La lutte que nous menons pour mettre un terme à l'apartheid ne doit pas nous faire oublier que nous devons continuer à lutter contre la discrimination raciale qui, d'une façon ou d'une autre, existe dans de nombreux pays du monde.

Saisissons l'occasion de cette session extraordinaire pour adresser un message unanime et constructif à tous les Sud-Africains pour qu'ils sachent que la communauté internationale est prête à collaborer à la prompte création dans ce pays d'un régime démocratique véritable grâce à des négociations.

M. Peñalosa (Colombie)

Pour terminer, ma délégation tient à dire que l'une des bases sur lesquelles repose l'ouverture des négociations est la libération des prisonniers politiques et en particulier de Nelson Mandela.

Lors de la remise de l'Ordre national du mérite à Nelson Mandela, il y a quelque temps, le Président s'est exprimé en ces termes :

"M. Mandela est un exemple de sagesse, de courage et d'engagement. Il est un symbole mondial de la défense des droits de l'homme, de la dignité et de l'égalité."

Il l'a reconnu comme

"un dirigeant aux qualités humaines exceptionnelles, dont les convictions n'ont pas faibli en dépit de l'emprisonnement injuste, des souffrances et de la solitude. C'est un homme que le monde admire et respecte. C'est un homme dont les seules armes sont ses idéaux de paix et sa force morale."

Et le Président Barco a terminé son discours en résumant ainsi la position de la Colombie sur l'apartheid :

"L'histoire a montré que les forces d'oppression n'ont jamais réussi à triompher de la justice. Le racisme est une attitude aberrante par laquelle on cherche à justifier la domination, l'exploitation et la discrimination.

Les politiques ségrégationnistes subsistant encore en tant que stratégies gouvernementales ou idéologies de parti violent l'essence des droits de l'homme. On a dit à juste titre que l'apartheid est une honte pour le monde et un défi à la civilisation. C'est pourquoi la communauté internationale l'a condamné sans équivoque et unanimement. La Colombie est solidaire de toute la communauté internationale et rejette l'attitude intransigeante du Gouvernement sud-africain et de son parti national. Sa politique d'oppression s'est transformée en terrorisme d'Etat."

M. TANAKA (Japon) (parle en japonais; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : Au nom du Gouvernement et du peuple du Japon, je voudrais tout d'abord exprimer mes sincères félicitations à S. E. M. Joseph Garba à l'occasion de son accession au poste important de président de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid.

J'apprécie hautement le rôle que les Nations Unies ont joué dans les efforts destinés à éliminer la discrimination raciale et à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Chaque année depuis leur création, les Nations Unies ont examiné la question de l'apartheid et ont joué un rôle important pour mobiliser l'opinion mondiale et coordonner l'action internationale en vue d'abolir l'apartheid. La communauté internationale ne saurait justifier la discrimination raciale sous quelque forme que ce soit. Le système odieux de l'apartheid méconnaît les valeurs universelles et fondamentales de l'humanité et viole de manière flagrante l'esprit de la Charte des Nations Unies. La communauté internationale doit unir ses efforts pour abolir l'apartheid. J'espère sincèrement que la session extraordinaire aboutira à des mesures importantes en vue de régler cette question.

Le monde est aujourd'hui témoin de puissantes vagues de changement politique, et l'Afrique australe n'y fait pas exception. Une évolution vers la paix s'est produite en Angola et au Mozambique. La Namibie a entamé, sous la surveillance des Nations Unies, le processus qui doit la mener à une indépendance longtemps attendue; l'élection d'une assemblée constituante s'est déroulée de manière libre et régulière en novembre dernier, ce qui est de bon augure. Le Japon a participé étroitement au processus d'indépendance. Dans le cadre de sa coopération dans le domaine de la paix et de la stabilité en Afrique australe, le Japon, outre ses contributions mises en recouvrement, a fait une contribution volontaire de 13,55 millions de dollars au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) pour aider à défrayer les frais de premier établissement. Il a également envoyé une équipe de 27 membres pour surveiller l'élection.

Compte tenu de ces éléments positifs, il convient d'agir pour éliminer en Afrique du Sud l'apartheid qui est non seulement la question politique la plus sérieuse à laquelle doit faire face le continent africain mais aussi un défi lancé aux valeurs fondamentales de l'homme.

Quand M. De Klerk, promettant des "changements" en Afrique du Sud, a été élu Président en septembre dernier, mon gouvernement a exprimé le vif espoir que son

M. Tanaka (Japon)

gouvernement déciderait, de sa propre initiative, de faire clairement son objectif de l'abolition de l'apartheid et de créer une vague de changements pacifiques et démocratiques. Une certaine évolution a eu lieu dans le sens voulu : huit prisonniers politiques ont été remis en liberté, dont M. Walter Sisulu, ancien Secrétaire général de l'African National Congress; les rassemblements anti-apartheid sont maintenant tolérés; et l'abrogation du Separate Amenities Act a été annoncée. Il faut souligner que si l'on ne saurait réformer l'apartheid, par contre il faut l'abolir.

C'est en partant de ce point de vue que mon gouvernement a engagé le Gouvernement d'Afrique du Sud à répondre à l'attente de changements fondamentaux par la communauté internationale et à prendre les mesures suivantes. D'abord, afin de permettre un dialogue pacifique, nous incitons le Gouvernement d'Afrique du Sud à lever immédiatement l'état d'urgence, à remettre en liberté les prisonniers politiques, dont M. Nelson Mandela, et à abroger les mesures restrictives qui frappent les organisations anti-apartheid. Deuxièmement, nous engageons le Gouvernement d'Afrique du Sud à entamer immédiatement un dialogue avec les dirigeants noirs habilités afin d'établir en Afrique du Sud un gouvernement démocratique exempt de racisme. Troisièmement, nous engageons le Gouvernement d'Afrique du Sud à prendre des mesures concrètes et efficaces pour démanteler le système d'apartheid. Le système éducatif fondé sur la ségrégation raciale doit être aboli. Toutes les lois discriminatoires, y compris le Group Areas Act et le Population Registration Act, doivent être abrogées. En outre, tous les ressortissants sud-africains doivent avoir le droit de participer à la vie politique, surtout selon le précepte "un homme, une voix", qui est un principe fondamental de la démocratie.

Compte tenu de ce point de vue, le Japon appuie vigoureusement un règlement négocié de la question de l'apartheid, tel qu'on le demande dans chacun des trois documents récemment publiés, à savoir la résolution relative au soutien international de l'élimination de l'apartheid, qui a été adoptée à la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Déclaration de Harare d'août de cette année, et la Déclaration relative à l'Afrique australe, adoptée par le sommet du Commonwealth en octobre.

Le projet de déclaration soumis à la présente session extraordinaire attache de l'importance à la création d'un climat favorable aux négociations. Mon gouvernement appuie vigoureusement cette idée.

M. Tanaka (Japon)

Les changements que nous voyons se produire en Afrique du Sud résultent des pressions exercées à l'intérieur de l'Afrique du Sud contre le système immoral d'apartheid ainsi que des efforts entrepris par la communauté internationale. Le Japon continuera de suivre attentivement les mesures prises par le Gouvernement d'Afrique du Sud en vue de susciter des changements intérieurs.

A ce propos, je tiens à parler plus en détail des mesures restrictives que le Japon a prises à l'encontre de l'Afrique du Sud. Afin de démontrer son opposition à l'apartheid, le Gouvernement du Japon ne maintient pas de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud mais limite ses relations au niveau consulaire. Mon gouvernement restreint strictement l'établissement de visas à des ressortissants sud-africains aux cas d'échanges sportifs, culturels, scolaires et universitaires; il n'émet aucun visa de tourisme à l'intention de ressortissants sud-africains. Dans le domaine économique, mon gouvernement a interdit tout investissement direct en Afrique du Sud depuis les années 60, et nous n'avons pas d'investissement direct dans des entreprises communes dans ce pays. De plus, depuis les années 70, mon gouvernement a demandé à la communauté bancaire japonaise de faire preuve d'une certaine retenue volontaire en ce qui concerne l'octroi de prêts et il en résulte qu'il ne reste actuellement en suspens aucun prêt à moyen ou à long terme.

M. Tanaka (Japon)

S'agissant du commerce avec l'Afrique du Sud, le Japon n'est pas exportateur d'armes; il interdit l'exportation d'ordinateurs vers des organismes chargés d'appliquer l'apartheid comme les forces armées et la police, et interdit l'importation de fer et d'acier en provenance d'Afrique du Sud. Le commerce du Japon avec l'Afrique du Sud a diminué presque chaque année depuis 1981 en termes de yen; ce commerce a d'ailleurs représenté l'année dernière moins de 60 % par rapport à son niveau de 1981. Mon gouvernement a invité la communauté des affaires japonaises à faire preuve de retenue dans ses échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud. Par la suite, le commerce japonais a enregistré en 1988 une baisse de 4 % en termes de dollars par rapport à l'année précédente, et une baisse de 6 % en octobre dernier par rapport à la même période l'année dernière. Le Japon maintiendra une politique de restriction tant que la situation en Afrique australe ne se sera pas sensiblement améliorée.

Tout en exhortant le Gouvernement sud-africain à démanteler le système d'apartheid, mon gouvernement apportera sa contribution dans trois domaines distincts afin de permettre que des changements pacifiques interviennent en Afrique australe.

En premier lieu, en augmentant son assistance aux Sud-Africains victimes de l'apartheid. Le Japon a accru sa coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'Afrique australe, qui est destiné à venir en aide à la population noire d'Afrique du Sud et de Namibie. De même, mon gouvernement s'est efforcé d'accroître son soutien au "Kagiso Trust", organe d'assistance à l'Afrique du Sud, que le Japon aide depuis l'exercice financier 1987.

En deuxième lieu, en s'associant aux efforts de développement des pays voisins de l'Afrique du Sud. Le Japon a, en particulier, augmenté son assistance économique aux pays de la région qui s'efforcent de réduire leur dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud. L'aide apportée par le Japon aux neuf Etats membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) a considérablement augmenté, passant de 120 millions de dollars en 1986 à 270 millions de dollars en 1988.

En troisième lieu, en renforçant le dialogue politique avec les pays d'Afrique australe. C'est ainsi que mon gouvernement a accueilli en octobre dernier le Président Mugabe du Zimbabwe en visite officielle au Japon, où il a eu un échange de vues avec le Premier Ministre Kaifu sur la situation en Afrique australe en

M. Tanaka (Japon)

général et sur la question de l'Afrique du Sud en particulier. Les deux parties sont convenues que l'apartheid ne saurait être réformé et qu'il doit être aboli au plus vite. Mon gouvernement s'apprête à recevoir le Président de la Tanzanie, M. Mwinyi, en visite officielle dans le courant de ce mois.

Le Japon est prêt à poursuivre ses vastes efforts afin de renforcer ces mesures positives destinées à apporter un changement pacifique à la région.

La question de l'apartheid est étroitement liée à la dignité de l'homme, préoccupation commune aux pays de la communauté internationale. Ainsi, non seulement le Gouvernement japonais, mais la nation tout entière participent à un large éventail d'activités anti-apartheid. Ainsi, outre les efforts d'assistance déployés par le Gouvernement, la communauté des affaires japonaises recueille des contributions destinées à venir en aide aux Noirs sud-africains. De plus, à la fin du mois de novembre, des membres du Parlement japonais, laissant de côté la politique partisane, ont créé la Ligue anti-apartheid des parlementaires. Un séminaire anti-apartheid des Nations Unies doit en outre se tenir à Tokyo en janvier prochain. Ces efforts démontrent l'opposition sans cesse grandissante du peuple japonais à l'apartheid.

Ces dernières années, tandis que les relations du Japon avec les pays d'Afrique se resserraient, mon gouvernement a accru ses efforts pour renforcer la stabilité et le développement du continent. A cet égard, les efforts destinés à mettre fin à l'apartheid comptent parmi nos plus hautes priorités.

Comme l'ont souligné Mgr Desmond Tutu et d'autres dirigeants noirs d'Afrique du Sud, les efforts unis et incessants de la communauté internationale sont précieux dans la lutte pour abolir au plus vite le système inhumain de l'apartheid. Je tiens en cette occasion à réaffirmer la volonté du Japon de tout faire pour y parvenir.

M. BEIN (Israël) (interprétation de l'anglais) : L'apartheid est une abomination pour tout Israélien, tout juif, tout sioniste. Il est tout à fait inacceptable aussi bien sur le plan idéologique qu'en tant que système politique. En Israël nous partageons la douleur de ceux qui souffrent sous son joug. L'apartheid doit être aboli. Il doit être à tout jamais proscrit.

Plus que tout autre peuple ou nation, le peuple juif a fait l'expérience du racisme institutionnalisé. Les conséquences horribles de la discrimination raciale systématique ne sauraient être plus évidentes pour un autre peuple. Il y a à peine

M. Bein (Israël)

une génération, nous avons perdu 6 millions de nos frères dans les fours de l'Europe nazie au cours d'un massacre génocide attisé par les feux du racisme. En outre, l'angoisse de la persécution et de l'oppression a été le lot du peuple juif tout au long de son histoire d'exil. C'est donc des profondeurs de notre expérience nationale que nous dénonçons, rejetons et repoussons l'apartheid.

L'âme même du sionisme - le mouvement de libération nationale du peuple juif - a émané d'une rébellion nationale contre la discrimination religieuse et ethnique. Le sionisme a lutté pour son émancipation et le salut d'un peuple longtemps persécuté. Le sionisme est donc l'antithèse même du racisme, et a servi de modèle à de nombreux mouvements de libération à travers le monde.

Des défenseurs éminents de la liberté des Noirs africains ont cherché à prendre le sionisme comme modèle pour arracher leurs peuples à la poigne du colonialisme et du racisme. William Dubois, l'un des premiers défenseurs de la liberté africaine, a déclaré en 1919 que :

"le mouvement pan-africain représente pour nous ce que le mouvement sioniste représente pour les Juifs."

Il n'était pas le seul à penser ainsi.

Alors qu'il comparaissait devant le tribunal sud-africain qui l'a condamné le 20 avril 1964 à la prison à vie, Nelson Mandela a fait un discours sur les limitations morales de la lutte politique. Il a déclaré que son mouvement cherchait à assurer une éthique élevée dans les activités de résistance. Cette éthique, a-t-il proclamé, est "empruntée aux organisations clandestines de la nation juive".

Le sionisme moderne est enraciné dans une tradition de justice et d'égalité qui remonte à des milliers d'années, à l'aube de l'histoire juive et aux origines de la pensée morale. Il y a des millénaires, lorsque la pratique de l'esclavage était profondément ancrée dans toutes les sociétés, les Juifs ont apporté au monde une idée révolutionnaire : les hommes naissent fondamentalement libres et égaux. A une époque où l'esclavage était considéré comme un état naturel de la condition humaine, les nobles idéaux des prophètes Amos, Jérémie et Isaïe sur la liberté et l'égalité innées de tous les hommes étaient prêchés sur les collines de Judée et dans les plaines poussiéreuses de Samarie. C'est à Jérusalem qu'ont émergé le principe moral de l'égalité humaine et la passion pour la justice.

La faculté que nous avons de nous mettre à la place de ceux qui souffrent sous l'apartheid et de nous identifier à eux émane non seulement de notre propre condition pitoyable au cours de l'histoire, mais des sources les plus profondes de l'éthique juive. La fusion de la passion morale juive et de l'expérience historique des Juifs explique pourquoi le peuple juif a endossé un rôle de premier plan parmi les défenseurs contemporains de la dignité humaine.

Theodor Herzl, père du sionisme moderne, a écrit qu'après la libération des Juifs nous devrions nous consacrer à la libération des Noirs. Cette profonde affinité avec la lutte des Noirs est à la base de décennies de relations amicales entre Israël et les pays africains noirs.

M. Bein (Israël)

Depuis sa renaissance en 1948, Israël a formé des milliers d'Africains à l'agriculture et à l'économie dans le cadre de programmes de coopération technique qui ont été mis au point entre Israël et les Etats africains. Cette aide à l'édification nationale s'est poursuivie même pendant les années où, à la suite de pressions et de menaces intensives de la part d'Etats arabes, les relations entre Israël et certains pays africains se sont estompées.

Le dégoût d'Israël pour l'apartheid émane également de sa propre société contemporaine. Israël est une société multiraciale composée d'environ 100 groupes ethniques de toutes les nuances et couleurs. C'est le pays le plus daltonien au monde, une société démocratique et pluraliste.

La déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël garantit à tous les habitants, quelles que soient leur origine, leur couleur ou leur religion, que le Gouvernement :

"se portera garant de la pleine égalité sociale et politique de tous ses citoyens sans distinction de race, de croyance ou de sexe."

L'hébreu et l'arabe coexistent en tant que langues officielles de notre pays. Les citoyens arabes d'Israël bénéficient de tous les droits civils et politiques. Ils occupent des positions importantes dans le gouvernement, la législature et dans le pouvoir judiciaire, représentation qui est évidente même au sein de notre mission auprès des Nations Unies.

La majorité noire d'Afrique du Sud se voit systématiquement refuser ses droits à une citoyenneté intégrale et est en fait privée de tout droit de représentation. Cette situation abominable est insoutenable. L'apartheid doit être entièrement aboli.

Au niveau des déclarations, la répulsion d'Israël pour l'apartheid et son opposition sans réserve à celui-ci ont été exprimées si souvent, dans tellement d'instances, par le Gouvernement, des Présidents, des Premiers Ministres, des Ministres des affaires étrangères et par toute une série d'autres dirigeants israéliens que notre position à cet égard devrait être claire. Des représentants d'Israël dans le monde entier ont protesté solennellement contre l'apartheid et ont réaffirmé notre condamnation absolue de son idéologie et de ses pratiques. Ces déclarations reflètent l'opinion publique en Israël, qui estime que l'apartheid est contraire au sionisme et aux valeurs fondamentales sur lesquelles se fonde la société israélienne. Au niveau opérationnel, le Gouvernement d'Israël a institué

M. Bein (Israël)

des mesures de grande portée contre l'Afrique du Sud, qui ont servi d'exemple à d'autres démocraties occidentales. Depuis la mise en oeuvre de ces mesures au mois de mars 1987, Israël a continué de réduire son association avec l'Afrique du Sud. Nous avons interdit tout investissement en Afrique du Sud, toute coopération scientifique et tout accès à nos ports. Nous avons coupé tout lien culturel avec les organisations sud-africaines qui entretiennent un rapport quelconque avec le régime d'apartheid. Il est interdit aux athlètes israéliens de participer aux événements sportifs en Afrique du Sud. Le tourisme est découragé et les visites officielles sont interdites.

Dans ce contexte, nous tenons à affirmer catégoriquement que la position ferme adoptée de longue date par le Gouvernement d'Israël est de n'avoir aucune coopération quelle qu'elle soit avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire. Toutes allégations contraires ne s'appuient sur aucune preuve et ne peuvent faire l'objet d'un examen. Au contraire, ces accusations sont le produit d'attitudes politiques et polémiques qui n'ont rien à voir avec la lutte contre l'apartheid mais qui visent plutôt à diffamer Israël en essayant de l'associer à l'Afrique du Sud et à l'apartheid. Cette calomnie contredit les faits.

Nous sommes réunis ici en session extraordinaire de l'Assemblée générale pour discuter de la campagne et de la lutte contre l'apartheid. Pourtant, cet objectif louable continue de faire l'objet de préjugés et d'abus de la part de ceux dont le seul objectif est d'attaquer Israël. L'apartheid est un mal trop grave et la lutte pour l'éliminer est un objectif trop important pour qu'on les manipule de façon cynique par une campagne obsessionnelle de haine contre Israël.

Nous demandons instamment à tous ceux qui se soucient vraiment du sort de ceux qui souffrent sous le joug de la discrimination raciale en Afrique du Sud de résister aux efforts qui sont faits pour dérouter la lutte contre l'apartheid et la faire dégénérer en un exercice insensé de polémique.

Pour que la lutte contre l'apartheid triomphe, il est nécessaire que l'action l'emporte sur la rhétorique. La communauté noire a besoin d'une direction vigoureuse et compétente, une direction capable d'améliorer le sort du peuple et de partager les rênes du pouvoir sur une base d'égalité et de façon pacifique et ordonnée; les slogans vides et les tirades interminables sont superflus. La communauté noire a besoin d'une infrastructure suffisante et autonome. Elle n'a pas besoin de propagande creuse.

M. Bein (Israël)

En prenant activement position contre l'apartheid, Israël a fourni une aide particulière aux représentants des communautés noires sud-africaines. A la fin de 1989, Israël aura accueilli près de 200 dirigeants noirs sud-africains dans toute une série de programmes de formation en se concentrant particulièrement sur le développement coopératif. Un cours sur le rôle des organisations populaires dans le développement national communautaire a été conclu récemment et a bénéficié de la participation d'étudiants de la communauté sud-africaine noire. Israël est un des rares pays qui fournisse une telle aide. Il faudrait demander à d'autres pays d'emboîter le pas dans ce domaine. De telles mesures concrètes contribueront substantiellement à renforcer la base de la lutte contre l'apartheid et serviront à encourager la transformation en Afrique du Sud, transformation qui, on peut l'espérer, aboutira à des relations pacifiques d'égalité et de tolérance entre toutes les couches de la population.

Une fois de plus, nous affirmons notre volonté inébranlable de faire front avec les peuples d'Afrique dans la lutte pour éliminer l'apartheid et nous sommes à leurs côtés dans les efforts qu'ils font pour favoriser le développement et le bien-être sur le continent africain.

M. ASAMOAH (Ghana) (interprétation de l'anglais) : La décision de tenir une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe est certainement opportune pour diverses raisons : premièrement, le changement de circonstances dans la région et dans l'Afrique du Sud de l'apartheid même justifie une évaluation détaillée et urgente de la situation; deuxièmement, il importe d'indiquer à l'Afrique du Sud que le problème de l'apartheid continue de préoccuper la communauté internationale; troisièmement, le fardeau que l'Afrique du Sud impose à ses voisins est toujours aussi pesant, et l'Organisation des Nations Unies doit examiner l'efficacité des réactions de ces pays devant cette situation.

Pour placer dans une juste perspective le problème dont nous sommes saisis, nous devons appréhender de manière précise la situation actuelle en Afrique du Sud. Les promesses faites par M. De Klerk de réformer l'apartheid, la remise en liberté de certains activistes anti-apartheid et la déségrégation de certaines plages ne sauraient éclipser les dures réalités sur place qui, entre autres faits détestables, montrent que le régime De Klerk a accédé au pouvoir grâce à un système politique raciste qui refuse d'entendre la voix des trois quarts de la population d'Afrique du Sud; que la politique des homelands ou bantoustans, qui relègue les Noirs aux régions éloignées et stériles du pays représentant 13 % du territoire, et en vertu de laquelle les Noirs ne sont pas reconnus comme des citoyens de l'Afrique du Sud, est fermement en vigueur; qu'un grand nombre d'activistes politiques sont détenus, dont certains seront sûrement victimes d'un meurtre judiciaire; que les escadrons de la mort et les racistes ultra-conservateurs, avec l'appui et la bénédiction du Gouvernement, sont bien décidés à intensifier la campagne d'assassinat d'activistes anti-apartheid; que la violence des Noirs contre les Noirs, fomentée et encouragée par le Gouvernement, continue à coûter cher en vies humaines pour ceux dont la conscience politique est un anathème pour le régime raciste; que la ségrégation dans les installations de santé, le logement, l'éducation et les sports reste à l'ordre du jour; que les Noirs ne reçoivent pas un salaire égal à travail égal; que les mouvements anti-apartheid sont interdits et la liberté d'association n'existe pas en Afrique du Sud, bien que des rassemblements soient parfois tolérés par les autorités; que l'état d'urgence reste en vigueur; que les bandits de l'UNITA et du RENAMO, armés et soutenus par l'Afrique du Sud, continuent de ravager l'Angola et le Mozambique, et que l'Afrique

M. Asamoah (Ghana)

du Sud n'a pas renoncé à la force militaire contre les Etats de première ligne dans ses efforts pour préserver l'apartheid. Et qui saurait prédire ce que fera l'Afrique du Sud lorsque les Cubains finiront par quitter l'Angola? En fait, elle ne cesse de renforcer son appareil militaire.

Quelles que soient les promesses d'espoir qui émanent de De Klerk, il faut les placer sur cette toile de fond déprimante. Et pour l'instant, le régime sud-africain n'a pas pris d'engagement quant à une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique. Dans toutes ses déclarations, M. De Klerk a mis l'accent sur les droits et les intérêts des groupes et s'oppose absolument au principe valable d'"un homme, une voix". Une politique des droits par groupe traduit un mépris persistant à l'égard des Noirs. Cela signifie le droit de veto pour la minorité blanche et la persistance des privilèges des Blancs. Cela ne représente pas un changement fondamental. Il n'existe aucune base valable pour retarder toute nouvelle action comme le recommandent certains milieux occidentaux qui sont soutenus par des pays crédules.

La question n'est pas de savoir si les négociations sont ou non le moyen approprié d'arriver à la paix. Personne, à part le régime raciste d'Afrique du Sud, n'a jamais fermé la porte aux négociations. Pendant des décennies, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont demandé le dialogue et se sont heurtées au défi et au mépris. Pendant des siècles, les Noirs n'ont pas demandé autre chose que la reconnaissance de leurs droits légitimes d'êtres humains; on a répondu à leur demande par les coups, les peines d'emprisonnement, la torture et la mort. La protestation pacifique a été, jusqu'à récemment, l'arme consacrée des mouvements de libération, mais en vain. Peut-on faire comprendre à la communauté internationale et aux mouvements de libération qu'ils sont coupables d'avoir eu recours aux seules options qui s'offraient dans ces circonstances?

M. De Klerk parle de négociations, mais non parce que l'Afrique du Sud accorde maintenant à ces négociations une valeur intrinsèque. L'Afrique du Sud peut souhaiter négocier maintenant parce que les diverses armes utilisées par la communauté internationale et les mouvements de libération lui ont fait prendre conscience du coût insupportable de la politique actuelle. Ces armes - pressions politiques et isolement, sanctions économiques et, surtout, lutte armée et soutien militaire internationaliste cubain - ont suscité ce sentiment d'espoir que l'on

M. Asamoah (Ghana)

perçoit actuellement en Afrique du Sud. D'aucuns peuvent-ils sérieusement nier que l'Afrique du Sud serait toujours présente en Angola et en Namibie si les forces internationalistes cubaines n'avaient pas été introduites en Angola?

Les négociations sont le moyen ultime de régler les désaccords, mais l'histoire montre que, souvent, elles ne sont possibles que lorsqu'il y a équilibre de la terreur ou de la force. Comme c'est le cas, la méthode la plus sage pour l'Assemblée consiste à suivre la voie qui semble donner des résultats jusqu'à ce que les objectifs pour lesquels ces politiques ont été conçues soient atteints. Nous ne voulons pas parler seulement de la perspective des négociations. Si les racistes veulent maintenant des négociation, qu'ils agissent au lieu de se borner à en parler.

On nous a souvent rappelé que les sanctions ne donnaient pas de résultat, bien que les pays qui l'affirment disent aussi que les sanctions nuisent surtout à la population noire et, dans d'autres circonstances, sont disposés à imposer des sanctions à la Pologne, à l'Union soviétique, à la Chine et à Cuba. Ces mêmes pays cherchent à harceler les mouvements de libération pour qu'ils renoncent à la violence sans obtenir un engagement correspondant du régime sud-africain de renonciation à la violence et au terrorisme d'Etat, et oublient qu'ils ont pris eux-mêmes la voie qui les a menés à la liberté et à l'indépendance. Si, par exemple, le peuple des Etats-Unis n'avait pas pris les armes contre la Grande-Bretagne, si les alliés occidentaux n'avaient pas lutté contre le nazisme, seraient-ils ce qu'ils sont aujourd'hui? Il est honteux que la défense d'intérêts économiques puisse l'emporter sur l'attachement aux valeurs morales consacrées dans la Charte et que cette conduite puisse hypocritement être fondée sur un pieux souci des Noirs, qui sont précisément les victimes de l'apartheid.

On déploie actuellement des efforts sinistres pour empêcher la communauté internationale de se faire entendre dans le règlement du problème de l'apartheid. Comment cela est-il possible? L'apartheid a été déclaré crime contre l'humanité par l'Organisation des Nations Unies. Son élimination est devenue un objectif de l'Organisation des Nations Unies. Le concept des droits de l'homme est à la base même de l'existence de l'Organisation des Nations Unies et il est de plus en plus accepté en tant que critère de jugement de la conduite des nations - critère consacré dans de nombreux instruments internationaux.

M. Asamoah (Ghana)

L'apartheid est à l'origine des actes d'agression et de déstabilisation sud-africains contre les Etats de première ligne, dont le coût dévastateur et accablant a été souligné avec éloquence dans l'étude que le Groupe de travail spécial interinstitutions du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique a demandée à la Commission des Nations Unies pour l'Afrique. L'apartheid a causé d'importants dégâts aux Etats de première ligne, ébranlé leur économie et provoqué des pertes de vies innombrables, des déplacements de population et des souffrances pour des millions de personnes. L'apartheid est une atteinte à la dignité des Noirs du monde entier. Dans ces circonstances, peut-on concevoir la question de l'apartheid comme un simple problème intérieur qui ne peut être résolu que par les Sud-Africains? Le monde a intérêt à voir éliminer totalement l'apartheid et doit prescrire les normes en vertu desquelles on pourra considérer que l'apartheid a cessé d'être. Voilà pourquoi le Ghana appuie vigoureusement la Déclaration de Harare et voudrait qu'elle soit reprise in extenso dans le document final qu'adoptera la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale. Sinon, le régime sud-africain aura réussi à berner la communauté internationale. La chicane raciste aura, une fois de plus, donné des résultats et encouragé l'Afrique du Sud à retarder la mort de l'apartheid.

M. Asamcrah (Ghana)

L'autre conséquence de la responsabilité internationale dans l'élimination de l'apartheid est la nécessité de mettre en oeuvre un programme d'aide important en faveur des Etats de première ligne pour qu'ils puissent surmonter les conséquences destructrices de la politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud. On nous a dit que les neuf pays de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) avaient perdu 43 % de leur produit national brut en raison des activités de déstabilisation de l'Afrique du Sud de l'apartheid dans la seule année 1988. Les pertes accumulées de 1980 à 1988 représentent 210 % du PNB pour 1988. Sur le plan humain, il y a eu dans la région des millions de morts, et des millions d'autres gens sont devenus des réfugiés ou des personnes déplacées qui ont besoin d'une aide d'urgence pour affronter leurs conditions de vie actuelles. La réaction des pays occidentaux industrialisés aux demandes économiques de l'Europe orientale me donne l'espoir qu'ils réagiront également de manière adéquate aux besoins des Etats de première ligne. L'Assemblée, à la présente session, devrait élaborer un programme d'assistance crédible.

La Namibie, Dieu merci!, est sur la voie de l'indépendance malgré les tentatives faites par l'Afrique du Sud pour saborder la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Nous devons toutefois nous montrer vigilants et ne pas donner à l'Afrique du Sud la possibilité d'inverser ce processus. Nous devons faire tous les efforts possibles pour apporter l'aide qui permettra à la South West Africa People's Organization de saisir la possibilité qui s'offre de donner au peuple namibien l'émancipation, l'autodétermination et le bien-être. Le Ghana est toujours prêt à jouer son rôle dans l'aide aux populations de Namibie et de l'Afrique du Sud.

En conclusion, le Ghana tient à souligner que, mis à part la pression internationale, la lutte pour la liberté est la responsabilité première du peuple d'Afrique du Sud, et qu'il doit être sur ses gardes. Une pression accrue de sa part hâtera encore la disparition de l'apartheid et il ne risquera pas de subir des pressions destinées à lui faire accepter des compromis peu honorables. D'autre part, si l'offensive diplomatique de De Klerk, destinée à éviter de nouvelles pressions internationales, doit amener le peuple à croire à des changements réels imminents, il risque de retarder l'horloge du progrès, avec des conséquences désastreuses.

L'Afrique du Sud continue à consacrer de larges sommes à sa défense, acquérant des armes perfectionnées avec l'aide d'Israël et de certains pays occidentaux, quels

M. Asamoah (Ghana)

que soient les démentis que nous puissions entendre ici. Elle ne le fait pas pour s'amuser. En tout cas, les forces anti-apartheid doivent être prêtes à faire face à la violence aveugle qui sera inévitablement déchaînée par les extrémistes blancs lorsque la perspective d'un gouvernement noir deviendra réalité. Elles devraient tirer la leçon de la réaction brutale des colons en Algérie et de la naissance de la RENAMO.

M. TANASIE (Roumanie) (interprétation de l'anglais) : La délégation de la Roumanie a appuyé pleinement, dès le début, l'idée de la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de l'apartheid et de ses conséquences destructrices en Afrique australe. Cette initiative a été prise en raison de la situation critique engendrée en Afrique du Sud par l'apartheid et du danger croissant qu'il représente pour la paix et la sécurité dans cette région du monde. Elle reflète la conviction de la communauté internationale que le moment est venu de mettre un terme à cette politique inhumaine, qui a ses racines dans l'institutionnalisation systématique et illégale de la discrimination raciale. La condamnation de l'apartheid est déjà universelle, et il est généralement reconnu, aujourd'hui que seule l'élimination de l'apartheid, et non pas sa réforme, peut aboutir à une solution pacifique et durable en Afrique du Sud et à la paix sur tout le continent africain.

Le peuple de la Roumanie a dit à quel point il se réjouissait des résultats des récentes élections en Namibie. L'indépendance proche de la Namibie est non seulement un tournant historique dans le destin du peuple namibien mais aussi une grande victoire sur le système d'apartheid. La Roumanie a toujours condamné la politique d'apartheid et de discrimination raciale pratiquée par le régime d'Afrique du Sud et a offert sa solidarité et son appui politique aux mouvements démocratiques pour la réalisation des aspirations des peuples à une vie libre et digne.

Dans le monde entier, des gouvernements, des peuples, et l'opinion publique sont profondément préoccupés par la situation constamment tendue en Afrique australe par la faute de l'Afrique du Sud et de certaines forces qui l'appuient. Nous partageons l'idée que, tant que le système d'apartheid subsistera en Afrique du Sud, les peuples de toute l'Afrique ne pourront réaliser les objectifs fondamentaux que sont la justice, la dignité humaine et la paix. Les politiques et les actes du régime d'apartheid se poursuivent sans relâche bien que les Nations Unies les aient depuis longtemps condamnés en tant que violation flagrante

M. Tanasie (Roumanie)

de la Charte des Nations Unies et des principes et normes universellement reconnus du droit international, et en tant que menace à la paix et à la sécurité. Il faut considérer avec prudence les quelques changements dans la politique d'apartheid annoncés récemment par le Gouvernement de l'Afrique du Sud, car ils ne visent pas le démantèlement du système.

La présente session extraordinaire a lieu à une période opportune de l'histoire. En effet, on reconnaît généralement que la lutte légitime des mouvements de libération et le rejet international du système d'apartheid, de même que les efforts mondiaux entrepris pour résoudre les conflits régionaux, ont créé des conditions nouvelles favorables au progrès vers la solution du problème auquel se heurte le peuple d'Afrique du Sud.

La Roumanie n'a cessé de se prononcer en faveur du droit de tous les peuples, y compris du peuple d'Afrique du Sud, de décider de leur propre destin et d'élaborer pour eux-mêmes les institutions et le système de gouvernement sous lesquels ils vivront et oeuvreront ensemble à l'édification d'une société harmonieuse. Il est essentiel que les habitants de l'Afrique du Sud eux-mêmes se rencontrent pour négocier, mettre fin au système d'apartheid et convenir des mesures à prendre pour transformer le pays en un Etat uni, non racial et démocratique. Dans cet Etat, tous les secteurs de la population jouiront d'une nationalité et d'une citoyenneté communes et égales, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance.

Les résolutions adoptées jusqu'à présent par l'Assemblée générale, dans le cadre desquelles nous examinons l'ordre du jour de la présente session extraordinaire, soulignent les conséquences déstabilisatrices de la politique d'apartheid sur l'ensemble de la sous-région d'Afrique australe, de même que leur impact sur la situation des pays de la région, en particulier sur les Etats de première ligne, qui ont souffert des actes d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud.

La Roumanie exige qu'il soit mis fin à l'état d'urgence décrété par le régime minoritaire. Tous les prisonniers et détenus politiques devraient être libérés immédiatement et inconditionnellement. L'interdit qui frappe toutes les organisations politiques et les opposants à l'apartheid devrait être levé, et le retour en toute sécurité de tous les exilés politiques et de tous les combattants de la liberté garanti. En même temps, il faudrait prendre des mesures efficaces pour mettre fin à la politique de bantoustanisation et de déplacement forcé de la population.

M. Tanasie (Roumanie)

A l'évidence, l'élimination de l'apartheid exige des efforts dans plusieurs directions. Parallèlement à la lutte politique, il convient d'accorder toute l'attention possible à l'amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles de toute la population. A cet égard, il convient également de rappeler l'appel lancé par l'Assemblée générale à tous les Etats et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils accroissent d'urgence l'aide économique, éducative, juridique, humanitaire et autre à la population sud-africaine et aux mouvements de libération.

L'apartheid ne peut être éliminé par ceux qui le pratiquent. On devrait appeler toutes les forces politiques à participer au processus de négociation visant à éliminer l'apartheid, tenir des élections libres et rédiger et adopter une nouvelle constitution.

Dans l'ensemble des efforts déployés pour éliminer l'apartheid, le système des Nations Unies a un rôle important et croissant à jouer. Premièrement, il conviendrait d'exiger que notre organisation reste saisie des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question de l'Afrique du Sud. La communauté internationale doit adopter une position décisive et plus concertée sur l'application des dispositions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. La Roumanie respecte scrupuleusement ces résolutions et n'entretient aucune relations d'aucune sorte avec l'Afrique du Sud. Nous pensons que tous les Etats se doivent de coopérer avec les Nations Unies qui s'efforcent de mettre rapidement fin au colonialisme, à la domination étrangère et à l'apartheid.

Il est clair que les Nations Unies peuvent jouer un rôle utile en mobilisant l'opinion publique mondiale pour qu'elle agisse en faveur de l'abolition de l'apartheid et de la discrimination raciale. A cet égard, il ne faut pas oublier que l'apartheid est un affront à la conscience et à la dignité de l'humanité.

Ayant ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, la Roumanie estime que tout acte qui procède de la politique ou de la pratique de l'apartheid viole les principes du droit international et constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Comme les années précédentes, nous avons pleinement appuyé lors de la présente session les résolutions relatives à cette question, où l'Assemblée générale souligne que l'adhésion universelle à la Convention et l'application immédiate de ses dispositions sont nécessaires pour la rendre effective et, partant, contribuer à l'élimination de l'apartheid.

M. Tanasie (Roumanie)

La Roumanie croit et espère fermement que notre session sera une précieuse contribution à l'ensemble des efforts et des mesures destinés à mettre un terme à la dangereuse situation qui prévaut en Afrique australe du fait de la politique et de la pratique de l'apartheid.

Il ne faut pas oublier les leçons de l'histoire. Elles nous enseignent que dans un contexte de domination coloniale raciale et d'apartheid, il ne saurait y avoir ni paix ni justice.

C'est pourquoi il faut adopter à la présente session un document tourné vers l'action qui contribue à éliminer le système d'apartheid en Afrique du Sud.

La délégation roumaine est prête à s'associer à toutes les délégations qui partagent la conviction que les Nations Unies devraient s'acquitter pleinement de leur noble mission en concrétisant les aspirations légitimes des Etats et des peuples africains à une Afrique totalement libérée du colonialisme, du racisme et de l'apartheid.*

M. VOKOUMA (Burkina Faso) : Le Burkina Faso comprend cette session extraordinaire consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices comme une session devant apporter de vraies solutions à un vrai problème.

Les orateurs précédents ont relevé que le climat international se caractérise par une certaine détente. Nous partageons cet avis. Cependant, l'apartheid en Afrique du Sud est une de ces questions non réglées qui relativise très fortement la détente constatée. L'Afrique, continent en voie de marginalisation à bien des égards, continue de porter cette plaie hideuse qu'est l'apartheid. L'Afrique entend, jour après jour, des voix lui conseiller d'être raisonnable, d'être patiente. En d'autres temps, et devant des fléaux similaires, nous avons vu cette raison s'exercer autrement et se traduire par le recours immédiat et intransigeant à la lutte armée. Cette réaction était le fait de ceux qui aujourd'hui nous sussurent aux oreilles la retenue et pactisent avec ce régime raciste qu'ils rejettent pourtant de la manière la plus catégorique. Nous souhaiterions que ce rejet soit aussi limpide qu'il est catégorique.

* M. Jaya (Brunéi Darussalam), Vice-Président, assume la présidence.

M. Vokouma (Burkina Faso)

Le peuple sud-africain ne veut plus accepter cette infamie. Ceci est tellement vrai que, sous le coup de la pression populaire sud-africaine, de la lutte des mouvements de libération, de l'opinion publique internationale, les autorités de l'Afrique du Sud choisissent de changer seulement le visage de l'apartheid, mais il faut aller plus loin car ce que le peuple sud-africain exige, ce que la communauté internationale requiert, c'est l'élimination pure et simple de l'apartheid.

En effet, l'apartheid est la cause des tensions et des conflits à l'intérieur de l'Afrique du Sud et dans la région australe de notre continent; de ce fait, il constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales.

En Afrique du Sud, la majorité se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses droits du fait de la couleur de la peau. En témoignent les dernières élections d'où 70 % de la population ont été exclus. Les fondements de l'apartheid restent intacts, l'état d'urgence persiste, Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques croupissent toujours dans les geôles du régime raciste; de même, les mouvements de libération et les organisations démocratiques demeurent interdits. Par ailleurs, les actes législatifs qui régissent l'odieux système sont toujours en vigueur.

En élaborant un prétendu programme destiné à mettre fin à l'apartheid, le régime d'apartheid et ses amis cherchent une fois de plus à gagner du temps face à l'inéluctabilité de la victoire du peuple sud-africain.

Ce programme fait partie intégrante des pratiques dilatoires et des ruses du régime sud-africain auxquelles la communauté internationale est déjà habituée. Ce régime a toujours cherché à abuser de la communauté internationale par des semblants de réformes. Un système aussi odieux ne peut être réformé; il doit être aboli et la communauté internationale doit accroître sa pression à cet effet. Les réformes timides que tentent d'opérer les racistes sont le fait des pressions dues aux sanctions internationales, des forces de libération et des autres forces démocratiques en Afrique du Sud. C'est dans ce contexte qu'il faut situer la récente libération de Walter Sisulu, Mohammed Kathrada, Raymond Mhlaba, Elias Motsoaledi, Andrew Mlangeni, Wilton Mwakayi, Oscar Mpheta, Jafta Masemula.

Nous réaffirmons notre solidarité avec la lutte du vaillant peuple d'Afrique du Sud contre l'oppression et pour la restauration de sa dignité.

M. Vokouma (Burkina Faso)

Non content de faire subir toutes sortes de souffrances au peuple sud-africain, le régime d'apartheid, bafouant les principes élémentaires du droit international, a imposé la loi du plus fort à la partie australe du continent africain, portant ainsi atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des Etats de la région et causant d'énormes souffrances à nos frères d'Afrique australe. Les Etats de la ligne de front et les autres Etats voisins sont victimes des actes d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud. Outre l'action militaire directe et les pressions économiques, l'Afrique du Sud soutient, entraîne et finance des bandes armées qui lancent des attaques contre ces Etats.

Au Mozambique, pays qui n'a connu aucun répit après son indépendance, le principal instrument de déstabilisation utilisé par l'Afrique du Sud est la RENAMO dont les bandits armés et soutenus par Pretoria s'adonnent au massacre des populations, au pillage, à la destruction des infrastructures économiques et sociales.

M. Vokouma (Burkina Faso)

Le bilan de ces actes de terreur est bien lourd : plus de 700 000 morts, 2 millions de personnes déplacées, sabotage systématique de l'économie mozambicaine, rendant difficile la mise en oeuvre du programme de redressement économique lancé par le FRELIMO et le Gouvernement mozambicain et soutenu par la communauté internationale.

Nous tenons ici à exprimer notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement mozambicains, et notre soutien à son initiative de paix. Nous émettons l'espoir que ce processus aboutira à des conclusions positives pour le bonheur du peuple mozambicain tout entier.

La République populaire d'Angola se trouve dans une situation tout aussi difficile. Les rebelles de l'UNITA à la solde de l'Afrique du Sud et des forces de déstabilisation ont pour cibles l'infrastructure économique et sociale et les paisibles populations.

Le sommet de Gbadolité avait donné l'espoir d'un règlement, mais les événements qui ont suivi ce sommet montrent que le chemin qui mène à la paix est encore long et semé d'embûches. En effet, malgré le cessez-le-feu conclu à Gbadolité, les rebelles de l'UNITA ont continué de mener des attaques de tous genres contre la population et diverses infrastructures. Pire, les alliés de l'UNITA ont continué à fournir des armes et une aide financière à Jonas Savimbi.

Nous lançons un appel à toutes les parties afin qu'elles poursuivent les négociations en vue d'assurer au peuple angolais la paix et le développement de son pays.

La Namibie demeure pour nous une source de préoccupation. Les élections qui s'y sont déroulées ont donné la victoire à la SWAPO, mais il nous faut rappeler une fois encore que le déclenchement du processus d'indépendance l'a été sous les pressions de la communauté internationale, de la SWAPO et des défaites subies par l'armée du régime raciste.

Le processus d'indépendance de ce pays se trouve donc dans une phase cruciale et la communauté internationale devra rester vigilante afin de déjouer les manoeuvres et les obstacles que les racistes et leurs alliés sont susceptibles de poser sur le chemin de l'indépendance.

Aucun pays de la région n'échappe à l'état de guerre instauré et entretenu par l'Afrique du Sud. Outre le Mozambique et l'Angola, les autres pays - notamment le

M. Vokouma (Burkina Faso)

Botswana, le Lesotho, la Tanzanie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe - ont vu leurs économies se détériorer du fait des activités déstabilisatrices de l'Afrique du Sud.

Au total, les actes commis ou commandités par l'Afrique du Sud ont causé la perte de milliers de vies humaines, ou se sont traduits par le départ de milliers de réfugiés dans les Etats voisins, fragilisant davantage les économies de ces derniers. Quant aux autres pertes, elles sont estimées à près de 50 milliards de dollars des Etats-Unis.

Les cas que nous venons de citer ne font qu'illustrer le caractère inhumain et déstabilisateur du régime d'apartheid. L'objectif de Pretoria est clair : détruire les économies et maintenir sous sa coupe les Etats de la région et, partant, les décourager dans leur lutte contre l'apartheid.

Cette situation désastreuse exige de la communauté internationale qu'elle accroisse son aide aux pays de la ligne de front et autres pays voisins de l'Afrique du Sud, par le biais notamment de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (CCDAA), afin de forger rapidement l'intégration économique régionale et de réduire la dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud.

La situation internationale, les bouleversements, qui surviennent de toutes parts ces jours-ci, sont propices à un règlement pacifique en Afrique du Sud, mais encore faut-il que le Gouvernement sud-africain fasse la preuve, au peuple sud-africain et à la communauté internationale, de sa volonté d'éradiquer l'apartheid et établisse sa volonté de vivre en paix avec les Etats voisins.

Les mouvements de libération ont montré à quel point ils étaient disposés à entamer des négociations en formulant un programme à cet effet. Ce programme adopté par le Comité spécial de l'Organisation de l'unité africaine sur l'Afrique australe, à Harare en août dernier, et par le neuvième Sommet du Mouvement des pays non alignés, à Belgrade, contient un ensemble de mesures susceptibles de restaurer la confiance et de servir de base à un dialogue entre les Sud-Africains. Ces mesures sont entre autres : la libération sans condition de tous les prisonniers politiques; la levée de l'interdiction qui frappe l'ANC, le PAC et les autres organisations politiques d'Afrique du Sud; l'assurance du retour des exilés politiques; le retrait de l'armée des townships; la levée de l'état d'urgence; et la cessation des exécutions.

M. Vokouma (Burkina Faso)

Le régime sud-africain devrait saisir cette main tendue s'il veut réaliser des changements pacifiques en Afrique du Sud.

Il n'est point besoin d'épiloguer sur le danger que représente le système d'apartheid pour la paix et la sécurité internationales. La persistance à entretenir ou à soutenir ce système inique finira pas embraser toute la région.

De même, la collaboration militaire accrue de certains pays avec le régime raciste constitue une source de grave préoccupation pour mon pays qui, de toute évidence, condamne ce genre de pratiques qui contreviennent aux résolutions des Nations Unies et, par conséquent, sont loin de servir la cause de la paix. Une telle collaboration viole l'embargo sur les armes imposé contre le régime d'apartheid. L'acquisition d'une capacité nucléaire par l'Afrique du Sud entrave sérieusement la mise en oeuvre de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique. A cet égard, nous dénonçons et condamnons la coopération entre Israël et le régime sud-africain.

Nous sommes convaincus que les sanctions, si elles étaient plus énergiques et concertées, pourraient contraindre l'Afrique du Sud à mettre immédiatement fin à la répression interne et à la déstabilisation des Etats voisins. Nous lançons donc un appel aux Etats qui entretiennent des relations commerciales avec l'Afrique du Sud pour qu'ils mettent fin à de telles relations.

Au terme de mon intervention, je voudrais réaffirmer la solidarité du peuple et du Gouvernement burkinabè avec l'héroïque peuple d'Afrique du Sud. Nous renouvelons notre soutien aux Etats de la ligne de front et autres Etats voisins. Nous attendons de la communauté internationale qu'elle apporte aussi une plus grande assistance à ces pays, notamment à l'Angola et au Mozambique, afin de leur permettre de faire face à la situation de guerre imposée par le régime d'apartheid.

Pour conclure, je signalerai simplement que le Burkina Faso a toujours dénoncé et condamné le système odieux d'apartheid. Petit pays enclavé, loin du théâtre des opérations, le Burkina se sent concerné par le sort de ses frères d'Afrique du Sud et d'Afrique australe. Ainsi, plusieurs activités sont organisées en vue d'éclairer le peuple burkinabé sur les réalités de l'apartheid.

Ces activités organisées par le Gouvernement et les organisations nationales anti-apartheid telles que le Mouvement burkinabé contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, l'Association burkinabé pour les Nations Unies et le Mouvement

M. Vokouma (Burkina Faso)

burkinabé pour les droits de l'homme et des peuples sont autant d'occasions au cours desquelles notre peuple manifeste sa solidarité et son soutien à la juste lutte du peuple noir d'Afrique du Sud.

Si la communauté internationale veut d'un processus pacifique d'élimination de l'apartheid, alors commençons par les propositions concrètes avancées dans la Déclaration d'Harare.

Nous sommes persuadés qu'une fois éliminé le système d'apartheid en Afrique du Sud, l'Afrique australe connaîtra la paix nécessaire à son développement économique et social et au progrès des peuples de la région.

M. TREIKI (Jamahariya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) : J'aimerais, au nom de ma délégation, remercier sincèrement le Président et les membres du Comité spécial contre l'apartheid de leurs efforts et du travail précieux qu'ils ont fait pendant l'année.

La session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe a une signification toute particulière car elle reflète la participation collective de la communauté des nations. Cet appui est une source de fierté pour nous autres Africains car il atteste le bien-fondé de notre position à l'égard du système inhumain de l'apartheid.

M. Treiki (Jamahiriya arabe libyenne)

Je n'ai plus grand-chose à ajouter après avoir entendu les deux Présidents africains - le Président Kaunda et le Président Mugabe - qui ont parlé en notre nom à tous et qui ont fait savoir catégoriquement que l'Afrique avait ses propres opinions au sujet de ce régime inhumain.

Il est certain qu'en tant qu'Africains nous éprouvons un sentiment de gêne et de honte du fait que notre continent est le seul au monde où continue de sévir l'apartheid. Les Africains ont lutté contre le colonialisme, ont résisté à sa marée et ont sacrifié des millions de martyrs pour défendre la liberté. Nos peuples ont été victimes des formes les plus odieuses de la colonisation imposée par les Français, les Italiens, les Anglais et les Portugais. Après de longues luttes, toutefois, nos peuples sont parvenus à se libérer politiquement, même si nous continuons à souffrir de la domination économique.

Ce système, qui est le rejeton des forces colonialistes en Afrique australe, est non seulement un affront pour l'humanité, mais un prolongement des pratiques odieuses de l'impérialisme et du colonialisme. Bien que le monde entier le condamne, le système d'apartheid continue de pratiquer les formes les plus odieuses de persécution et d'oppression contre nos frères en Afrique australe.

L'indépendance de la Namibie - qui n'a pas été un cadeau octroyé par l'Afrique du Sud, mais le fruit de la longue lutte ardue de son peuple et de tous les Africains - confirme que les forces de l'injustice et de l'oppression seront stoppées. J'ai été heureux d'entendre le Président Mugabe parler au nom du Zimbabwe, qui s'appelait auparavant la Rhodésie et était dirigé par une minorité blanche. En fin de compte, Ian Smith est parti et Mugabe est ici. Le jour viendra où la voix de l'Azanie et de son peuple s'élèvera ici et où l'Afrique du Sud partagera le sort de la Rhodésie.

Cet espoir se réalisera sans aucun doute, même si notre lutte est encore longue. Le régime d'apartheid continue d'être soutenu par de nombreuses forces maléfiques qui se refusent à accepter les résolutions de la communauté internationale qui demandent que l'on prenne des sanctions contre ce régime. La capacité nucléaire de l'Afrique du Sud raciste, soutenue par l'autre système raciste en Palestine, les essais de missiles et l'énorme potentiel militaire de l'Afrique du Sud soulignent la gravité de la situation et montrent que la route qui nous attend ne sera pas facile. Cette collaboration qui persiste entre ces deux régimes racistes et illégaux, créés par les mêmes forces du colonialisme en Palestine et en Afrique australe, souligne clairement que notre solidarité est

M. Treiki (Jamahiriya arabe libyenne)

nécessaire aux Africains, mais aussi aux citoyens du monde, pour lutter contre le racisme sous toutes ses formes et ses manifestations.

Les Etats de première ligne d'Afrique australe continuent d'être victimes des actes d'agression et des pressions économiques auxquels se livre le régime raciste. Il est de notre devoir d'appuyer et de renforcer ces Etats dans la mesure où c'est le seul moyen d'exercer des pressions sur l'apartheid. Etant donné qu'il n'est pas suffisant d'énumérer toutes les calamités qu'apporte ce régime et toutes ses pratiques répressives ainsi que de souligner sa nature agressive et maléfique, nous devons parler des moyens d'y mettre fin immédiatement et à jamais.

Le boycottage économique international s'est révélé un moyen utile. Malgré toutes les violations et la non-application dont ce boycottage a fait l'objet par certains pays, la communauté internationale a le devoir aujourd'hui plus que jamais d'intensifier son boycottage en fournissant tout le soutien possible aux forces de la résistance et de la libération en Afrique australe. Le peuple namibien, sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO) a triomphé. En effet, même si nous soulignons l'importance du rôle joué à cet égard par les Nations Unies et la communauté internationale, il n'en demeure pas moins que c'est au peuple namibien qu'en revient le principal mérite. Seule la lutte de ce peuple, dirigé par ses mouvements de libération, peut assurer la fin à ce régime raciste haïssable.

Je voudrais souligner que mon pays, son peuple et ses dirigeants sont pleinement solidaires des peuples de l'Afrique australe. Mon pays, qui a déjà apporté toute l'aide possible aux mouvements de libération en Afrique australe, ne ménagera aucun effet pour accroître cet appui. En même temps, nous réaffirmons notre conviction que la Déclaration de Harare pourrait marquer le début de la fin pour ce système haï d'apartheid.

Nous ne pouvons faire face seuls à la fragmentation de l'Afrique et aux pressions économiques qu'elle subit aujourd'hui. La communauté internationale doit soutenir la lutte des peuples d'Afrique, particulièrement du peuple d'Azanie, pour leur permettre de mettre fin à ce système raciste et colonialiste.

Une fois encore, je voudrais souligner notre conviction que le régime s'effondrera tôt ou tard. L'histoire nous a enseigné que la volonté du peuple est invincible. Hier, nous avons entendu le Président Mugabe; demain nous entendrons les peuples de l'Azanie et de Palestine, et dans un proche avenir nous célébrerons la fin de toutes les formes de persécution et de ces régimes racistes odieux.

M. PEERTHUM (Maurice) (interprétation de l'anglais) : Une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur l'apartheid ne saurait être plus opportune. De nombreux changements se produisent en ce moment en Afrique australe et en Afrique du Sud. Notre réunion d'aujourd'hui marquera un autre jalon dans la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud. A cet égard, nous félicitons tout particulièrement l'Ambassadeur Garba, du Nigéria, pour les efforts qu'il a déployés au sein du Comité spécial contre l'apartheid, dont les travaux contribueront de façon substantielle à nos discussions.

Aujourd'hui, le changement est la clef de l'avenir de l'Afrique du Sud. La voie qui sera choisie mènera soit à la paix soit à une escalade de la violence. Le Gouvernement sud-africain ne peut continuer à promettre pour un avenir proche la fin de la domination blanche, tout en s'accrochant à des versions présentées sous une autre forme de l'apartheid, qu'il appelle des changements véritables. Il doit comprendre que le processus du changement a déjà commencé au sein de sa propre société. Le reconnaître seulement n'est ni suffisant ni acceptable, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Afrique du Sud. Par conséquent, le régime de l'Afrique du Sud est-il sérieux quant à un processus de changement fondamental dans le pays et souhaite-t-il proposer des plans concrets pour une société démocratique non raciale? Ou bien n'a-t-il nulle intention d'accepter un processus authentique de négociations politiques avec l'opposition anti-apartheid? L'histoire n'est pas du côté de l'apartheid.

Nous connaissons tous fort bien l'extraordinaire séquence d'événements qui ont contribué à saper les fondements de l'apartheid et à ébranler les croyances erronées fondées sur des générations de vérités et de théories mal conçues. Le retrait de l'Afrique du Sud de l'Angola a été provoqué en partie par une crise financière aiguë et par la féroce opposition interne qui menaçait les fondements mêmes de la société de l'apartheid. Jamais auparavant le pouvoir militaire n'avait dû céder à de telles pressions et n'avait vu sa capacité d'imposer ses desseins, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, réduite à ce point, malgré une stratégie et des politiques avouées de déstabilisation. Au niveau des institutions, les événements en Namibie ont prouvé qu'un processus juste, libre et démocratique vers une société non raciale peut être réalisé de façon pacifique. Par conséquent, l'Afrique du Sud n'a aucune excuse pour tergiverser. Comme le précise le rapport du Comité spécial :

M. Peerthum (Maurice)

"Aussi longtemps que Pretoria se cramponnera à l'apartheid sous une forme ou sous une autre et refusera de créer un climat de dialogue, les tentatives de règlement pacifique du conflit politique en Afrique du Sud demeureront vaines." (A/44/22, par. 273)

Cependant, l'élan du changement en Afrique du Sud se maintiendra. La résistance de masse au régime, manifestée par la récente campagne de défiance, a montré que Pretoria se heurte à un énorme défi interne, et que ce mouvement est de plus en plus appuyé par une partie de sa population blanche. Des mesures de répression prises dans le cadre de l'état d'urgence ne peuvent avoir raison de cette opposition renouvelée, pas plus que les campagnes visant à coopter des Noirs modérés ne peuvent empêcher l'isolement croissant de Pretoria.

La communauté internationale également est à la croisée des chemins et doit assumer ses responsabilités. Elle ne peut rester passive ou indécise, alors que l'opposition à l'intérieur de l'Afrique du Sud acquiert une nouvelle vigueur.

Comme le signale le rapport du Comité spécial, les sanctions ont contribué à ralentir le rythme de la croissance et ont aggravé les difficultés structurelles chroniques de l'économie sud-africaine, qui reste extrêmement dépendante du reste du monde pour ce qui est de sa viabilité économique. De nouvelles sanctions doivent viser explicitement les principaux secteurs de dépendance et de vulnérabilité de l'économie sud-africaine, tels que le commerce extérieur, les transports, le financement étranger, les technologies et les compétences d'autres pays, qui sont d'une importance cruciale si l'on veut mettre fin à l'apartheid.

Le Gouvernement de Maurice comprend parfaitement que l'efficacité de telles mesures dépend de la volonté de tous les Etats de coordonner leur imposition, leur surveillance et leur application. En tant que petit Etat insulaire, aux ressources limitées et à l'économie vulnérable, Maurice s'efforce d'appliquer les sanctions dans toute la mesure de ses possibilités. Tous les chiffres de notre commerce extérieur sont ouvertement publiés. Ils indiquent que les importations en provenance de l'Afrique du Sud ont diminué ces dernières années et représentent seulement 8 % de l'ensemble de nos importations. Les investissements sont encore plus insignifiants : moins de 1 %. Le tourisme avec l'Afrique du Sud a baissé de 50 %. Nos structures commerciales sont orientées historiquement vers l'Europe occidentale et l'Asie. Elles ne sauraient être changées du jour au lendemain sans qu'il ne s'ensuive des répercussions coûteuses pour soi-disant profiter du marché sud-africain; nous ne le permettrions d'ailleurs pas.

M. Peerthum (Maurice)

Nous appuyons donc pleinement la prise de mesures plus sévères à l'égard de l'Afrique du Sud. Néanmoins, ces mesures ne devraient pas être envisagées dans un esprit d'affrontement mais plutôt comme ayant pour objet d'amener l'Afrique du Sud à la table de négociations avant qu'il ne soit trop tard.

Aux réunions au sommet des pays non alignés et des nations du Commonwealth à Belgrade et à Kuala Lumpur, respectivement, mon premier ministre a proposé que les négociations en vue d'arriver à un règlement pacifique entre les parties concernées en Afrique du Sud aient lieu à Maurice. Cette offre était motivée par l'expérience unique de Maurice, où des garanties et des protections constitutionnelles en faveur des minorités ethniques ont permis à une société multiraciale d'exister en harmonie dans un cadre démocratique. Une formule de garantie pour la minorité blanche, acceptable par toutes les parties intéressées, pourrait être élaborée au cours de ces négociations. Ces garanties seraient offertes pendant une période de transition, qui donnerait suffisamment de temps pour éliminer la méfiance et la suspicion qui ont émané du système d'apartheid. L'expérience juridique et constitutionnelle acquise à cet égard par Maurice au cours des 22 dernières années devrait être mise à la disposition de tous.

Cette offre tient compte également de la Déclaration de l'Organisation de l'unité africaine adoptée à Harare en août dernier, qui énonçait les principes à suivre pour arriver à un règlement politique pacifique en Afrique du Sud et précisait les conditions essentielles à la création d'un climat propice aux négociations, à savoir : la levée de l'état d'urgence; la fin des restrictions sur les droits de l'homme et les libertés; et la libération de tous les prisonniers politiques. Ainsi, des directives claires ont été établies pour que puisse commencer le processus de négociations, à un moment où le climat en faveur d'une coopération et d'une compréhension mondiales n'a jamais été aussi favorable. Le chemin menant à un changement véritable est ouvert. L'Afrique du Sud aura-t-elle le courage de saisir l'occasion?

Mme CHAN (Singapour) (interprétation de l'anglais) : Cette toute première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid a lieu en une année de changement historique profond. En avril 1989, la Namibie a commencé une transition longtemps attendue vers l'indépendance. En novembre, les Namibiens ont pu voter au cours d'élections libres et régulières sous le contrôle des Nations Unies pour se doter d'un gouvernement de leur choix et déterminer le destin de leur pays. En Europe, nous voyons un grand système idéologique se redéfinir et, en Europe orientale, les institutions politiques sont en pleine refonte. Et cette année, le mur de Berlin, cette ligne de partage idéologique qui séparait deux mondes, a été abattu. Dans ce contexte des changements stupéfiants, il nous appartient ici, aux Nations Unies, de nous arrêter quelques jours pour réfléchir à la question du changement ou de l'absence de changement en Afrique du Sud. Nous, la communauté internationale, devons, pendant cette session extraordinaire, bien réfléchir à ce que nous pouvons faire et devons faire pour accélérer le démantèlement des murailles idéologiques de l'apartheid, pour mettre rapidement fin à un système maléfique dont l'existence est un affront à tous ceux qui ont foi dans les droits de l'homme et la morale humaine.

La question qui se pose à nous aujourd'hui est tout simplement celle-ci : l'Afrique du Sud est-elle à la veille du changement? Certains ont dit - et, avant la fin de la session extraordinaire, d'autres le diront peut-être aussi - que le changement vient lentement mais sûrement en Afrique du Sud. Etant donné les antécédents de l'Afrique du Sud, je me permets de dire que nous devrions examiner cette évolution avec soin avant de l'accepter comme argent comptant. L'apartheid s'est révélé être un caméléon politique. Il est souple et élastique. Si nous devons voir un changement, espérons que ce ne sera pas un changement immuable. L'Afrique du Sud a toujours eu pour tactique de céder sur le petit apartheid pour ne pas avoir à démanteler le grand apartheid.

En 1986, le Groupe de personnes éminentes constitué à la suite de l'Accord de Nassau sur l'Afrique australe a déclaré ce qui suit après avoir séjourné six mois en Afrique du Sud :

"... nous tirons la conclusion que, bien que le Gouvernement se dise prêt à négocier, en fait, il n'est pas encore prêt à négocier sur des changements fondamentaux ni à permettre la création de structures réellement démocratiques, ni à accepter la perspective de voir s'achever la domination

Mme Chan (Singapour)

blanche et le pouvoir blanc dans un avenir prévisible. Son programme de réformes ne met pas fin à l'apartheid, mais cherche à lui donner un visage moins inhumain. Il vise le partage du pouvoir, mais sans abandonner le contrôle global des Blancs."

Malheureusement, ces conclusions sont toutes aussi vraies aujourd'hui, à la veille des années 90.

Selon des informations récentes, quatre quartiers résidentiels ont été ouverts à toutes les races en Afrique du Sud et quelques plages sont désormais accessibles aux Noirs, avec la promesse que d'autres lieux publics, comme les bibliothèques et les parcs, ne connaîtraient bientôt plus la ségrégation. Mais le fait est que la série de lois - le Separate Amenities Act, le Group Areas Act et le Population Registration Act - qui constitue la pierre angulaire de l'apartheid n'a pas encore été rapportée. Tant qu'elle ne mène pas à l'élimination de la législation de l'apartheid, l'abolition partielle des quartiers séparés ne présage pas vraiment le changement.

En tout état de cause, ces réformes doivent être interprétées à la lumière du programme politique quinquennal du Parti national, qui prévoit de donner à la majorité noire du pays un rôle dans le Gouvernement par le biais d'un système fédéral complexe fondé sur la répartition des électeurs en blocs ethniques, culturels et géographiques. Telle est la base sur laquelle les Sud-Africains noirs seraient autorisés à gérer leurs propres affaires. Les questions nationales cependant devront être réglées par un consensus au Parlement. Cela veut dire que les 5 millions de Sud-Africains blancs, soit 15 % de la population, pourraient opposer leur veto à tout texte législatif qui menacerait leurs privilèges. Aux yeux des Sud-Africains noirs, ce plan constitue une tentative de transformer l'Afrique du Sud, nation à majorité noire, en une nation à plusieurs minorités. L'African National Congress (ANC) a dit qu'il rejetterait toute proposition constitutionnelle fondée sur un concept de groupe. On comprend pourquoi : ce serait une autre façon de préserver l'apartheid, ce serait l'apartheid sous un autre nom.

En outre, il ne faut pas oublier que l'Afrique du Sud a poursuivi l'application des plans de ségrégation territoriale, stratégie appelée "grand apartheid". Cela a entraîné le déplacement forcé de plus de 3 millions de Noirs en une manipulation sociale qui a provoqué des souffrances et des perturbations intenses. Le Christian Science Monitor du 18 août 1989 a signalé que bon nombre de

Mme Chan (Singapour)

résidents de Braklaagte et de Leeuwfontein avaient été incorporés sous menace de coercition dans le homeland prétendument indépendant du Bophuthatswana. Beaucoup de Sud-Africains noirs voient dans le système des homelands tribaux un système qui sert à perpétuer l'asservissement et la répression violente.

En promettant le changement progressif, les nouveaux dirigeants sud-africains semblent se contredire. Avec chaque geste ponctuel de conciliation, de nouvelles contradictions apparaissent dans l'application de lois qui perpétuent le rôle de la minorité blanche. Comme dans un enchevêtrement de ficelles, quand on en tire une, les autres semblent se resserrer.

Nous devrions nous demander pourquoi l'Afrique du Sud a mis tant de zèle cette année à démontrer qu'elle est prête à devenir plus libérale. Les pressions en faveur d'un changement en Afrique du Sud ont gagné en force tous les ans, mais cette année ces pressions avaient un sens particulier. La Namibie étant à la veille de la libération, les pressions de l'anti-apartheid et de la communauté internationale s'intensifiaient et la crise économique intérieure se manifestant, l'Afrique du Sud est au pied du mur. Comme Walter Sisulu, le dirigeant récemment libéré de l'ANC, a dit à un grand rassemblement politique auquel ont participé 2 000 organisations anti-apartheid, "Le régime a été poussé à un état de transition". Sisulu a dit qu'il ne fallait pas considérer les réformes comme "le grand commencement", mais comme une tentative destinée à "désamorcer la lutte" et à mettre fin à l'isolement international de l'Afrique du Sud.

Les nouveaux dirigeants cherchent à gagner du temps et de la place. Ils se préoccupent de savoir comment donner un pouvoir à la majorité noire sans le céder effectivement. Il y a, bien entendu, un vice fondamental dans cette entreprise. Elle n'est pas réalisable. Tôt ou tard, cet arrangement politique bâtard devra être abandonné pour faire place à la réalité politique.

Les jours de l'apartheid sont de toute évidence comptés. Des dizaines de milliers de Sud-Africains ont participé à des manifestations multiraciales contre l'apartheid. La fragmentation de la minorité sud-africaine blanche s'accuse d'année en année. En septembre de cette année, 780 jeunes Blancs ont refusé de servir dans les forces armées sud-africaines. La résistance à la conscription pour des raisons autres que religieuses est un délit passible de six ans de prison. Certains de ces jeunes gens ont préféré aller en prison plutôt que de servir dans une armée qui impose l'apartheid. Le Parti démocratique, coalition de Blancs

Mme Chan (Singapour)

libéraux qui a fait campagne pour le suffrage universel, est parvenu à s'attribuer 33 sièges aux élections de septembre. Il y a là une tendance étonnante à laquelle le Gouvernement sud-africain ferait bien de prendre garde.

Ma délégation est troublée par la lettre du Ministre des affaires étrangères africain, M. R. F. Botha, distribuée en tant que document des Nations Unies à la veille de la session extraordinaire sur l'apartheid. Pour nous, il est inacceptable que l'Afrique du Sud puisse reprocher aux Nations Unies d'envisager un projet de déclaration sur l'apartheid. Laisser entendre que les négociations internationales et les débats sur l'apartheid constituent "une intervention flagrante dans les affaires intérieures d'un Etat Membre" (A/S-16/6, p. 3) est une absurdité manifeste. Le système universellement abhorré est une question cruciale et pressante à l'ordre du jour des Nations Unies depuis près de quatre décennies. Pourquoi, tout d'un coup, cette question est-elle devenue une question nationale qui ne peut faire l'objet d'un débat?

Mme Chan (Singapour)

La lettre présente également la vision d'un système libre et démocratique que le Gouvernement sud-africain entend créer. Bien que cela semble raisonnable, une lecture attentive permet de se rendre compte que ce qui est proposé est en fait un système égal mais séparé dans le pays. Le démantèlement des mesures d'apartheid ne se produira que dans le système social et manifestement pas dans le système politique. Voilà le coeur du problème. Comme l'a dit Walter Sisulu,

"Nos griefs portent sur notre exclusion du pouvoir et notre objectif est le transfert du pouvoir. La ségrégation des plages a symbolisé notre exclusion, mais leur déségrégation n'est pas un transfert de pouvoir."

Que peut faire la communauté internationale pour convaincre l'Afrique du Sud qu'elle n'a d'autre choix que l'introduction d'un changement fondamental, que le système d'apartheid doit être complètement démantelé, dans ses aspects sociaux, économiques et politiques?

L'arme la plus efficace, ce sont les sanctions. Mon propos n'est pas de discuter sur la question de savoir si les sanctions économiques blessent réellement le régime. Le Président De Klerk les prend certainement au sérieux. Juste avant la réunion au sommet du Commonwealth, il a libéré huit leaders nationalistes noirs pour montrer qu'il était réellement décidé à procéder au changement et prévenir un nouveau renforcement des sanctions. La menace des sanctions n'a pas poussé les électeurs blancs à couper tous les ponts. Sous la menace des sanctions, nombre d'entre eux ont voté pour la réforme. Il importe par conséquent que la communauté internationale appuie l'application de sanctions globales et obligatoires contre le régime de Pretoria. Le Gouvernement singapourien a souscrit à la Déclaration adoptée le 12 octobre 1989 à Kuala Lumpur par les chefs de gouvernement du Commonwealth, déclaration dans laquelle ils ont demandé que les sanctions continuent d'être appliquées contre l'Afrique du Sud en tant que moyen d'abolir l'apartheid

"en amenant Pretoria à la table des négociations et en l'obligeant à ne la quitter que lorsque le changement serait assuré de manière irréversible."

(A/44/672, par. 7)

J'ai commencé cette déclaration par une réflexion sur les changements politiques soudains, rapides et profonds survenus dans d'autres parties du monde. L'une des leçons que nous aurons tiré de cette phase de l'histoire est que, là où il est fait pression pour amener un changement, le changement se produit. On ne

Mme Chan (Singapour)

peut pas arrêter le changement, même dans les pays dotés de structures politiques institutionnalisées et rigides. En fait, lorsqu'il se fait attendre, le changement finit inéluctablement par se produire et de manière radicale encore. Il se peut même qu'il échappe à tout contrôle. L'Afrique du Sud devrait tirer la leçon de l'histoire contemporaine. Si elle refuse qu'un changement politique réel soit apporté en Afrique du Sud par des réformes, le changement risque de se faire par la violence. Auquel cas, la communauté blanche se verrait complètement balayée.

J'ai appris que l'Afrikaans Broderbond, dont le Président De Klerk est membre, récite un certain adage pour affermir sa volonté au moment d'agir. Cet adage est le suivant : "Le plus grand risque est de ne prendre aucun risque". J'engage vivement le Président De Klerk et ses confrères à s'inspirer de leur propre adage. Ils devraient prendre le plus grand risque de toute leur carrière et de toute leur vie en risquant l'introduction d'un changement fondamental en faveur de la justice et de la démocratie en Afrique du Sud. Ils devraient franchir le Rubicon en abolissant les lois fondamentales de l'apartheid et en partageant réellement le pouvoir avec la majorité noire, afin que, ensemble, ils puissent édifier une société nouvelle où Blancs et Noirs pourront coexister de manière pacifique et prospère.

M. SUTRESNA (Indonésie) (interprétation de l'anglais) : C'est grâce à la décision prise à la Conférence ministérielle des pays non alignés tenue à Nicosie en septembre 1988 que l'on doit le déroulement de la présente session extraordinaire consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe. C'est à juste titre que la Conférence, dans son Document final, a estimé que la répression constante exercée contre la majorité noire sud-africaine par le régime de Pretoria et ses actes incessants d'agression et de déstabilisation contre les Etats de première ligne exigeaient une nouvelle mobilisation de l'appui international concerté en faveur de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et dans l'ensemble de la sous-région de l'Afrique australe. Le moteur de ces délibérations était donc la nécessité impérieuse de s'attaquer carrément, dans cette instance autorisée pour en débattre, au mépris total de Pretoria à l'égard de la Charte des Nations Unies et à son défi des décisions pertinentes de l'Organisation. Il est révélateur que cette initiative était due également à l'incapacité du Conseil de sécurité à s'acquitter de ses responsabilités que lui confère la Charte et à contraindre l'Afrique du Sud à respecter ses décisions.

M. Sutresna (Indonésie)

En conséquence, l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, étant parvenue à la même conclusion, a adopté par consensus sa résolution 43/50 G relative à la convocation de la présente session extraordinaire consacrée à la question de l'apartheid, la première du genre.

La délégation indonésienne estime qu'elle a l'obligation solennelle de s'associer à l'expression mondiale d'indignation et de condamnation des politiques et des pratiques de l'apartheid du régime de Pretoria, que l'Assemblée générale a déclaré crime contre l'humanité. Cette doctrine raciste pernicieuse est la cause principale du conflit en Afrique du Sud et doit être abolie sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Pourtant, malgré les efforts résolus déployés par la communauté internationale en vue de mettre fin à ce fléau, malgré les résolutions sans nombre adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité et les décisions prises par l'Organisation de l'unité africaine, le Mouvement des pays non alignés et d'autres instances internationales, l'apartheid continue d'exister parmi nous.

Malgré les dénégations, rien de réellement substantiel ne s'est produit qui corrobore les déclarations du régime raciste affirmant que les choses ont changé. Car, bien que la répression ait quelque peu diminué, le déni des droits de l'homme à l'immense majorité de la population persiste. Toutes les applications de l'apartheid, qui se reflètent notamment dans le Group Areas Act, l'Internal Security Act et la politique des bantoustans - demeurent inchangés. L'état d'urgence et les restrictions concomitantes frappant les activités anti-apartheid demeurent en vigueur. En fait, le règne de la minorité et la domination restent solidement établis.

Quelles que soient les manoeuvres employées par le régime, qu'il s'agisse de mesures partielles, de changements de pure forme ou de mesures de répression, l'opposition à l'apartheid n'a diminué en rien et apparaît plus forte que jamais. La résistance croissante et le déclenchement de la révolte populaire par la majorité noire opprimée, sous la conduite des mouvements de libération, l'African National Congress of South Africa (ANC) et le Pan Africanist Congress of Azania (PAC), ont pénétré toutes les couches de la société et atteint les coins les plus reculés du pays. Les nouveaux efforts déployés par Pretoria pour imposer une forme quelconque de domination raciste, sous quelque déguisement qu'elle se présente, sont voués à l'échec. L'Afrique du Sud doit par conséquent accepter la réalité, à savoir qu'elle ne saurait perpétuer l'apartheid plus longtemps.

M. Sutresna (Indonésie)

La présente session extraordinaire offre l'occasion unique d'essayer de parvenir à un consensus et d'arrêter une stratégie commune, de la part aussi bien du régime sud-africain que de la communauté internationale, quant aux moyens d'éliminer ce mal une fois pour toutes. Comme les représentants de l'Afrique qui ont précédé ma délégation à la tribune l'ont fait remarquer, ce qui importe avant tout c'est que le régime raciste prouve qu'il est réellement décidé à procéder à des changements authentiques et démontre sa bonne foi dans les négociations.

M. Sutresna (Indonésie)

Un changement pacifique et légitime exige la libération inconditionnelle et l'amnistie de tous les prisonniers politiques, la révocation de l'état d'urgence, le rétablissement des droits fondamentaux et la formation et le fonctionnement des partis politiques sur une base non raciale. Tout cela constituerait une réponse et un mouvement positifs vers un processus de dialogue constructif avec les représentants authentiques du peuple d'Afrique du Sud.

En tant que membre du Comité spécial contre l'apartheid, du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et le transport de pétrole et de produits dérivés du pétrole vers l'Afrique du Sud, et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie depuis leur création, l'Indonésie réaffirme son engagement sans faille dans la lutte contre l'apartheid. Nous sommes convaincus depuis longtemps que la justice envers la majorité noire d'Afrique du Sud ne saurait être établie sans que l'on apporte une solution à cette question brûlante. La paix et la stabilité ne seront réalisées que lorsque l'apartheid sera démantelé dans sa totalité et que la société sud-africaine sera transformée en une société unie, démocratique et non raciale.

La tâche prioritaire actuellement inscrite à l'ordre du jour international consiste à obtenir après tant d'années l'émancipation de la majorité noire d'Afrique du Sud en éliminant l'apartheid. L'Indonésie est plus convaincue que jamais que, sans des pressions réelles et efficaces sur le régime de Pretoria, les objectifs principaux de liberté, justice et égalité en Afrique du Sud resteront hors de notre portée.

A cet égard, mon gouvernement tient son engagement de respecter l'embargo obligatoire sur les armes, l'embargo sur le pétrole et toutes les sanctions et boycottages volontaires contre l'Afrique du Sud. Tant que la politique odieuse d'apartheid ne sera pas abolie pour toujours, l'Indonésie ne rétablira pas de relations avec le régime raciste de Pretoria. L'Indonésie a pour politique d'appuyer l'adoption par le Conseil de sécurité de sanctions obligatoires et globales contre l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte. Avec toute la communauté internationale, nous n'épargnerons aucun effort pour assurer que la juste cause de la lutte anti-apartheid l'emporte et que la victoire se réalise.

Mais, pour que la victoire soit assurée, il faut qu'il y ait un effort concerté sur des directives claires concernant les actions prioritaires qui permettront d'atteindre l'objectif principal, l'élimination totale de l'apartheid.

M. Sutresna (Indonésie)

A cet égard, ma délégation estime que la Déclaration d'Harare, adoptée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au mois d'août dernier, offre un cadre viable pour mettre fin rapidement à l'apartheid. Cette Déclaration recherche en effet la création d'un nouvel ordre constitutionnel et politique sur la base du suffrage universel; elle cherche à ouvrir une nouvelle ère de paix dans une Afrique où le racisme, le gouvernement par la minorité et la domination coloniale seraient des reliques du passé; et elle recherche une Afrique du Sud démocratique, qui respecte les droits de tous les pays et poursuive une politique d'amitié et de paix avec tous les peuples. Ma délégation appuie l'appel lancé pour que la session extraordinaire soutienne cette Déclaration et pour que la communauté internationale participe directement à l'application des dispositions pertinentes du Programme d'action qu'elle contient, y compris, entre autres, le renforcement de l'appui général aux mouvements de libération sud-africains, l'intensification de la campagne en faveur de sanctions obligatoires et globales contre l'apartheid en Afrique du Sud, et la fourniture de toute l'assistance possible aux Etats de première ligne.

Tels sont les éléments essentiels d'une action concertée de la part de la communauté internationale représentée auprès de l'Organisation. Il n'y a aucun doute que ces éléments sont conformes aux positions exposées par la grande majorité des Etats membres présents à ces réunions. Il est donc normal que le Programme d'action de l'OUA ait une place importante dans le projet de déclaration dont nous sommes saisis, qui est aussi clair et respectueux des principes dans son orientation, qu'il est réaliste en ce qui concerne la faisabilité de son application; nous demandons donc instamment qu'il soit adopté à l'unanimité.

M. INSANALLY (Guyana) (interprétation de l'anglais) : Après des années de pressions incessantes sur le régime raciste d'Afrique du Sud, la communauté internationale peut maintenant escompter, avec un optimisme réservé, la disparition prochaine du système odieux d'apartheid. Les événements récents semblent indiquer que les tyrans de Pretoria sont épuisés et ne parviennent plus à soutenir leur administration d'oppression haineuse. Les masses asservies ont résisté courageusement à la persécution et leur libération est en vue. En cette heure cruciale, nous, aux Nations Unies, devons les aider à pousser leur avantage et à porter un coup fatal au système d'apartheid.

M. Insanally (Guyana)

S'ouvrant au lendemain du retrait de l'Afrique du Sud de la Namibie, cette session extraordinaire de l'Assemblée générale est l'occasion non seulement de nous réjouir de ce résultat heureux, mais également de renforcer notre détermination d'éliminer l'apartheid de l'Afrique du Sud elle-même. Il est important pour notre lutte que l'élan véritable actuel ne soit pas perdu en nous abandonnant à l'euphorie du moment. Comme un animal blessé qui se retire dans sa tanière, c'est maintenant que l'apartheid est le plus dangereux et il utilisera toutes les ruses possibles dans sa lutte pour survivre.

Malgré la confiance suscitée par les succès enregistrés, nous devons cependant rester prudents et prévoyants. Tout acte de Pretoria doit être considéré en tenant compte de son intention finale et pesé pour en évaluer la portée. Les nouveaux dirigeants ont fait quelques gestes dernièrement pour, disent-ils, prouver leur bonne foi. La remise en liberté de quelques prisonniers et leur intention déclarée de supprimer certaines formes d'apartheid mesquin sont citées comme preuves d'un revirement. Il est toutefois regrettable que ces mesures limitées n'aillent pas au coeur de l'apartheid, qui reste aussi fort et aussi effectif que jamais. C'est pourquoi nous ne pourrions être satisfaits que si le système est complètement détruit et remplacé par une forme de gouvernement véritablement représentative, juste et légitime.

L'Assemblée doit par conséquent déplorer les tactiques employées par le régime afin de gagner du temps et de conserver sa domination sur l'Afrique du Sud. Nous devons fermement condamner l'état d'urgence persistant que le régime de Pretoria maintient comme moyen commode de masquer l'oppression. Nous devons exprimer la préoccupation croissante que nous causent des informations constantes et inquiétantes concernant l'action des équipes de tueurs et les attaques brutales dont sont victimes les militants anti-apartheid. Nous ne pouvons éprouver que de la déception tant que l'opposition politique est interdite et que la majorité noire continue à être dépossédée de ses droits de l'homme fondamentaux. L'incarcération qui se poursuit d'un grand nombre de prisonniers politiques, en particulier de Nelson Mandela, doit être condamnée comme étant totalement injustifiée. Il y a bien entendu, d'autres atrocités indicibles perpétrées contre la population en général, mais dont le monde extérieur ne sait rien à cause du silence qui est imposé aux médias en Afrique du Sud.

M. Insanally (Guyana)

Ces pratiques ne sauraient être considérées comme l'indication de la volonté sérieuse de Pretoria d'accepter le changement et de renoncer au pouvoir. Pourtant le nouveau dirigeant du régime nous a assurés qu'il était attaché à un programme de réformes et de changements. En prenant ses fonctions, il aurait dit :

"Le moment est venu pour l'Afrique du Sud de recouvrer sa fierté et de se sortir de l'impasse d'un isolement international croissant, du déclin économique et d'une polarisation grandissante."

Voilà de belles paroles, mais malheureusement M. De Klerk n'a pas indiqué avec précision comment il entendait atteindre cet objectif. Il n'a pas non plus donné de détails sur un plan concret permettant d'éliminer l'apartheid. En revanche, il a déclaré que la ségrégation en Afrique du Sud est une réalité qui doit être acceptée. D'une part, il parle de "changement progressif" et, d'autre part, il met en garde contre des "espoirs excessifs". Le monde doit se demander ce qui est "progressif" et ce qui est "excessif".

M. Insanally (Guyana)

On doit donc signifier clairement au régime De Klerk que les mesures de pure forme qu'il a appliquées jusqu'à présent pour masquer la laideur et la corruption de l'apartheid ne suffisent pas à rendre le système acceptable aux yeux de la communauté internationale. Le régime doit entamer immédiatement des négociations véritables avec la majorité noire en vue de démanteler complètement l'apartheid et d'installer un nouvel ordre politique en Afrique du Sud. Pour ce faire, il doit retirer sa présence militaire des townships, libérer tous les prisonniers politiques et autoriser la libre activité politique. S'il adopte ces mesures fondamentales, il peut créer un climat propice au dialogue et aux négociations susceptible d'instaurer un changement pacifique et durable en Afrique australe.

Afin de faire en sorte que Pretoria s'engage sur cette voie, la communauté internationale doit continuer d'appliquer les sanctions les plus sévères possible afin d'obtenir son plein accord et son engagement total. De l'aveu même du régime, les sanctions ont été propices aux réformes dans la mesure où elles ont limité sa propre capacité à gérer l'apartheid. Le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique du Sud, dont le Guyana a l'honneur d'être membre, a examiné récemment une étude d'experts sur l'application et l'impact des sanctions prises à l'encontre de l'Afrique du Sud et a confirmé

"la légitimité des sanctions en tant qu'outil de politique destiné à provoquer le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud et, dans les circonstances actuelles, l'urgence d'envoyer des messages encore plus vigoureux au nouveau gouvernement."

Lors de leur conférence au sommet à Kuala Lumpur au mois d'octobre, les chefs de gouvernement du Commonwealth sont convenus d'examiner sérieusement les recommandations du rapport au vu des événements qui se déroulent en Afrique du Sud et dans la région. A ce stade critique, par conséquent, il ne faut absolument pas relâcher les sanctions mais au contraire les renforcer et les multiplier afin de garantir leur efficacité maximale.

Un aspect essentiel de la politique des sanctions contre l'Afrique du Sud est l'élaboration d'un plan d'aide aux populations d'Afrique australe qui ont été les victimes malheureuses de la déstabilisation et de privations engendrées par le système d'apartheid. Le rapport de la Commission économique sur l'Afrique, intitulé "Déstabilisation sud-africaine : résistance à l'apartheid" témoigne des conséquences désastreuses de la politique mal conçue de l'apartheid. Nous devons

M. Insanally (Guyana)

par conséquent continuer à aider les Etats de première ligne qui sont les plus vulnérables à la politique destructrice de Pretoria. Nous devons fournir un soutien important à l'intérieur de l'Afrique du Sud aux masses opprimées qui auront de toute urgence besoin de programmes de développement social et économique pour se préparer à leur nouvelle vie dans leur pays après l'apartheid.

Comme l'a déclaré le Président de mon pays à la Conférence au sommet des non-alignés à Harare, il y a trois ans :

"il n'est pas trop tôt pour commencer à préparer une Afrique australe sans l'apartheid. Nous sommes convaincus de cette victoire. Nous devrions par conséquent envisager le rôle que nous pouvons jouer en vue d'aider les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie à jouir le plus rapidement et le plus pleinement possible de tous les fruits de leur liberté et d'occuper la place qui leur revient dans l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et dans la communauté internationale tout entière."

Le Gouvernement et le peuple de Guyana sont sans réserve pour l'abolition de l'apartheid et l'édification d'une nouvelle Afrique du Sud exempte d'animosités et de divisions raciales. Nous continuerons à oeuvrer aux Nations Unies et ailleurs pour exercer des pressions constantes sur le régime de Pretoria afin qu'il renonce au pouvoir rapidement. Dans ce contexte, nous tenons à rendre hommage au Comité spécial contre l'apartheid qui, sous la présidence de l'Ambassadeur Garba du Nigéria, a travaillé sans relâche à libérer la population sud-africaine de son joug tyrannique. Nous l'encourageons à intensifier ses efforts et à orchestrer une vigoureuse attaque contre le bastion de l'apartheid qui subsiste.*

Les dirigeants racistes d'Afrique du Sud sont actuellement particulièrement vulnérables. Le temps n'est plus aux tentatives de réforme, les quelques changements qui ont été effectués étant absolument insuffisants compte tenu des exigences de leur population. Même les citoyens blancs en viennent, semble-t-il, à penser que le régime n'a pas d'autre choix que de négocier un changement constitutionnel fondamental. Par conséquent, le nouveau régime de Pretoria fait face à un choix très clair : soit accepter sa propre illégitimité et le gouvernement

* M. Kharrazi (République islamique d'Iran), Vice-Président, assume la présidence.

M. Insanally (Guyana)

par la majorité, soit se trouver confronter à la colère des victimes de l'apartheid qui ne peuvent pas et ne pourront pas tolérer plus avant la domination par un système aussi inique. Nous pouvons espérer qu'il sera sensible à l'évolution positive qui se manifeste à travers le monde et qu'il jugera opportun de suivre la voie de la négociation pacifique.

La Déclaration de Harare du mois d'août de cette année offre, selon nous, un excellent plan de négociation et devrait être approuvé, en tant que tel, par l'Assemblée. Ses principales directives devraient être pleinement reflétées dans le Document final de la session extraordinaire. Nous recommandons au régime De Klerk d'examiner sérieusement cette charte politique afin de créer une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique. Il ne semble pas toutefois, à en juger par la lettre adressée le 7 décembre 1989 par le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud au Secrétaire général des Nations Unies, que le régime soit disposé à accepter ce cadre d'action à l'avenir. Les Déclarations sont rejetées comme étant rigides et inutilisables.

Que peut-on par conséquent espérer d'une telle attitude méprisante et arrogante? Très peu malheureusement. Nous ne pouvons pas raisonnablement espérer que les masses opprimées d'Afrique du Sud tolèrent indéfiniment l'inhumanité cruelle de l'apartheid. Comme nous le rappelle fermement l'un de leurs hymnes funéraires :

"N'oublions pas que notre colère durera éternellement, que notre désir de liberté est plus tenace que tout l'or du Wiatersrand."

Nous prions instamment le régime de Pretoria de tenir dûment compte de cette clameur de détresse et de s'éloigner de la perspective du désastre pendant qu'il en est encore temps.

M. SALLAH (Gambie) (interprétation de l'anglais) : Nous sommes très heureux de voir M. Garba présider la seizième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe. Nous sommes persuadés que grâce à son expérience et à sa compétence, de même qu'à son attachement à la cause de la paix, de la liberté et de la justice, dont il a si remarquablement fait preuve en tant que président de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale et en tant que président du Comité spécial contre l'apartheid, cette importante session extraordinaire sera couronnée de succès.

M. Sallah (Gambie)

La décision de l'Assemblée générale faisant des années 1984-1993 la deuxième Décennie de lutte contre le racisme et l'adoption par consensus du Programme d'action recommandé par la Conférence mondiale ont prouvé que la communauté internationale était attachée à l'élimination des fléaux que sont le racisme de l'apartheid et toutes les formes de discrimination raciale. Aujourd'hui, à mi-parcours de la Décennie, la situation en Afrique du Sud demeure inchangée.

A la veille du XXI^e siècle, alors que nous assistons à l'aube d'une nouvelle ère d'espoir pour l'humanité grâce à l'amélioration du climat politique international, le système éhonté et pernicieux de l'apartheid, qualifié à juste titre par la communauté internationale de crime contre l'humanité et d'insulte à la conscience universelle, continue de constituer, en toute impunité, l'obstacle majeur à nos efforts concertés en vue de parvenir à un monde juste et pacifique. En fait, la vague actuelle de changements pacifiques, qui partout dans le monde a permis de résoudre des conflits régionaux, demeure effectivement exclue et systématiquement déjouée par le régime minoritaire raciste de Pretoria qui continue à mener sa politique odieuse d'agression et d'oppression de la majorité de la population non blanche en Afrique australe.

Ma délégation est profondément préoccupée par le renouvellement de l'état d'urgence en Afrique du Sud, sous lequel les lois les plus draconiennes au nom du concept célèbre d'"objectif commun" sont invoquées pour faire taire ceux qui protestent et luttent contre le régime raciste d'oppression. Nous avons toujours pensé que la persistance de l'apartheid non seulement menace la paix et la sécurité du sous-continent mais continue de poser également une grave menace à la paix et à la sécurité internationales.

M. Sallah (Gambie)

Il faut toutefois constater que le régime sud-africain, bien qu'encore profondément enraciné, a été ébranlé par la condamnation générale de l'apartheid émanant de la communauté internationale et par le courage et la détermination de la population noire dans sa lutte pour la liquidation totale et définitive de ce régime abominable. Le génocide perpétré à l'intérieur du pays contre la majorité noire sans défense et le terrorisme d'Etat pratiqué à l'étranger contre les Etats de première ligne et les Etats voisins demeurent la pierre angulaire de l'apartheid.

Il est vrai que les récents changements superficiels intervenus en Afrique du Sud ont suscité un certain optimisme dans la perspective de la chute de l'apartheid; parmi ces changements figurent la libération de Walter Sisulu et de six autres prisonniers, la décision des autorités sud-africaines de ne pas appliquer l'état d'urgence contre les marches de protestation ainsi que l'ouverture de plages à toutes les races. Cependant, le désir professé par le nouveau gouvernement de M. F. W. De Klerk de procéder à des changements profonds doit être appréhendé dans le cadre de la situation globale actuelle et des légitimes aspirations de la population majoritaire noire. Le rapport du Comité spécial contenu dans le document A/44/22 témoigne de ce qu'aucun changement important n'est intervenu dans le sens du démantèlement des piliers essentiels du régime d'apartheid. Les mouvements de libération nationale et les mouvements démocratiques de masse demeurent interdits. Nelson Mandela et quelque 3 000 autres activistes anti-apartheid continuent de languir, sans perspective de procès, dans les prisons blanches sud-africaines. Des combattants noirs de la liberté continuent d'être condamnés à mort; d'où l'adoption, au début de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, de la résolution 44/1 demandant à l'Afrique du Sud de commuer les peines de mort prononcées contre Mangena Jeffrey Boesman et tous les autres prisonniers politiques. Les lois fondamentales de l'apartheid, telles que le Population Registration Act et le Group Areas Act, renforcées par d'autres lois à caractère restrictif, notamment dirigées contre l'édition et les médias, sont toujours en vigueur. De plus, la récente élection de laquelle a été exclue l'écrasante majorité noire et qui a été condamnée dans la résolution 43/13 de l'Assemblée générale laisse à penser qu'aucune réforme radicale n'est envisagée.

Il n'est pas douteux que les mesures au coup par coup, les changements superficiels et les promesses de réforme annoncés par Pretoria ne peuvent conduire

M. Sallah (Gambie)

à un changement significatif ou fondamental en Afrique du Sud. L'apartheid, comme il a été maintes fois répété à l'Assemblée générale, ne peut être réformé. Il doit être démantelé. Apaiser, convaincre, flatter le régime raciste pour qu'il modifie sa politique ne ferait que renforcer Pretoria dans son défi honteux de l'opinion mondiale.

La liberté est un droit inaliénable. Elle ne peut être négociée ou distillée à petites doses et sur un laps de temps donné. En outre, les prétendues réformes qui incluent également l'introduction des Etats bantoustans tristement célèbres et la constitution d'un régime tricaméral discrédité - cooptant un petit segment de la majorité opprimée dans le système - devraient être considérées comme des moyens douteux visant à masquer le régime d'apartheid qui, soit dit en passant, bien qu'encore enraciné, commence à s'éroder sous l'impact de la campagne internationale toujours plus forte pour isoler le régime de Pretoria et sous les pressions internes exercées par la résistance héroïque des forces démocratiques et de libération en Afrique du Sud. L'expérience nous a donné des raisons d'être sceptiques. Les mesures prises par le régime raciste ne font qu'accentuer le sentiment de frustration et la nécessité d'un changement véritable et total.

Ma délégation constate avec indignation les nombreux actes d'agression, de subversion et de déstabilisation à l'encontre des Etats voisins indépendants et des Etats de première ligne, y compris les massacres délibérés de réfugiés en vertu de la politique de la poigne de fer et du droit de poursuite pratiqués par le régime raciste. D'énormes pertes en vies humaines et en biens matériels ont ainsi été causées. A cet égard, ma délégation voudrait exprimer son appui au communiqué publié, lors de la Réunion au sommet des Etats de première ligne, tenue à Gaborone, Botswana, le 8 mars 1989, et rendre hommage aux Etats qui, du fait qu'ils accueillent les victimes de l'apartheid, doivent supporter un lourd fardeau. L'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Angola et du Mozambique doivent être protégées de l'agression sud-africaine.

Ma délégation est également préoccupée par la situation précaire des pays membres de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC), constamment menacés par les incursions militaires et le chantage économique exercé par Pretoria. Selon les rapports, plus d'un million de personnes sont mortes dans les pays de la SADCC et le coût de la déstabilisation en Afrique

M. Sallah (Gambie)

du Sud est estimé, pour la région, à 60 milliards de dollars pour la période 1980-1988. A cet égard, ma délégation voudrait réaffirmer son appui aux objectifs et efforts de la SADCC, à savoir le désir des pays concernés de réduire leur dépendance économique de l'Afrique du Sud et de parvenir à une autosuffisance économique.

La décision du régime de Pretoria de développer sa capacité nucléaire en violation du paragraphe 12 de la déclaration du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (1978) et de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité constitue un moyen abominable dont dispose le régime raciste pour exercer un chantage sur les Etats voisins. Il est donc urgent d'adopter des mesures appropriées pour atténuer cette grave menace à la paix et à la sécurité non seulement de la région, mais du monde entier.

Ma délégation est fermement convaincue qu'un boycottage économique total et un isolement complet de l'Afrique du Sud, s'il était appliqué strictement au titre du Chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, donnerait l'élan nécessaire pour entamer des négociations entre toutes les parties concernées. En outre, il ressort des différents rapports que les sanctions économiques et financières déjà appliquées à l'encontre de l'Afrique du Sud ont, jusqu'à présent, donné quelques résultats positifs, discréditant ainsi ceux qui pensent, à tort, que les sanctions ne seraient pas efficaces.

Afin d'établir une plate-forme solide pour une solution juste, durable et universellement acceptable et d'instaurer un climat susceptible de mener à de véritables négociations équitables conformément aux vues exprimées par les Etats africains dans la Déclaration publiée à Harare le 21 août 1989, il convient de contraindre l'Afrique du Sud, par le biais de sanctions économiques et un isolement complet, à accepter un processus de négociation fondé sur les éléments suivants : la levée immédiate de l'état d'urgence; la libération inconditionnelle de tous les prisonniers et détenus politiques, y compris Nelson Mandela; la levée immédiate des interdictions frappant toutes les organisations politiques et les mouvements anti-apartheid, y compris l'African National Congress of South Africa (ANC), le Pan Africanist Congress of Azania (PAC) et les organisations syndicales; l'abrogation de la loi de la sécurité interne et de toutes les autres mesures draconiennes; le retrait de toutes les troupes des townships; le retour sans entrave de tous les

M. Sallah (Gambie)

exilés politiques et combattants de la liberté et l'instauration d'un processus de dialogue par la convocation d'une table ronde réunissant toutes les parties au conflit interne en vue d'établir un ordre du jour définitif pour les négociations.

A cet égard, ma délégation appuie la décision de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) approuvée par le Mouvement des non-alignés, d'oeuvrer en vue de la convocation d'une réunion du Conseil de sécurité en Afrique aux fins d'évaluer l'ensemble des actes de répression commis par l'Afrique du Sud raciste dans ce pays et son terrorisme d'Etat pratiqué dans la région, en vue d'adopter les mesures appropriées.

Ma délégation tient à exprimer son appui aux recommandations contenues dans le rapport du Comité spécial contre l'apartheid et dans le rapport du Secrétaire général dont nous saluons les efforts inlassables dans sa recherche de la paix mondiale et de la compréhension internationale.

Pour terminer, nous voudrions recommander, pour adoption par consensus, une déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices; ce serait, comme le souligne le rapport du Secrétaire général,

"une réponse positive et crédible à l'appel sans équivoque qui lui est adressé pour qu'il abolisse l'apartheid." (A/44/1, p. 8)

Mme THORPE (Trinité-et-Tobago) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la délégation de Trinité-et-Tobago, je félicite chaleureusement M. Garba, du Nigéria, à l'occasion de son élection à la présidence de la seizième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Ma délégation a vu avec grande admiration son attachement incontestable et l'attachement de son pays, le Nigéria, à la lutte en cours pour la paix et la justice en Afrique australe et pour l'élimination totale du système d'apartheid. Cet attachement de longue date et la manière habile et professionnelle avec laquelle il continue d'endosser ses responsabilités augurent bien du succès des délibérations actuelles. Il peut être assuré de la pleine coopération de ma délégation dans cette entreprise importante.

La convocation, à cette période, d'une session extraordinaire consacrée à l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe est tout à fait appropriée. A l'échelon international, un esprit de coopération envahit maintenant les relations entre Etats et les relations internationales. De façon générale, les gouvernements ont commencé à manifester une volonté croissante d'adhérer à la primauté du droit et de respecter les principes universellement acceptés, créant ainsi un climat d'espoir et de confiance. Il semble aussi qu'il y ait un sentiment croissant d'urgence parmi les nombreux dirigeants en vue de parvenir à des solutions durables à des conflits chroniques et d'aborder les problèmes politiques, sociaux et économiques complexes auxquels nos sociétés doivent faire face.

En Afrique australe, le succès croissant des pressions politiques, sociales, économiques et financières exercées sur le régime de Pretoria ont augmenté les perspectives de paix dans la sous-région et ouvert la voie à la naissance longtemps attendue de la Namibie en tant qu'Etat indépendant. En outre, l'efficacité des pressions internes et externes exercées contre le régime continue de renforcer dans les esprits d'un nombre croissant de la population minoritaire d'Afrique du Sud l'inutilité de maintenir le système odieux d'apartheid.

Pour la majorité opprimée de l'Afrique du Sud, l'apartheid est synonyme de violences quotidiennes infligées à l'âme, à l'esprit et au corps, violences dissimulées sous un voile de tromperie et une apparence de respectabilité et de légitimité. Entre autres choses, cela s'est traduit par la privation des droits de l'homme fondamentaux, y compris le droit à la vie; l'exploitation économique et l'appauvrissement forcé; et l'exclusion des institutions et processus politiques

Mme Thorpe (Trinité-et-Tobago)

d'Etat influents qui perpétuent en tout cas la domination d'une petite minorité blanche. Plus de 28 millions de non-Blancs continuent à subir cette vague de violence.

Au cours de l'année passée, nous avons assisté à l'attaque persistante de Pretoria contre les forces anti-apartheid. Sous le couvert des dispositions de l'état d'exception étendu à toute la nation, le régime a continué d'employer ces mesures répressives que, malheureusement, nous ne connaissons que trop bien. L'attaque bien orchestrée contre les ennemis de l'apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud comporte des mesures telles que la détention sans jugement; la torture des détenus et des prisonniers à long terme; l'utilisation de mandats d'ordre d'assignation à résidence contre les individus et les organisations; l'imposition de la peine de mort pour ceux qui pratiquent des activités concernant la politique; et le sabotage, les assassinats et les exécutions. De plus, les femmes, les enfants et les membres du clergé ne sont pas exclus de cette liste toujours croissante de victimes.

Trinité-et-Tobago s'est félicitée de la libération en novembre 1988 et en octobre dernier de quelques membres importants de l'African National Congress of South Africa, du Pan-Africanist Congress of Azania et d'autres prisonniers politiques. Le fait est toutefois que M. Nelson Mandela, cet exemple d'espoir et de courage, et plus de 800 activistes politiques restent en prison. Et d'après le rapport actuel du Comité spécial contre l'apartheid daté de juin 1989, 88 prisonniers politiques attendaient d'être exécutés.

Ce qui nous préoccupe également sont les comptes rendus d'actes de sabotage tolérés ou sanctionnés par l'Etat contre les forces anti-apartheid, y compris des groupes religieux et des syndicats, et les activités de groupes de milices et des escadrons de la mort opérant à l'intérieur du pays. Les rapports indiquent qu'au cours des 10 dernières années, 59 militants anti-apartheid ont été assassinés en Afrique du Sud et 61 autres ont été assassinés en exil, tandis qu'au moins 30 ont disparu ou ont été enlevés dans les Etats voisins. Trinité-et-Tobago condamne vivement ces actes répréhensibles. Cette situation déplorable en Afrique du Sud ne peut et ne doit pas persister.

De plus, il faut contraindre Pretoria à renoncer au système parlementaire à trois chambres méprisable qui garantit le pouvoir de veto de la minorité blanche. Trinité-et-Tobago rejette sans équivoque les élections truquées au Parlement sud-africain divisé quant à la race, qui se sont tenues le 6 septembre 1989.

Mme Thorpe (Trinité-et-Tobago)

Le nouveau dirigeant du régime raciste a réussi à accroître les espoirs de certains qui se trouvent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud par ses déclarations hautement publiques de prétendues réformes. Toutefois, il n'a pas réussi à démontrer de façon convaincante et fondamentale sa volonté de démanteler les piliers de l'apartheid. En réalité, ses déclarations publiques sur la question n'ont fait que confirmer son intention de remanier simplement les manifestations mineures de l'apartheid, à moins qu'il ne soit contraint par le poids des pressions intérieures et extérieures de procéder à des changements significatifs.

Cet exercice de tromperie et de futilité pose de nouveaux défis à la population majoritaire alors qu'elle lutte contre les conséquences des mécanismes de propagande bien huilés de Pretoria à l'étranger. La nature des obstacles qu'elle doit affronter est largement prouvée par le rééchelonnement rapide, effectué par les principales banques transnationales en octobre 1989, de la dette extérieure de l'Afrique du Sud, bien avant l'échéance de juin 1990. Le mouvement anti-apartheid opérant à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud a toutefois, au fil des années, prouvé qu'il était prêt à relever ces défis.

En réponse aux changements évolutifs de la lutte intérieure contre l'apartheid, les adversaires de ce système en faillite continuent avec succès à réajuster leurs tactiques et leurs stratégies. Les tentatives de Pretoria de réprimer les activités politiques d'un groupe ont conduit à un regain d'activités par d'autres, tandis que les restrictions de certains types d'opposition organisée ont donné lieu à d'autres formes efficaces de protestation. Les efforts actuels pour forger une vaste alliance des forces anti-apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud devraient être également perçus à la lumière des besoins changeants de la lutte, qui sont une gageure, coûteux et dangereux.

La lutte menée par les Etats de première ligne et les Etats voisins contre l'agression de l'Afrique du Sud, la déstabilisation et le terrorisme d'Etat ne présentent pas moins de défis. Au moyen d'attaques directes et de guerres par personnes interposées, Pretoria a détruit une partie des réseaux de transport au Mozambique et en Angola, ce qui est critique non seulement pour le développement et l'indépendance de ces Etats, mais également pour ceux des nations enclavées d'Afrique australe.

Mme Thorpe (Trinité-et-Tobago)

D'après des estimations récentes, le conflit régional aurait fait dans les Etats indépendants de l'Afrique australe environ 1,5 million de morts et leur aurait coûté 60 milliards de dollars des Etats-Unis en produit national brut et en pertes matérielles au cours de la période 1980-1988. L'ampleur des pertes et leurs conséquences pour le développement actuel et futur de ces Etats sont consignées dans le rapport précieux demandé par l'Equipe spéciale interinstitutions du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. D'après ce rapport, le nombre total d'enfants qui ont péri en Angola et au Mozambique par suite de huit années de guerre s'est chiffré à "plus du nombre des pertes combinées du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki". L'agression gratuite de Pretoria a fait passer le nombre de réfugiés angolais et mozambicains dans les pays voisins à plus de 1,5 million, dont pas moins de 127 000 ont été accueillis en Zambie où plus de 10 000 Namibiens et Sud-Africains avaient déjà trouvé refuge. Plus de 6 millions de personnes au Mozambique et en Angola ont également été déplacées.

Il est particulièrement troublant et inquiétant que le régime de Pretoria ait été en mesure d'infliger un tel désespoir et une telle destruction aux Etats d'Afrique australe, alors que les mécanismes collectifs prévus par la Charte des Nations Unies pour faire face à ces menaces à la paix et à la sécurité internationales sont restés sans effet.

Ma délégation fait écho au sage sentiment exprimé par le Président, à savoir que le moment n'est pas aux récriminations ni à l'acrimonie, mais aux contributions concrètes et significatives à la recherche d'une solution immédiate aux problèmes et questions complexes découlant des politiques et pratiques de l'apartheid. Les Nations Unies sont bien placées pour saisir les occasions uniques qui lui sont offertes pour faire un progrès décisif dans l'impasse en Afrique du Sud.

A la suite des déclarations séduisantes faites par Pretoria, il faut mettre le paria raciste au défi d'interdire les procès et les exécutions politiques et de libérer, immédiatement et inconditionnellement, tous les prisonniers et détenus politiques. De même, il faut mettre au défi de lever l'état d'urgence, de retirer toutes les troupes des townships, de lever toutes les interdictions et restrictions frappant les organisations et individus proscrits et interdits, de démanteler le système parlementaire à trois chambres et d'abroger le Population Registration Act,

Mme Thorpe (Trinité-et-Tobago)

l'Internal Security Act, le Group Areas Act et tous les autres piliers de l'apartheid. L'adoption unanime du projet de déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe contenu dans le document de séance No 3, dont est saisi le Comité spécial de la présente session extraordinaire, représenterait un tel défi.

Le projet de déclaration donne une base utile à partir de laquelle des négociations authentiques avec les dirigeants de la majorité opprimée pourraient être menées. Puisque le régime de Pretoria n'a pas relevé le gant qui lui a été jeté, le projet de déclaration offre aux forces anti-apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud et à la communauté internationale des réponses appropriées.

M. TRINH XUAN LANG (Viet Nam) (interprétation de l'anglais) : La communauté internationale a de bonnes raisons de consacrer cette session extraordinaire de l'Assemblée générale exclusivement à la question de l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe. Il a été reconnu universellement que l'apartheid constitue un crime contre l'humanité et une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il a en effet entaché notre civilisation. Depuis qu'il existe, l'apartheid a violé tous les droits que l'être humain est en droit d'exercer et toutes les valeurs que chérit l'humanité.

Dans notre monde civilisé, l'apartheid ne peut exister nulle part. La démocratisation qui a gagné du terrain dans la vie politique internationale, grâce à laquelle les droits de l'homme fondamentaux et les valeurs sont poursuivis et encouragés, rend plus urgent que jamais l'élimination de cet odieux système. Les événements profonds survenus récemment dans la politique mondiale ont entraîné le processus complexe d'une plus grande coopération entre les nations pour aborder des problèmes régionaux et mondiaux. Tout en faisant des efforts concertés, la communauté des nations ne devrait pas laisser les complexités en résultant avoir un effet quelconque sur son objectif unanime : l'élimination totale, efficace et rapide de l'apartheid. Cette session extraordinaire doit donc apporter une contribution positive à cet effet en mobilisant et en unifiant les efforts faits sur le plan mondial.

L'apartheid est d'autant plus dangereux et inhumain qu'il est appliqué en tant que politique d'Etat et de système institutionnalisé du régime sud-africain. Ce n'est pas simplement du racisme, mais du racisme poussé au paroxysme. Ce régime éhonté, institué en 1911, au moment où l'Afrique du Sud adoptait le Colour Bar Act,

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

s'appuie sur une grave discrimination fondée sur la race ou la couleur de la peau. En fait, il a pour dessein d'exploiter et de réprimer la majorité noire sud-africaine et de traiter les individus de cette majorité en tant que citoyens de deuxième classe ou d'esclaves. Tous les droits de l'homme de cette majorité fondamentaux de cette majorité ont été foulés aux pieds pendant de nombreuses années, y compris son droit à une vie décente en tant qu'être humain. Il y a eu les massacres de Sharpeville, de Soweto et plusieurs autres, perpétrés par le régime raciste pour saper les aspirations du peuple sud-africain à l'autodétermination, à la liberté et à une vie humaine digne. Ce peuple n'a donc eu d'autre choix que de lutter par tous les moyens possibles pour se libérer ainsi que son pays de ce régime raciste et inhumain. Malgré la brutale répression, il a prouvé son héroïsme, sa fermeté et son invincibilité. Sa juste cause a reçu l'appui et l'aide de l'ensemble de l'humanité progressiste.

Le prolongement inhérent de l'apartheid réside dans la politique de colonialisme, de déstabilisation et d'agression poursuivie par le régime sud-africain à l'égard de l'Afrique australe. A de nombreuses reprises, il a mené des actes d'agression et de subversion contre les Etats de première ligne de l'Afrique australe, en particulier contre l'Angola et le Mozambique, qui ont entraîné de grandes pertes humaines et matérielles. Ces pays ne peuvent utiliser les fruits de la paix et de la stabilité pour se concentrer sur leur développement national, qui est d'une importance particulière au stade préliminaire de leur libération du colonialisme. Des rapports ont estimé qu'à la suite de cette politique du régime de Pretoria, la région a subi des pertes en vies humaines estimées à quelque 1,5 million et des pertes matérielles situées à plus de 60 milliards de dollars des Etats-Unis.

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

En Namibie, le régime de Pretoria a maintenu son occupation illégale du Territoire pendant les 23 dernières années, en y pratiquant une répression des plus inhumaines. Nous nous félicitons de la transition de la Namibie à l'indépendance actuellement en cours; le processus doit toutefois être examiné dans le contexte de l'intransigeance que l'Afrique du Sud a montrée au cours des années et de tous les obstacles que ce régime crée aujourd'hui encore pour empêcher la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Le régime sud-africain ne s'est montré moins intransigeant que lorsqu'il s'est rendu compte de l'échec de sa guerre coloniale en Namibie en raison de la lutte héroïque du peuple namibien sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO) et appuyée par toute l'humanité progressiste. Il ne s'est montré moins entêté qu'après des défaites qu'il a subies lors de ses guerres d'agression contre les Etats de première ligne et en raison de la vigoureuse condamnation exprimée et des pressions exercées par la communauté internationale. Il faut donc maintenir et renforcer la pression internationale dans ce sens.

On a demandé à de nombreuses reprises que soient imposées des sanctions, en particulier des sanctions globales et obligatoires, en tant que moyen efficace de contribuer à l'élimination de l'apartheid. Au cours des dernières années, des sanctions, qui alors n'étaient pas encore obligatoires et coordonnées, se sont toutefois révélées efficaces. Or certains pays, tout en condamnant vigoureusement l'apartheid, continuent de trouver de bonnes raisons contre l'application de sanctions globales et obligatoires. On peut même dire que l'appui et l'assistance que certains pays continuent d'accorder au régime sud-africain aident ce régime à résister à l'élimination totale de l'odieux système d'apartheid. Nous sommes très préoccupés par la violation persistante de l'embargo obligatoire sur les armes. Il faut trouver des mesures pour corriger les lacunes qui empêchent le respect intégral de cet embargo. Il faut mettre fin immédiatement à la coopération qu'Israël et d'autres pays continuent d'entretenir avec l'Afrique du Sud dans le domaine militaire.

A sa neuvième Conférence au sommet, le Mouvement non aligné a :

"mis en garde la communauté internationale contre tout contact avec l'Afrique du Sud, car cela irait à l'encontre des intérêts du peuple opprimé."

(A/44/551, par. 45)

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

Il a également

"regretté les tentatives actuelles de certains pays occidentaux de sortir l'Afrique du Sud de l'isolement dont elle fait l'objet de la part de la communauté internationale." (Ibid., par. 46)

Devant la lutte plus soutenue du peuple sud-africain et les vigoureuses pressions de la communauté internationale, le régime sud-africain a récemment promis de changer sa politique d'apartheid. Toutefois, cette promesse doit être examinée en tenant compte du fait que les piliers centraux du système d'apartheid restent intacts. Des instruments juridiques aussi odieux que le Population Registration Act, le Land Act et le Group Areas Act sont toujours en vigueur. L'état d'urgence, ainsi que les interdictions et les restrictions imposées aux militants et aux organisations de masse anti-apartheid, n'ont pas été levés. Nous nous félicitons de la libération de certaines personnalités politiques qui avaient été emprisonnées par le régime raciste; il faut toutefois nous rappeler que Nelson Mandela et des milliers d'autres militants anti-apartheid continuent de languir dans les prisons.

Etant donné que le régime sud-africain a, dans le passé, eu recours à des tactiques et méthodes douteuses, il faut être prudent et vigilant. En 1986, au moment où l'Afrique du Sud avait tant besoin de crédits et de prêts des banques étrangères, elle a levé l'état d'urgence pour l'instituer de nouveau quelques mois après. A l'heure actuelle, les pressions internationales, ainsi que les sanctions, ne doivent nullement être relâchées. Au contraire, elles doivent être maintenues et renforcées.

Il est clair, comme l'a déclaré le Secrétaire général dans son rapport :

"qu'un simple aménagement ou assouplissement du régime d'apartheid ne répondrait ni aux aspirations de la majorité de la population sud-africaine, ni à l'attente de la communauté internationale." (A/44/1, p. 7)

L'apartheid ne peut d'aucune façon être réformé; il doit être éliminé totalement. Tant que l'apartheid ne sera pas éliminé totalement, le peuple sud-africain aura le droit légitime d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour parvenir à la libération nationale, comme cela a été réaffirmé par le Mouvement non aligné.

La délégation de la République socialiste du Viet Nam réaffirme son ferme appui à la juste lutte du peuple sud-africain, sous la direction de l'African

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

National Congress (ANC), et des Etats de première ligne en vue de l'élimination totale de l'apartheid et du rétablissement de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans la région. Nous appuyons la Déclaration du Comité ad hoc de l'OUA sur l'Afrique australe, en date du 21 août 1989, y compris les principes et les conditions qui y figurent concernant l'instauration d'un climat propice aux négociations en vue de transformer l'Afrique du Sud en une société juste, non raciale, démocratique, unie et pacifique.

Nous sommes fermement convaincus que la présente session extraordinaire élaborera des mesures concrètes et efficaces pour faciliter la prompte réalisation de cet objectif. Au seuil d'un nouveau siècle, la communauté des nations doit faire tout en son pouvoir pour éliminer l'apartheid et assurer un monde de paix, d'égalité et de prospérité aux générations futures, aidant ainsi l'humanité à atteindre de nouveaux sommets de civilisation et de progrès.

M. PAOLILLO (Uruguay) (interprétation de l'espagnol) : C'est devenu un lieu commun que de dire qu'au cours des deux dernières années, des changements sans précédent sont intervenus dans les relations internationales, ce qui a permis un plus grand rapprochement entre les puissances et les blocs rivaux et amélioré le processus de règlement pacifique de divers conflits régionaux. Il semble toutefois nécessaire de répéter cette constatation pour signaler le contraste entre cette tendance générale et la persistance de certaines situations d'injustice, de violence et d'instabilité qui continuent d'affliger de vastes secteurs de l'humanité.

La situation actuelle en Afrique australe en constitue peut-être l'exemple le plus tristement célèbre. Dans cette région, les souffrances et le désespoir de ceux qui vivent dans la violence et le sous-développement ne font que s'aggraver et sont causés en grande partie par la forme la plus odieuse de discrimination raciale : l'apartheid.

Il n'y a rien de nouveau à ajouter à ce qui a été dit sur l'apartheid, système politique qui empêche la population sud-africaine de vivre dans la dignité et de jouir pleinement de ses droits. Malheureusement, dans son désir de survivre et de se perpétuer, l'apartheid étend ses effets pervers bien au-delà des frontières de l'Afrique du Sud, compromettant le bien-être et la sécurité des pays voisins.

M. Paolillo (Uruguay)

Les Etats de première ligne, comme cela était prévisible, ont été les premiers à être touchés directement. Un examen rapide des effets politiques, sociaux et économiques de l'apartheid dans ces pays nous permet d'évaluer facilement la dimension de la tragédie humaine qu'ils connaissent. La guerre continue de causer de nombreuses pertes en vies humaines - plus d'un million de morts depuis 1980.

La situation dans laquelle se trouvent des millions de réfugiés et de personnes déplacées est tout aussi atroce. Le sort cruel des réfugiés, dont la dimension humaine est manifeste, fait peser une charge supplémentaire extrêmement lourde sur les économies des pays d'accueil. Malgré cela, les Etats de première ligne continuent généreusement de les accueillir.

M. Paolillo (Uruguay)

Il est clair que la situation économique de ces pays se détériore de jour en jour. Cette détérioration se traduit par une baisse marquée du produit national brut, l'augmentation des dépenses qu'il est nécessaire de consacrer à la défense et une dépendance croissante et inévitable des apports de la communauté internationale. A cela s'ajoute la crise alimentaire et la détérioration de l'environnement, ainsi que la destruction de l'infrastructure de base dans certains pays voisins. Dans ces conditions, comment peut-on espérer raisonnablement qu'un minimum de développement économique et social puisse avoir lieu dans la région?

L'Uruguay, non seulement en tant que Membre des Nations Unies et pays épris de paix, mais aussi en tant que membre de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, dont fait aussi partie la région d'Afrique australe, ne peut que se sentir profondément et directement concerné par le foyer permanent de tension qui s'est développé dans la zone sud du continent africain. La persistance de l'apartheid en Afrique du Sud entrave le développement et le renforcement de la zone de paix auxquels se sont engagés d'oeuvrer plus de 20 pays de deux continents. Défi brutal aux valeurs éthiques, juridiques et politiques qui font partie depuis longtemps de la conscience de l'humanité, et facteur qui porte atteinte à la paix et à la sécurité internationales, l'apartheid est un problème universel qui nous concerne tous et à la solution duquel nous devons tous collaborer.

L'action résolue et coordonnée de la communauté internationale à l'égard de la situation en Afrique australe a déjà donné des résultats positifs. Le processus qui se déroule actuellement et qui mènera sans aucun doute à l'indépendance de la Namibie en est un exemple éloquent. De même, les déclarations récentes et les mesures relatives à l'apartheid prises au cours de ces quelques derniers mois par le nouveau gouvernement de Pretoria, sous l'influence de pressions internes et internationales, peuvent être interprétées comme des dispositions dans la bonne direction, susceptibles de mener à la solution définitive et pacifique du problème et à l'instauration d'une société unie, multiraciale et démocratique en Afrique du Sud.

Mais cette interprétation ne pourra être confirmée que si le Gouvernement sud-africain prouve par des actes clairs et immédiats, comme, par exemple, la libération de tous les détenus politiques, dont Nelson Mandela, que les mesures adoptées n'ont pas été prises pour des raisons tactiques ou superficielles, mais qu'elles représentent de véritables progrès précédant une négociation authentique

M. Paolillo (Uruguay)

pour mettre fin à l'apartheid par des moyens pacifiques. En effet, dans le langage de la guerre contre l'apartheid, il n'y a pas place pour des mots tels que "réformes", "changements" ou "améliorations". Le seul terme valable est "éradication", éradication totale et immédiate.

Nous sommes convaincus que cette session extraordinaire ne constituera pas un simple exercice de rhétorique, où seront répétées les condamnations du régime raciste d'Afrique du Sud, mais qu'elle exprimera plutôt la volonté de la communauté internationale qui crée le cadre d'appui du processus de négociation pour la réorganisation politique de l'Afrique du Sud, de la pacification régionale et du rétablissement des sociétés opprimées de la région. Dans la Déclaration adoptée par l'Organisation de l'unité africaine à Harare, en août dernier, sont énoncés les concepts et les règles intégrés dans ce cadre.

En tout cas, nos activités futures devront, entre autres, avoir les objectifs suivants : premièrement, la recherche d'une solution globale au problème d'Afrique du Sud, fondée principalement sur la négociation entre les parties au conflit, c'est-à-dire entre les mouvements de libération et le gouvernement de Pretoria; deuxièmement, l'intensification des efforts de la communauté internationale pour assurer l'efficacité des mesures et sanctions visant à exercer des pressions sur le Gouvernement d'Afrique du Sud conformément aux préceptes établis dans les diverses résolutions des Nations Unies; troisièmement, l'étude de mesures concrètes propres à assurer la coopération avec les pays touchés de la région; et quatrièmement, l'appui à l'initiative des gouvernements de la région concernant l'instauration de la paix et le rétablissement global dans un esprit de tolérance entre les parties intéressées et de respect de leur autodétermination.

La présente session extraordinaire devra avant tout prouver, une fois de plus, que les pays du monde sont plus unis que jamais pour combattre l'apartheid, plus sûrs que jamais de la façon de parvenir à l'éliminer, et plus disposés que jamais à convertir le plus rapidement possible la réalité terrible qu'incarne aujourd'hui l'apartheid en un mauvais souvenir du passé. Sous la direction sage et avisée du Président de l'Assemblée générale, M. Garba du Nigéria, nous sommes certains que la session extraordinaire atteindra ces objectifs.

M. MAUNG (Myanmar) (interprétation de l'anglais) : C'est avec un sentiment d'espoir et d'attente que ma délégation participe à la présente session extraordinaire, la première qui ait jamais été consacrée à l'apartheid. La convocation de cette session historique reflète la détermination constante et

M. Maung (Myanmar)

inlassable de la communauté internationale d'exercer des pressions morales, politiques et économiques sur le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Cette session nous donne l'occasion de renforcer l'engagement que nous avons pris vis-à-vis du peuple d'Afrique du Sud et de lui envoyer un message clair et net de soutien, affirmant qu'aussi longtemps que ce système odieux de l'apartheid n'aura pas été totalement éliminé dans ce pays, la communauté internationale ne relâchera pas ses efforts. Ma délégation se réjouit de voir un fils distingué de l'Afrique, M. Garba du Nigéria, présider nos délibérations à un moment aussi critique. La façon remarquable dont il a dirigé la présente quarante-quatrième session de l'Assemblée générale et son profond attachement personnel à la lutte internationale contre l'apartheid, comme l'a illustré sa présidence remarquablement efficace du Comité spécial contre l'apartheid au cours des cinq dernières années, nous garantissent le succès de cette session extraordinaire.

Comme toutes les délégations rassemblées ici, la délégation du Myanmar trouve très encourageant le nouveau climat de conciliation et d'accommodement qui règne aujourd'hui dans le monde. De grands conflits sont progressivement en train de se résoudre et des différends internationaux de longue date semblent devoir bientôt faire l'objet d'un règlement. L'affrontement et la méfiance cèdent le pas au dialogue et à la compréhension. Malheureusement, le régime d'apartheid demeure indifférent à ces tendances positives dans le monde.

Plus de 40 années se sont écoulées depuis que l'Organisation s'est attaquée au problème de l'apartheid. Au cours de toutes ces années, les Nations Unies ont adopté à maintes reprises des résolutions condamnant les politiques d'apartheid du régime raciste d'Afrique du Sud, demandant instamment l'abolition de ce système qui représente la forme la plus répressive et la plus institutionnalisée de discrimination raciale. Qu'un tel déni systématique des droits de la majorité des Sud-Africains continue à ce jour est, certes, un triste reflet de notre époque qui souligne simplement le fait que la communauté internationale doit s'attacher davantage à ce problème. Mais le temps manque, et de simples exhortations ne suffiront jamais à mettre fin à l'apartheid. En plus des pressions d'ordre moral et politique, il faudra exercer des efforts concertés pour faire respecter strictement l'application des sanctions avant que la minorité blanche ne se laisse fléchir et ne cède son monopole du pouvoir.

M. Maung (Myanmar)

Ces dernières années, la pression constante des sanctions, associée à une pression diplomatique accrue, semble avoir entraîné quelques changements en Afrique du Sud. En 1986, les tristement célèbres Pass Laws, qui limitaient la liberté de mouvement des Noirs sud-africains, ont été abolis. En 1988, Pretoria a accepté de se retirer de l'Angola et d'accorder l'indépendance à la Namibie. Par la suite, en octobre dernier, les autorités sud-africaines ont relâché inconditionnellement Walter Sisulu et sept de ses compatriotes. Plus récemment, le nouveau gouvernement dirigé par M. F. W. De Klerk a autorisé des manifestations pacifiques. Toutefois, la situation dans le pays est toujours, par essence, aussi sombre et décevante. L'état d'urgence n'a pas été levé et des centaines de combattants de la liberté, y compris leur dirigeant Nelson Mandela, sont toujours incarcérés.

La délégation du Myanmar continue d'être vivement préoccupée par le fait que les Etats voisins sont eux aussi victimes de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. Loin de se limiter à ses propres frontières, les actes injustifiables commis par Pretoria menacent la paix de la région tout entière. En outre, les dommages causés au bien-être économique et social des Etats voisins sont considérables. La communauté internationale a donc la lourde responsabilité d'éviter une catastrophe grave en Afrique australe.

Dès lors, que peut faire la communauté internationale pour précipiter la fin de l'apartheid en Afrique du Sud et réunir les conditions qui permettront à la population de ce pays, quelle que soit sa race ou sa couleur, de jouir de ses droits inaliénables? Ma délégation estime que, tout en réaffirmant notre ferme soutien moral et politique à la lutte que mène la majorité noire de ce pays, la communauté internationale doit maintenir et renforcer les sanctions obligatoires et globales.

L'idée d'imposer des sanctions à l'Afrique du Sud n'est pas nouvelle. Elles ne datent pas d'hier. Certains pays ont, dès 1946, décidé de ne plus avoir de relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Mon propre pays a, dès son indépendance en 1948, scrupuleusement appuyé cette interdiction au fil des ans et n'entretient à ce jour aucune relation économique ou commerciale avec Pretoria.

Bien que le régime d'apartheid prétende le contraire, il est évident que les sanctions actuelles, quoique insuffisantes à bien des égards, ont eu un effet certain et ont accru l'isolement de la minorité blanche. Comme le Comité spécial contre l'apartheid l'a souligné, les effets conjugués du désinvestissement, de la

M. Maung (Myanmar)

pénurie de nouveaux investissements et du refus d'accorder des prêts à long terme ont empêché l'Afrique du Sud d'imposer ses desseins tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Aussi ma délégation partage-t-elle l'idée largement répandue selon laquelle les sanctions sont une arme puissante contre le régime d'apartheid. Notons toutefois que, pour être pleinement efficaces, ces sanctions doivent s'accompagner de la volonté de chaque Etat de veiller à ce qu'elles soient mises en oeuvre. Il est évident que, pour être efficaces, ces sanctions ne doivent pas être appliquées de manière fragmentaire et sur plusieurs décennies. Le moment est venu pour la communauté internationale de prendre une initiative concertée. La Déclaration de Harare d'août 1989, entérinée par la suite lors du Sommet des pays non alignés tenu à Belgrade en septembre dernier, nous offre un cadre réaliste et complet pour une telle initiative. Ma délégation estime que le document final que devra adopter la présente session extraordinaire devra être pragmatique et s'appuyer sur le document de Harare.

La discrimination raciale est une offense pour tous les être humains. Nul doute que tôt ou tard l'odieux système d'apartheid en Afrique du Sud devra s'incliner face à un ordre juste et civilisé dans le cadre duquel une société unie, démocratique et non raciale pourra prospérer. La question qui se pose est de savoir comment ces changements interviendront. Nous espérons qu'à la lumière des changements sans précédent qui se produisent à travers le monde, les partisans de l'apartheid en Afrique du Sud feront preuve du courage et de la sagesse nécessaires pour saisir cette occasion de mettre fin à l'apartheid par la voie de négociations.

M. MAXIMOV (République socialiste soviétique de Biélorussie)

(interprétation du russe) : La République socialiste soviétique de Biélorussie a vivement encouragé la proposition de tenir une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe, car nous estimons qu'il s'agit d'une étape importante sur la voie de l'élimination de l'apartheid et du rassemblement de toutes les forces anti-apartheid. Les Nations Unies ont apporté une contribution importante à la lutte contre la politique d'apartheid. Un consensus s'est créé aux Nations Unies autour de l'idée que l'apartheid ne peut être réformé et doit être éliminé.

M. Maximov (RSS de Biélorussie)

J'aimerais à ce propos me référer au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, où il est dit en particulier que :

"l'abolition du système injuste et anachronique d'apartheid en vigueur en Afrique du Sud compte parmi les responsabilités premières et les objectifs incontestés des Nations Unies ... il est clair qu'un simple aménagement ou assouplissement du régime d'apartheid ne répondrait ni aux aspirations de la majorité de la population sud-africaine, ni à l'attente de la communauté internationale." (A/44/1, p. 7)

La situation en Afrique du Sud est décrite et analysée en détail dans le rapport du Comité spécial contre l'apartheid et dans d'autres documents, ainsi que dans les déclarations faites par de nombreuses délégations pendant la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale et la présente session extraordinaire. La politique d'apartheid a été qualifiée de crime contre l'humanité. Elle constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales et a causé des dommages irréparables aux Etats africains voisins.

Selon la Commission économique pour l'Afrique, le coût de l'agression armée et de la politique de déstabilisation du régime raciste de Pretoria contre ces Etats africains s'est élevé, rien qu'au cours de l'année 1988, à 10 milliards de dollars, et, en neuf ans, les dommages ont dépassé 60 milliards de dollars.

Ces dernières années, sous l'influence puissante des forces anti-apartheid et du fait de la position inflexible de la communauté mondiale, la situation en Afrique du Sud a quelque peu évolué. Le nouveau dirigeant se dit favorable à l'élimination de l'apartheid, mais pour le moment les lois discriminatoires fondamentales continuent d'être en vigueur en Afrique du Sud. Des centaines de prisonniers politiques languissent dans les prisons et la peine capitale est prononcée contre les opposants au régime.

M. Maximov (RSS de Biélorussie)

Une caractéristique frappante du monde contemporain - on l'a déjà souligné - est le passage de l'affrontement à la coopération et à l'instauration d'une nouvelle philosophie politique, dont le maillon principal est le principe de la liberté de choix social et politique. Grâce à cette nouvelle philosophie, nombre de problèmes qui semblaient insolubles ont été résolus ou sont sur le point de l'être. Ainsi, le mécanisme des Nations Unies pour la décolonisation de la Namibie a été mis en oeuvre et a permis le déroulement d'élections démocratiques libres. Il y a tout lieu de penser que le plan des Nations Unies pour l'octroi de l'indépendance à ce pays sera pleinement appliqué dans les délais prévus.

Il reste encore à démanteler le système d'apartheid en Afrique du Sud. Pour l'instant, comme le souligne la Déclaration de Harare, il existe des conditions qui, si Pretoria fait preuve d'une volonté authentique et sérieuse de participer aux pourparlers, peuvent rendre possible l'élimination pacifique de l'apartheid. Si le nouveau Gouvernement sud-africain tient à gagner notre confiance dans les affaires internationales également, il doit prendre des mesures pratiques pour instaurer un climat favorable au dialogue avec les dirigeants de l'African National Congress et d'autres organisations démocratiques. Il doit lever l'état d'urgence et rapporter toutes les lois répressives, libérer Nelson Mandela et tous les autres prisonniers politiques, lever les interdictions et restrictions qui frappent les particuliers et les organisations politiques qui s'élèvent contre l'apartheid, et mettre un terme à tous procès et peines de caractère politique.

Nous espérons que ces mesures et d'autres seront reprises dans la déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe que l'Assemblée générale est appelée à adopter à cette session extraordinaire. Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, il est indispensable d'avoir une position concertée dans la lutte contre l'apartheid. C'est pourquoi il est important que la déclaration soit adoptée par consensus, ce qui montrerait clairement la volonté des Etats Membres de l'Organisation de prendre ensemble des mesures efficaces pour éliminer le système d'apartheid.

La République socialiste soviétique de Biélorussie condamne vigoureusement la politique raciste de Pretoria et estime que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies devrait contribuer substantiellement à l'instauration d'un dialogue fructueux qui débouche sur des mesures pratiques et pacifiques pour éliminer l'apartheid.

M. PITARKA (Albanie) (interprétation de l'anglais) : Après le débat important qui a eu lieu au cours de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale sur le point de l'ordre du jour intitulé "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain", notre organisation se réunit à nouveau, cette fois en session extraordinaire, pour délibérer sur les efforts à déployer pour mettre fin au fléau grave de l'Afrique du Sud. C'est une autre preuve des préoccupations et de la détermination des peuples et pays africains, et de l'opinion publique mondiale, qui souhaitent renforcer leur appui et leur solidarité avec le peuple éprouvé d'Azanie dans sa juste lutte de libération et des efforts qu'il fait depuis si longtemps pour se débarrasser du régime odieux d'apartheid.

Cette session extraordinaire de l'Assemblée générale sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe a lieu dans un contexte d'événements nouveaux et encourageants dans cette région. Après une longue et pénible lutte de 22 ans, le peuple namibien se réjouit maintenant des perspectives de liberté et d'indépendance pour son pays ainsi que de la fin de l'occupation coloniale et de la répression raciale. La lutte résolue du peuple namibien sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO), qui bénéficie de la solidarité des peuples africains frères et de la communauté internationale, lui a permis d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination.

Cela est ressorti à l'évidence des élections qui ont eu lieu du 7 au 11 novembre cette année sous les auspices des Nations Unies, où les représentants de la SWAPO ont obtenu la majorité des voix. Nous saisissons cette occasion pour féliciter le peuple namibien et lui souhaiter de nouveaux succès dans sa marche vers la victoire finale : la liberté et l'indépendance complètes pour sa patrie et le progrès de son pays dans la voie de la reconstruction et du développement indépendant.

La victoire du peuple namibien est un nouvel encouragement et une aide précieuse à la lutte livrée par le peuple azanien pour donner également le coup final au régime raciste d'apartheid en Afrique du Sud.

Le peuple azanien opprimé a intensifié sa lutte contre le dernier bastion de l'apartheid et du colonialisme raciste d'Afrique du Sud. Les travailleurs, les jeunes, les femmes et d'autres secteurs de la population de couleur sont entraînés dans un grand mouvement de masse, défiant ouvertement la violence de la police blanche et les lois fascistes de l'apartheid, qui n'ont pas réussi et qui ne

M. Pitarka (Albanie)

réussiront pas à apaiser leur aspiration et leur détermination inébranlables d'obtenir la liberté et la justice sociale, aspiration qui persiste malgré les souffrances et les sacrifices.

Cela est démontré entre autres choses par la grève menée par 3,5 millions de travailleurs azaniens lors des élections du 7 septembre. Le stade actuel de la résistance de la population est en même temps une preuve de la ferme réaction du peuple azanien à la farce démagogique que le régime de Pretoria appelle réformes, qui ont été célébrées par ses apologistes impérialistes et néo-colonialistes comme étant de nouvelles possibilités de mettre fin à la politique d'apartheid et de démocratiser la vie en Afrique du Sud par la négociation.

Mais la longue histoire de souffrances et d'oppression intense, de violence et de persécution raciale contre les 28 millions d'Azaniens par la minorité raciste blanche prouve l'intransigeance et l'arrogance du régime de Pretoria, qui, en fait, ne souhaite que préserver les lois du système de ségrégation contre la majorité des gens de couleur. Cela a convaincu le peuple azanien et les autres peuples africains que les réformes ne pouvaient changer l'apartheid : il doit être déraciné.

La liberté est un droit inaliénable qui ne peut être acquis par des négociations ou par des déclarations et des offres d'apaisement au régime d'apartheid pour l'amener à accepter enfin d'abandonner sa politique d'apartheid. Ce faisant, ils ne font qu'infuser un sang nouveau à l'apartheid, qui lui permet de survivre, l'encourageant à lancer un défi ouvert aux peuples africains et à toute la communauté internationale.

Les faits montrent qu'en Afrique du Sud le régime minoritaire blanc continue de poursuivre sa politique d'apartheid, de préserver et de continuer à appliquer ses lois fascistes pour persécuter et écraser les mouvements et organisations de libération antiracistes, d'intensifier la violence, les emprisonnements, la politique de bantoustanisation du pays, en continuant ses activités de déstabilisation contre les pays voisins également. Cette politique ne fait qu'aggraver les dangers que présente la situation tendue dans toute la région de l'Afrique australe.

Dans ces conditions, il est de plus en plus évident que, sans la lutte résolue des combattants de la liberté sud-africains, sans la solidarité et l'appui total de tous les autres pays africains et de la communauté internationale à la juste lutte de ces combattants de la liberté, les changements souhaités ne pourront être réalisés et l'apartheid ne pourra pas être éliminé.

M. Pitarka (Albanie)

Il faut donc accroître et intensifier aussi l'appui de notre organisation, renforcer et concrétiser les pressions exercées sur le régime raciste de Pretoria jusqu'à ce qu'il soit forcé d'abolir ses lois racistes et sa politique d'apartheid. Cela nécessite en même temps qu'on mette fin à l'appui accordé à ce régime par bon nombre d'Etats et de sociétés transnationales par le biais de relations constantes et d'une assistance dans les domaines économique, militaire et même politique.

Le peuple albanais et son gouvernement appuient pleinement en s'y associant les justes revendications des peuples et des pays d'Afrique qui veulent que l'on isole totalement sur le plan international le régime d'apartheid et qu'on impose des sanctions globales et obligatoires contre ce régime. L'avenir de l'Afrique du Sud se trouve indiscutablement dans les mains du peuple azanien lui-même, dans la lutte de libération qu'il livre avec détermination. Mais les pressions et la solidarité de la communauté internationale, en tant que facteurs étrangers, favorisent sans aucun doute le renforcement de la résistance et de la lutte du peuple azanien et des autres peuples africains pour mettre fin au régime d'apartheid.

M. Pitarka (Albanie)

La République socialiste populaire d'Albanie et le peuple albanais, amis sincères et solidaires des peuples africains et partisans indéfectibles de leur juste lutte, continueront d'appuyer la lutte de libération du peuple azanien et tous les efforts et mesures constructives de la part de la communauté internationale et de notre organisation visant à contribuer à cette lutte. En signe de solidarité avec cette lutte, mon pays n'a jamais entretenu aucune relation avec le régime de Pretoria. Il a dénoncé et condamné fermement ce régime. Par respect pour ces principes, la délégation de la République socialiste populaire d'Albanie a appuyé et parrainé les résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui expriment, à juste titre, les demandes légitimes du peuple azanien, appuient les aspirations et droits inaliénables de ce peuple à l'autodétermination et sa lutte pour la liberté et l'indépendance. Une fois de plus, nous affirmons que nous sommes convaincus que la lutte menée par le peuple azanien triomphera et que ce peuple vaincra le régime odieux de l'apartheid et sera finalement victorieux.

M. DLAMINI (Swaziland) (interprétation de l'anglais) : Depuis 40 ans, l'Organisation des Nations Unies n'a cessé de débattre de la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud et de la condamner. L'apartheid, système institutionnalisé de discrimination raciale et d'oppression à l'égard de la majorité noire, demeure un crime contre l'humanité et une insulte à la conscience universelle. Qui plus est, la communauté internationale n'a cessé de dire que ce système odieux ne respecte pas la dignité de l'homme et prive la majorité noire, qui constitue pour le moins 75 % de la population totale d'Afrique du Sud, de ses droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Les quelques exemples que je vais donner montrent à l'évidence que le système d'apartheid continue d'être une force efficace. L'état d'urgence a été renouvelé par les autorités sud-africaines pour la quatrième fois. La majorité noire s'est vue privée de ses libertés fondamentales. De hauts dirigeants noirs ont été emprisonnés ou condamnés à l'exil. Des lois comme le Population Registration Act, le Land Act, le Group Areas Act et le Bantu Education Act sont toujours en vigueur. Le Parlement, qui pratique la ségrégation raciale, reste en place et les plans conçus pour maintenir les bantoustans existants et en créer de nouveaux continuent d'être mis en oeuvre. Les organes d'information sont strictement censurés. Les procès politiques et les exécutions se poursuivent.*

* M. Hurst (Antigua-et-Barbuda), Vice-Président, assume la présidence.

M. Dlamini (Swaziland)

Une opposition concertée et militante à l'apartheid a réveillé la conscience de la communauté internationale. Les mouvements de libération nationale et, surtout, l'African National Congress of South Africa (ANC) et le Pan Africanist Congress of Azania (PAC), frappés d'interdiction, qui collaborent avec les fédérations syndicalistes et d'autres organisations de masse anti-apartheid, ainsi que les églises, ont montré que la politique d'apartheid ne leur inspire qu'un sentiment de répulsion.

Cela étant, les questions les plus pertinentes qui se posent sont les suivantes : pendant combien de temps encore le Gouvernement de l'Afrique du Sud peut-il maintenir son système d'apartheid? Et comment les politiques de réforme des dirigeants de ce pays doivent-elles être perçues?

De l'avis de ma délégation, depuis le soulèvement de Soweto, le 16 juin 1976, la gravité du problème de l'apartheid a eu un impact considérable non seulement sur la majorité noire, mais aussi sur la population blanche en Afrique du Sud. Les partisans blancs de l'apartheid sont de plus en plus nombreux à se rendre compte que ce système n'a aucun avenir, et un grand nombre d'entre eux ont émigré. La condamnation de l'apartheid par l'Eglise réformée néerlandaise, bastion du Royaume afrikaner, et les tentatives sincères faites par certains dirigeants courageux de groupements blancs en Afrique du Sud pour discuter eux-mêmes avec l'ANC de l'avenir de l'Afrique du Sud sont des signes évidents que ce système odieux est voué à l'échec.

Il faut réitérer que le système intolérable de l'apartheid ne saurait être réformé; il doit être éliminé forcément. Ma délégation se félicite, certes, de la remise en liberté récente de M. Walter Sisulu et de sept de ses collègues, mais nous espérons que cette mesure sera annonciatrice d'une initiative de paix authentique de la part du Gouvernement sud-africain, à qui incombe fondamentalement la responsabilité de parvenir, par des moyens pacifiques, à une solution négociée de cette situation raciale explosive.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Swaziland se déclare partisan d'une politique fondamentale de dialogue pacifique et estime que la répression et la violence n'ont jamais aidé personne. Par conséquent, le Royaume du Swaziland est fermement convaincu que les autorités sud-africaines doivent créer une atmosphère propice à des négociations pacifiques et concrètes avec tous les dirigeants authentiques de l'intérieur ou de l'extérieur de l'Afrique du Sud, afin de créer

M. Dlamini (Swaziland)

une Afrique du Sud libre, démocratique, non raciale et unie. Cette démarche passe obligatoirement par la levée de l'état d'urgence, la libération inconditionnelle de M. Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers et détenus politiques, la levée de l'interdiction qui frappe l'ANC, le PAC et tous les autres partis politiques et groupes de masse anti-apartheid et le retour, sans préalable, de tous les exilés et réfugiés politiques, ce qui, à notre avis, aidera à créer une atmosphère propice à des négociations sérieuses et concrètes.

La politique d'apartheid a eu de lourdes conséquences dans la région de l'Afrique australe. La discrimination et l'oppression raciales, qui se caractérisent souvent par la violence, ont non seulement entraîné de lourdes pertes humaines et des souffrances incommensurables, mais également affaibli, puis ravagé l'infrastructure politique, économique, sociale, culturelle et militaire des Etats d'Afrique australe.

Depuis la création, le 1er avril 1980, de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, ses neuf Etats membres ont été la cible d'actes d'agression et de déstabilisation de la part de l'Afrique du Sud et ont dû faire face aux dégâts causés par la guerre - surtout en Angola et au Mozambique -, à un accroissement de dépenses pour assurer leur défense, à l'effondrement de leur économie, au fardeau que représente l'aide aux réfugiés et personnes déplacées, évaluée à 60 milliards de dollars, et à la perte de plus de 1 300 000 personnes.

Au Mozambique seulement, 400 000 personnes au moins ont perdu la vie par suite de ces actes de déstabilisation et des millions d'autres ont été contraintes de fuir vers des pays voisins. Dans son allocution à l'Assemblée générale faite le 12 octobre 1989, Sa Majesté le Roi Mswati III du Swaziland a exprimé la profonde inquiétude que lui causait le problème des réfugiés et des personnes déplacées du Mozambique.

M. Dlamini (Swaziland)

Il a dit :

"La guerre qui se poursuit affecte le Swaziland de plusieurs façons.

Les réfugiés qui fuient le conflit nous préoccupent tout particulièrement puisqu'ils représentent au moins 7 % de notre population totale. Cinquante mille réfugiés sont un énorme fardeau pour nos ressources en terres, en argent et en emplois." (A/44/PV.30, p. 7/10)

Notre pays est enclavé; il a une population de 750 000 habitants et une superficie d'environ 17 000 km². Il convient en outre de mentionner que les actes de déstabilisation perpétrés au Mozambique ont provoqué des dégâts incalculables à bon nombre d'écoles communautaires et à 800 centres médicaux au moins, ce qui s'est traduit par une malnutrition et une mortalité importantes, ainsi que par la suppression des possibilités d'éducation pour un demi-million d'écoliers de l'enseignement primaire. La pénurie croissante de ressources vivrières constitue une menace grave tandis que la désorganisation des moyens de production et des transports a, d'une manière générale, barré pour bon nombre de Mozambicains la voie du redressement économique.

Enfin, ma délégation est profondément préoccupée par les attaques, enlèvements et bombardements commis par des agents sud-africains contre les opposants à l'apartheid, particulièrement contre l'African National Congress of South Africa et le Pan Africanist Congress dans les Etats de la CCDA. Il existe, par exemple, des preuves concluantes du fait qu'aux premières heures du 12 décembre 1986, des forces gouvernementales sud-africaines ont envahi illégalement le Swaziland, enlevé avec violence quatre personnes et en ont tué deux autres sans pitié.

De tels actes d'agression destructeurs et déstabilisateurs, qui font peser une menace grave sur la paix et la sécurité régionales et internationales, non seulement constituent une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ces pays voisins mais témoignent de l'absence totale de respect de l'engagement contracté envers la paix conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.

M. POMPEY (Saint-Vincent-et-Grenadines) (interprétation de l'anglais) : Nous sommes heureux que M. Garba préside la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe. Nous sommes sûrs que, grâce à sa présidence, nos délibérations seront couronnées de succès.

M. Pompey (Saint-Vincent-et-Grenadines)

Ma délégation voudrait également saisir cette occasion pour rendre hommage au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour le rôle tout particulier qu'il a joué dans la mise en oeuvre du plan de règlement des Nations Unies pour la Namibie ainsi que pour son attachement à la lutte contre l'apartheid.

Nous nous réunissons aujourd'hui dans le contexte des premières élections historiques tenues en Namibie pour préparer la transition à l'indépendance et alors que certains signes encourageants de la part de l'Afrique du Sud semblent indiquer l'amorce d'un progrès réel vers le démarrage d'un véritable processus de démantèlement de l'apartheid. Malgré ces événements positifs, les piliers essentiels de l'apartheid sont toujours en place. Le Public Safety Act de 1903, les lois de 1960 proscrivant l'African National Congress of South Africa (ANC), le Final Security Act de 1962, les lois sur les accès réservés, le logement et les permis de travail et autres lois répressives, qui ont été modifiées et renforcées à certains égards, continuent d'institutionnaliser la doctrine odieuse de l'apartheid.

Saint-Vincent-et-Grenadines s'est toujours associée aux appels répétés et unanimes de la communauté internationale en faveur de l'intensification de la campagne lancée sur le plan international pour éliminer le fléau de l'apartheid. Nous partageons l'idée selon laquelle il serait peu raisonnable pour la communauté internationale de baisser la garde au stade actuel. Nous devons maintenir les pressions internationales contre l'Afrique du Sud. A cette fin, nous demandons à tous les Etats Membres de respecter les sanctions déjà imposées par les Nations Unies et de prendre des mesures en vue d'imposer des sanctions globales et obligatoires contre le régime sud-africain jusqu'à ce qu'il respecte les justes exigences de la communauté internationale. Ces exigences englobent l'abrogation des lois draconiennes touchant la presse, la cessation de tous les procès et exécutions politiques, la levée de l'état d'urgence et la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, y compris Nelson Mandela.

La délégation de Saint-Vincent-et-Grenadines est fermement convaincue que les événements qui sont intervenus ces derniers mois sont la conséquence directe des pressions exercées par la résistance héroïque à l'intérieur de l'Afrique du Sud et de la rupture des relations politiques, diplomatiques, militaires, économiques, sportives et culturelles avec l'Afrique du Sud. A cet égard, nous appuyons pleinement la Déclaration adoptée par le Comité ad hoc de l'OUA sur l'Afrique australe relative à la question de l'Afrique du Sud, lors de sa réunion à Harare, en août 1989, la Déclaration de Kuala Lumpur sur l'Afrique australe adoptée par les

M. Pompey (Saint-Vincent-et-Grenadines)

pays du Commonwealth à leur conférence au sommet, en octobre dernier, et les décisions pertinentes adoptées lors de la neuvième Conférence au sommet des pays non alignés, tenue à Belgrade en septembre 1989.

Nous savons tous qu'en recommandant une action contre la politique d'apartheid, il importe également de reconnaître le statut et la situation particuliers des pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (CCDAA) et tout particulièrement du Botswana, du Lesotho et du Swaziland. L'apartheid a causé des dommages incalculables à l'économie de ces pays et pourtant les dirigeants de la CCDAA et les Etats de première ligne sont toujours décidés à appuyer les sanctions, malgré les souffrances qu'entraîne de toute évidence la politique sud-africaine de déstabilisation. Il y a 29 ans que le chef Albert Luthuli, prix Nobel, a demandé pour la première fois l'imposition de sanctions économiques. Il avait dit alors :

"Le boycottage économique de l'Afrique du Sud entraînera sans aucun doute des souffrances pour les Africains. Nous n'en doutons pas. Mais si cette méthode peut abrégé les jours qui verront s'écouler le sang, alors nous sommes prêts à en payer le prix par la souffrance. De toute façon, nous souffrons déjà. Nos enfants sont sous-alimentés et, sur une petite échelle, jusqu'à présent, nous mourons sur le simple caprice d'un policier.

Plus récemment, le Président du Zimbabwe Robert Mugabe a déclaré :

Nous souffrons déjà. Pouvons-nous souffrir davantage? Nous appuyons les sanctions parce que cela abrégé les jours de nos souffrances."

Le seul moyen de réduire ces jours c'est que la communauté internationale continue d'apporter une assistance à la CCDAA et aux pays de première ligne, leur permettant ainsi de dépendre moins sur le plan économique de l'Afrique du Sud, tout en accroissant en même temps la pression internationale pour obtenir un changement en Afrique du Sud - changement qui doit, en fin de compte, mener au démantèlement du système d'apartheid et à l'établissement d'un nouvel ordre constitutionnel fondé sur le respect du principe de l'égalité des droits économiques, politiques et sociaux pour tous les Sud-Africains, sans distinction de race, de langue ou de religion.

M. Pompey (Saint-Vincent-et-Grenadines)

En ce jour, la délégation de Saint-Vincent-et-Grenadines aurait souhaité que la communauté internationale se réunisse pour célébrer la fin du système éhonté de l'apartheid. Mais tel n'est pas le cas. Cependant, une fois de plus, mon pays tient à affirmer sa solidarité avec le peuple en lutte de l'Afrique du Sud et demande l'intensification de l'action internationale contre le régime de l'apartheid. Nous sommes persuadés que seule l'élimination complète du système d'apartheid permettra au peuple sud-africain de trouver une solution pacifique au grave problème qui se pose à lui et à la région de l'Afrique australe.

En conclusion, la délégation de Saint-Vincent-et-Grenadines tient à rendre hommage au Comité spécial contre l'apartheid qui s'acquitte avec succès de son mandat depuis plus de 25 ans et qui a grandement contribué à mobiliser l'opinion publique et à organiser l'action internationale contre ce fléau qu'est l'apartheid.

M. RABETAFIKA (Madagascar) : Les consciences, dit-on, se sont insensiblement réveillées aux réalités sordides de l'apartheid, mais à force de persuasion, de pressions politiques ou morales, nous sommes arrivés à faire admettre que le système est fondamentalement inacceptable et qu'il doit disparaître. Tel est le consensus, apparemment simpliste, dont relèvent toutes les démarches au niveau des Nations Unies. Et c'est au nom de ce consensus que les Etats africains, appuyés par les pays non alignés, la majorité des pays du tiers monde et les pays socialistes, ont depuis plus de 25 ans réclamé que des sanctions soient prises à l'encontre du régime de Pretoria, dès lors que ce dernier ne semblait prendre au sérieux ni les mises en garde ni les condamnations, et encore moins l'éventualité d'une action collective coercitive. D'autres, en dépit ou à cause des responsabilités spéciales que la Charte leur a accordées, ne voulaient retenir de ce consensus primitif que la condamnation verbale du système, et se contentaient de laisser sa disparition en pointillés, tout en se retranchant derrière l'Article 2 de la Charte ou l'argument selon lequel il fallait s'en remettre à l'aptitude du Gouvernement sud-africain à se réformer. Point n'est besoin de rouvrir le débat à ce sujet, car nous connaissons tous les conséquences négatives de cette dualité d'interprétation sur la lutte légitime des mouvements de libération nationale du peuple sud-africain, étouffée par les prétentions du régime de Pretoria à être le champion du monde libre de ces temps-là.

M. Rabetafika (Madagascar)

Maintenant, nous nous laissons dire qu'une situation, ou plutôt des situations nouvelles se développent en Afrique australe. La Namibie sera bientôt indépendante; le retour de la paix en Angola et au Mozambique, malgré des vicissitudes dues à des manipulations politiques, n'est plus tellement hypothétique; le nationalisme noir, comme l'a démontré la récente Conférence pour un avenir démocratique, se réveille d'une façon plutôt spectaculaire, bien que prévisible; le Gouvernement sud-africain semble, toujours selon sa propre logique de désinformation, prêt à des gestes d'apaisement, et la SADCC resserre ses rangs pour mieux faire face à la déstabilisation économique et politique. Le tableau est fragmentaire et confus, mais de là en conclure que les conditions propices à l'ouverture d'un dialogue sont réunies, il n'y a que quelques pas, et les plus optimistes ou les plus indulgents d'entre nous l'ont déjà fait. Or, il faut bien nous rendre à l'évidence que nous travaillons sur des indications et non sur des certitudes, et tant que subsistera le moindre doute, nous avons le devoir de nous en tenir aux principes de la Charte, clarifiés et renforcés par toutes les résolutions que nous avons prises pour contrer l'apartheid et ses effets néfastes sur la région. Car il ne sera pas dit que nous avons vendu nos frères sud-africains et failli à nos obligations et promesses envers les Etats de première ligne en échange d'illusions, si bien présentées soient-elles.

La difficulté majeure est que les problèmes qui confrontent l'Afrique australe sont étroitement imbriqués et, à titre d'exemple, le parachèvement de l'indépendance de la Namibie ne serait que d'une pertinence relative si nous n'étions pas assurés que dans cette région, la paix, le droit, la justice et la sécurité seraient équitablement partagés, déférant ainsi à la tendance qui semble guider le reste du monde. Admettons que nous soyons parvenus au stade où l'apartheid, dit mesquin, ne relève plus que d'un cauchemar, qui a pourtant duré et profondément marqué la personnalité de trois à quatre générations de Sud-Africains. Admettons que la paix et la concorde soient rétablies en Afrique du Sud et autour de l'Afrique du Sud, après de lourdes pertes en vies humaines, l'afflux des réfugiés et des personnes déplacées, la destruction des infrastructures et la débâcle dans les échanges socio-économiques. Admettons encore que l'apartheid institutionnel s'achemine vers un accommodement, lequel n'accepte d'ailleurs point le partage du pouvoir selon des règles démocratiques, tant il est vrai que, pour certains milieux sud-africains et d'ailleurs, la

M. Rabetafika (Madagascar)

confiscation de ce pouvoir a valeur de droit préemptif. Sommes-nous pour autant assurés que la démocratie aura définitivement droit de cité, sans qu'il y ait velléité d'hégémonie, de répression, et de maintien des bantoustans? Pour des raisons de convenance et d'opportunité, on peut afficher une attitude conciliante. La vérité est qu'il sera difficile de changer de mentalité lorsque celle-ci a été nourrie et façonnée par l'arrogance, l'ignorance, le fondamentalisme et le fait de se croire à part ou investi d'une mission spéciale.

Toutes les hypothèses sont donc permises. Il nous revient d'en faire un tri rigoureux, pour ne pas être en défaut lorsque nous aurons à réclamer l'application de nos principes, en vue de sauvegarder les droits fondamentaux des populations sud-africaines. Ces droits malheureusement n'ont pas encore été reconnus, et déjà l'on parle du caractère inéluctable du dialogue, en oubliant l'accueil que le régime de Pretoria a réservé au manifeste de Lusaka. Il est vrai que nos réflexions et nos initiatives sont actuellement centrées autour de la nouvelle Déclaration de Harare. Mais il serait illusoire et oiseux de prendre prétexte de ce regain de générosité africaine et de la situation internationale ambiante pour nous faire abandonner, de sitôt et sans contrepartie réelle, la politique des sanctions. Il fut un temps, il y a 25 ans de cela, où les Ministres des affaires étrangères de Sierra Leone, de Tunisie, du Libéria et de Madagascar, mandatés par l'Organisation de l'unité africaine, devaient visiter les capitales des pays membres du Conseil de sécurité pour leur demander d'exercer des pressions diplomatiques sur le régime sud-africain et de souscrire à des sanctions prévues par la Charte. Les contre-arguments les plus spécieux ont été avancés, et les résultats sont demeurés bien en deçà de ce que nous espérions. Il a fallu donc attendre 1985 pour arracher au Conseil de sécurité les décisions que nous connaissons et dont l'application laisse toujours à désirer.

M. Rabetafika (Madagascar)

Alors, ne nous demandez pas d'abandonner si aisément ce que nous avons obtenu de haute lutte! Car si nous devons rester logiques avec nous-mêmes, devons-nous comprendre, à partir du moment où nous acceptons que les pressions diplomatiques et les sanctions vont de pair, que le jour où les sanctions seront levées, les actions bilatérales vont à leur tour cesser, laissant ainsi libre cours à la volonté arbitraire de l'Afrique du Sud? Les sanctions ne sont pas éternelles; elles ne sont pas une fin en soi. Elles deviendront caduques lorsque nous percevrons qu'il y a une volonté réelle, de la part de l'Afrique du Sud et des autres, de procéder à la reconstruction de la société humaine et politique en Afrique du Sud sur la base de la justice, de l'équité, de l'exercice effectif des droits de l'homme et de la reconnaissance de la dignité humaine, volonté de contribuer à la réhabilitation économique des Etats de première ligne, et en particulier de l'Angola et du Mozambique victimes de l'agression, de la déstabilisation et de la projection aventurière mais délibérée de l'apartheid hors de ses frontières, volonté enfin de redéfinir et de garantir entre les Etats de la région des relations nouvelles fondées sur le respect et l'avantage mutuels.

L'apartheid n'aurait plus alors sa raison d'être. Une société globale, acceptable pour tous les secteurs du peuple sud-africain, pour les autres peuples de l'Afrique australe et pour l'opinion internationale, se dessinerait pour devenir une réalité irréversible. Et alors nous pourrions parler d'un dialogue significatif, et non plus tributaire de la volonté de se débarrasser des problèmes de l'Afrique australe à moindre frais. L'on pourrait nous rétorquer que nous reprenons d'une main ce que nous donnons de l'autre. Mais prenons exemple sur ce qui se passe dans d'autres parties du monde. Il n'y a pas de dialogue sans préalables, sans conditions ni objectifs. Malgré nos professions de foi du haut de cette tribune, le peuple sud-africain a le droit de se déterminer selon les circonstances et ses propres intérêts. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de l'aider dans sa lutte multiforme contre l'apartheid, de rappeler autant que de besoin les principes qui nous sont communs, de garantir aussi que les acquis de leur révolution ne tomberont pas dans l'escarcelle des opportunistes, de faire en sorte par nos prises de position que l'environnement leur soit favorable. Au-delà, c'est au peuple sud-africain, à lui et à lui seul de nous dire s'il est prêt à affronter les arcanes du dialogue, à assumer en toute responsabilité les conséquences, lesquelles - nous l'espérons - aboutiront à l'éradication de

M. Rabetafika (Madagascar)

l'apartheid et à l'avènement d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale, réconciliée avec elle-même, avec ses voisins et avec le reste de l'Afrique.

M. ERI (Papouasie-Nouvelle-Guinée) (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des trois Etats Membres du Melanesian Spearhead Group - la République du Vanuatu, les îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée - sur cette importante question : l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe.

Je tiens avant tout à réaffirmer que nos gouvernements respectifs sont fermement acquis à l'élimination totale de l'apartheid, politique et système socio-économique les plus odieux au monde. Nous nous associons à la communauté internationale pour exprimer notre profonde indignation devant un système qui n'est pas seulement répressif mais parfaitement inhumain. Nous pensons que tout effort visant à isoler l'Afrique du Sud renforce le combat héroïque des milliers de Sud-Africains noirs - hommes, femmes et enfants - qui continuent à lutter pour libérer l'Afrique du Sud et la préserver pour l'ensemble de son peuple.

Nous tenons à ce propos à rendre hommage à leur tolérance, à leur courage et à leur détermination, qui sont la marque d'un peuple fier et cultivé. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle serre les rangs avec ce peuple, à tous les niveaux, et pour qu'elle lutte en vue d'éliminer définitivement l'apartheid et la domination raciste.

Le message que nous souhaitons transmettre au régime de Pretoria est le suivant : l'apartheid a échoué. Des millions de Sud-Africains - Noirs, Métis, Indiens et un nombre croissant de Blancs, jeunes et moins jeunes, parents et enfants - l'ont rejeté.

Les incidents tragiques de Sharpeville, en 1960, et de Soweto, en 1976, de même que l'actuelle campagne de défi l'affirment - nette opposition à l'apartheid et son rejet sans équivoque.

Les mouvements anti-apartheid dans le monde entier, les Nations Unies, le Mouvement des non-alignés, le Commonwealth et l'Organisation de l'unité africaine continuent de faire pression sur le régime raciste. Les perspectives de victoire s'améliorent chaque jour.

L'heure de l'indépendance a enfin sonné pour la Namibie. Les souffrances, les destructions et l'oppression auxquelles le peuple namibien est en butte depuis plus d'un siècle touchent à leur fin. Nous saluons la South West Africa People's Organization (SWAPO) et le peuple namibien qui, avec courage et ténacité, a mené

M. Eri (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

une longue et âpre lutte pour conquérir son droit intrinsèque à vivre libre. Sa lutte héroïque pour la liberté et l'indépendance lui a valu l'appui indéfectible de la communauté mondiale.

Aujourd'hui que l'historique résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité est en train d'être appliquée et que le processus de transition de la Namibie vers l'indépendance est en cours, les gouvernements du Melanesian Spearhead Group voudraient s'associer à ceux qui ont rendu hommage au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour son attention personnelle, son dévouement et la diligence avec laquelle il s'est acquitté des obligations que confèrent aux Nations Unies la tutelle de la Namibie et de son peuple.

Il est possible que les changements en cours en Namibie et les réformes constitutionnelles en Afrique du Sud soient un indice de quelques changements positifs dans ce pays. Nous sommes convaincus que ce sont les pressions militaires exercées par la SWAPO et ses alliés qui ont amené Pretoria à la table de négociations en 1988. Nous pensons aussi que la lutte du peuple sud-africain et les sanctions commerciales et économiques imposées par certains pays occidentaux et d'autres Etats Membres de la communauté internationale ont eu un impact sur l'économie du régime raciste. C'est grâce à elles que des changements politiques sont aujourd'hui possibles en Afrique du Sud. Les promesses vagues, les tentatives de modifier les mécanismes de l'apartheid, les tours de passe-passe constitutionnel vont souvent de pair avec les arrestations et les détentions massives. Ils ont essentiellement pour but de saper l'unité des Sud-Africains noirs.

L'une des stratégies de l'Afrique du Sud pour perpétuer son régime raciste a consisté à imposer une censure plus stricte encore de la presse écrite et des autres médias. C'est ainsi que des journalistes ont été jetés en prison et que des journaux et d'autres moyens d'information anti-apartheid ont été interdits.

Pretoria s'est également employé à privilégier un groupe noir pour le monter contre les autres, autre mesure de répression qu'il a utilisée avec succès.

En sa qualité de co-président du Groupe de personnes éminentes du Commonwealth sur l'Afrique australe, le général Olusegun Obasanjo, ancien chef d'Etat du Nigéria, a justement parlé de

"violence noire contre les Noirs, où ils identifient ceux qu'ils peuvent armer, payer et organiser en milices, et qu'ils déchaînent dans les townships contre les opposants à l'apartheid."

M. Eri (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Ces mesures de répression et d'autres encore doivent être abandonnées par l'Afrique du Sud si elle souhaite montrer qu'elle a l'intention de procéder à des réformes politiques, sociales et économiques.

Si nos gouvernements sont attachés au concept de négociations et à sa mise en oeuvre, tel qu'il a été présenté par le Groupe des personnes éminentes, nous n'en sommes pas moins convaincus que l'unité est l'une des conditions principales de la victoire. Nous pensons en premier lieu à l'unité internationale, qui apporte à tous justice et assistance au peuple d'Afrique du Sud.

Le peuple mélanésien du Sud-Pacifique a fait l'expérience d'un colonialisme bien proche de l'apartheid. Aujourd'hui nous avons acquis l'indépendance politique et nous nous efforçons d'aider d'autres peuples mélanésiens à obtenir la leur. Nous lançons par conséquent un appel à tous les habitants de l'Afrique du Sud, qu'ils soient noirs, métis, indiens ou blancs progressistes, pour qu'ils forment un front uni fort et cohérent pour négocier avec Pretoria. Le calibre et le charisme de dirigeants tels que Nelson Mandela et Walter Sisulu sont des catalyseurs dans la lutte contre la politique sud-africaine du "diviser pour régner".

Il importe toutefois que le régime de Pretoria crée un climat propice aux négociations, ce qui signifie qu'il doit libérer Nelson Mandela et tous les autres prisonniers politiques encore incarcérés. Il doit cesser ses représailles contre les Etats voisins, lever les restrictions imposées aux syndicats, à la presse et aux médias et, surtout, mettre un terme à sa violence systématique contre les opposants de l'apartheid, particulièrement contre le peuple noir de l'Afrique du Sud.

Nous pensons qu'il existe déjà suffisamment de mécanismes pour exercer des pressions politiques, diplomatiques et économiques sur Pretoria. Il faut les renforcer et les utiliser pleinement. La coordination efficace de ces mesures intensifiera les efforts collectifs que nous déployons pour débarrasser le continent africain des derniers vestiges de la domination minoritaire blanche.

A notre avis, ces mesures ont eu un impact considérable en Afrique du Sud. Elles ne visent pas les victimes de l'apartheid car ce sont des mesures collectives destinées à faire pression sur Pretoria pour qu'il cède et qu'il introduise des changements politiques immédiats et positifs. Mais ne nous hâtons pas de pavoiser. Nous pensons qu'il faut faire plus, et surtout les pays qui ont des intérêts économiques substantiels en Afrique du Sud. Ils doivent s'associer aux

M. Eri (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

efforts de la communauté internationale pour démanteler complètement le régime raciste de l'Afrique du Sud.

Nos gouvernements appuieraient fermement toute initiative prise par la communauté internationale pour imposer des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud. Nous approuvons et faisons nôtre la Déclaration de Harare, du 21 août 1989, qui énonce les conditions fondamentales de l'ouverture d'un dialogue entre les représentants du peuple de l'Afrique du Sud et le régime de Pretoria.

En conclusion, les Gouvernements des pays mélanésiens du Pacifique-Sud sont prêts à appuyer le peuple de l'Afrique du Sud, porte-étendard de la lutte héroïque pour l'harmonie raciale et la liberté pour tous. Malgré l'immense distance qui nous sépare, nos riches cultures et traditions nous unissent au-delà des mers.

M. AL-SHAALI (Emirats arabes unis) (interprétation de l'arabe) : Au nom de ma délégation, j'ai le plaisir d'adresser à M. Garba, nos sincères félicitations à l'occasion de son élection à la présidence de cette seizième session extraordinaire de l'Assemblée générale et pour la façon magistrale dont il a dirigé la quarante-quatrième session ordinaire. Cette session extraordinaire sera sans aucun doute particulièrement efficace sous la présidence d'un fils de l'Afrique militante, qui représente un pays dont l'éloge n'est plus à faire s'agissant de la lutte contre le racisme et l'apartheid.

Voilà 40 ans que l'Assemblée générale condamne l'apartheid dans des résolutions successives en tant que crime contre l'humanité. Nous n'avons pas besoin de discuter des crimes perpétrés par le régime d'apartheid en Afrique du Sud même, ou contre les Etats de première ligne, après les déclarations exhaustives du Président de la Zambie, M. Kenneth Kuanda, et du Président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, au début de cette session extraordinaire.

Point n'est besoin non plus de démontrer que les changements entrepris par le nouveau Gouvernement sud-africain ne sont que de pure forme et superficiels et ne modifient en rien le fond de la politique d'apartheid qui, selon la presse, continue de plus belle. Les médias ne cessent de parler des mesures d'oppression et de détention prises contre les Noirs par les autorités sud-africaines.

En Afrique australe, beaucoup de choses se sont passées cette année. Les élections qui ont confirmé l'indépendance de la Namibie, l'accord quadripartite sur l'Angola et la libération de certains dirigeants politiques des prisons

M. Al-Shaali (Emirats arabes unis)

sud-africaines sont particulièrement marquants. Toutefois, il ne fait aucun doute que l'événement le plus important de tous a été la Déclaration de Harare, venue à point nommé qui, par sa teneur, a confirmé la crédibilité des Etats africains de première ligne et exprime leur détermination de parvenir à un règlement pacifique de la situation en Afrique australe.

La Déclaration de Harare a établi un plan d'action clair et complet qui, s'il est appliqué, sera le meilleur moyen, et le plus rapide, de sauver l'Afrique du Sud et l'ensemble de la région des horreurs du racisme de l'apartheid, ce système qui constitue un affront à toutes les valeurs et concepts humanitaires et empêche l'Afrique australe de se développer économiquement.

De tout ce qui s'est passé depuis un an, on peut conclure que les pressions politiques, économiques et militaires ont donné des résultats et que, sans elles et, bien entendu, sans la vaillante résistance des Africains, le régime raciste aurait refusé de négocier. Nous sommes persuadés qu'en accentuant les pressions économiques, nous atteindrons le but que nous recherchons tous : le démantèlement, une fois pour toutes, de l'apartheid.

Comme l'a dit le Président Mugabe, il serait infiniment plus facile à la communauté internationale de prendre position en ce moment contre l'apartheid, n'était de la collaboration d'Israël avec l'Afrique du Sud, sur le plan militaire et nucléaire, économique, culturel et scientifique.

M. Al-Shaali (Emirats arabes unis)

Le régime raciste en Afrique du Sud a trouvé en Israël un allié qui lui permet de rompre l'isolement que lui impose la communauté internationale, d'avoir accès aux marchés internationaux et d'acquérir des technologies militaires perfectionnées qu'il ne peut obtenir directement ailleurs. La collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud, par sa nature même, va bien au-delà d'une simple coopération ordinaire; elle se place au niveau d'une coordination stratégique et représente de ce fait une menace grave et constante tant pour les pays africains que pour les Etats arabes, du fait surtout que les bases idéologiques des deux régimes, à Pretoria et à Tel-Aviv, ont les mêmes méthodes d'approche et d'application, c'est-à-dire les préceptes de discrimination raciale.

Les Emirats arabes unis sont fiers de leur engagement total à l'égard des résolutions de l'Assemblée générale et de la Ligue des Etats arabes quant au boycottage absolu du régime de Pretoria. Mon pays n'entretient de relations diplomatiques, économiques, culturelles ou militaires d'aucune sorte avec l'Afrique du Sud et a imposé une interdiction globale sur les exportations d'essence - qui sont parmi ses principales exportations - et de dérivés pétroliers à l'Afrique du Sud. Nous suivons de très près toutes violations éventuelles de cet embargo que pourraient commettre les compagnies de transport, pour éviter qu'elles ne se reproduisent. Nous appuyons sans réserve la lutte légitime du peuple de l'Afrique du Sud, sous la direction de l'African National Congress of South Africa (ANC) et d'autres organisations nationalistes, ainsi que celle des Etats de première ligne, dont l'indépendance et la stabilité politique et économique sont menacées par l'attitude hostile du régime de Pretoria. Nous saluons donc les positions de principe de ces Etats et réaffirmons notre entière solidarité avec eux et avec la majorité noire en Afrique du Sud dans sa lutte pour l'élimination de l'apartheid et le retour de la paix et de la stabilité en Afrique australe.

Nous tenons à réaffirmer que le régime d'apartheid ne peut être ni réformé ni amendé. Il doit être éliminé. La seule façon d'y parvenir est d'adopter une position internationale concertée sans équivoque dont les mesures pratiques et efficaces ne laisseront aucune place pour les manoeuvres tactiques ou les faux-fuyants de la part du régime raciste.

Nous sommes convaincus que le flambeau de la liberté qui a dissipé l'obscurité dans de nombreuses parties du monde devra finir par briller en Afrique australe. Nous croyons que le racisme va à contre-courant de la nature humaine et que, tout comme il a disparu dans d'autres parties du monde, il sera en fin de compte éliminé tant en Afrique du Sud qu'en Palestine.

M. SEBURYAMO (Burundi) : Monsieur le Président, permettez-moi de joindre ma voix à celles des autres orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, pour exprimer encore une fois les chaleureuses et sincères félicitations de la délégation burundaise, à vous-même et aux autres membres du Bureau, pour la confiance qu'on vient de vous renouveler en vous confiant la présidence de la présente session extraordinaire sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe.

L'apartheid est une tare de la civilisation, un anachronisme abominable, parce qu'il constitue de toute évidence l'exemple le plus troublant de toutes les formes du mal, cultivant l'esprit de la division et de la haine.

De ce fait, l'Afrique du Sud, qui a institutionnalisé ce système raciste, est perçue comme étant la dernière citadelle de l'esclavagisme et de la colonisation, phénomènes de temps qu'aujourd'hui la communauté internationale s'accorde à reconnaître comme dépassés.

Le Burundi, mon pays, fidèle à ses principes de politique étrangère, a constamment condamné cette politique de discrimination raciale, totalement inacceptable car elle fait fi des valeurs humaines en général, de la vie tout court, quatre décennies après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le sort à réserver à ce système ignoble ne peut être que son élimination immédiate et inconditionnelle; l'apartheid, on l'a reconnu, est un crime odieux. C'est également un fléau à ne pas réformer mais à éradiquer.

La présente session extraordinaire nous offre encore une fois l'occasion d'oeuvrer pour le changement de l'histoire de millions d'êtres humains qui, en Afrique australe, vivent sous le joug de ce régime. Nous devrions profiter du climat politique aujourd'hui favorable dans les relations internationales pour que le vent du changement souffle aussi vers cette partie du continent africain qui a trop longtemps vécu ce cauchemar.

A cet effet, la Déclaration de Harare du 21 août 1989, à laquelle le Burundi a accordé son plein appui, constitue sans conteste, un "manuel de navigation", comme l'a si pertinemment dit hier S. E. M. Robert Gabriel Mugabe, Président de la République du Zimbabwe, qui pourrait conduire à la transformation de l'Afrique du Sud en une société non raciale fondée sur des principes démocratiques reconnus.

M. Seburyamo (Burundi)

Au risque de contredire certaines voix, nous pensons que rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que le régime raciste de Pretoria est prêt à vibrer au rythme des changements qui secouent maintenant une partie de l'Europe. Les quelques réformes superficielles et gestes isolés restent insignifiants et très peu crédibles, aussi longtemps qu'ils ne visent pas à ébranler les fondements de cet odieux système d'apartheid.

Nous invitons donc instamment la communauté internationale à redoubler plutôt de vigilance et à intensifier ses pressions sur l'Afrique du Sud, car ces soi-disant réformes pourraient n'avoir comme objectif que de détourner l'opinion internationale des vraies racines du mal.

La communauté internationale ne devrait accorder un quelconque crédit aux professions de foi des autorités sud-africaines que si certaines conditions préalables sont bien remplies : par exemple, abroger toutes les lois discriminatoires, fondement même de cette politique tant décriée; mettre fin à l'état d'urgence; libérer sans condition Nelson Mandela et tous les autres prisonniers politiques; cesser la terreur contre les combattants anti-apartheid; et engager des négociations véritables et sincères avec la majorité de la population sud-africaine.

A chaque fois qu'il a eu l'occasion de le faire, mon pays a toujours rappelé ces conditions qui, à son avis, constituent un tout indivisible mais minimal à exiger du régime sud-africain avant de lui accorder une quelconque crédibilité.

M. Seburyamo (Burundi)

Les conséquences néfastes de l'apartheid ont dépassé les frontières de l'Afrique du Sud : les pays voisins de ce régime raciste en ont subi de terribles contre-coups. L'Afrique du Sud s'est livrée plus d'une fois à des manoeuvres de déstabilisation, de violence et de destruction de toutes sortes à l'encontre des pays de la ligne de front. Le coût en matériel et en vies humaines de ce jeu cynique et meurtrier est inestimable : des chiffres de 60 milliards de dollars des Etats-Unis depuis 1980 et des pertes de 1,5 million de vies humaines ont été cités.

Que dire des personnes déplacées, des réfugiés, des enfants mal nourris ou non scolarisés, des milliers de mutilés?

Le prix énorme à payer par ces pays de la ligne de front sur le plan économique et humain fait partie d'une stratégie délibérée qui a pour but de maintenir ces Etats indépendants sous la tutelle économique de l'Afrique du Sud et même dans une certaine soumission politique vis-à-vis de leur puissant voisin.

Cette situation intolérable devrait inciter la communauté internationale à réfléchir et à redoubler d'efforts pour mettre fin rapidement à ce régime banni. La communauté internationale doit s'unir, mobiliser ses énergies pour relever le défi qui lui est lancé.

A cet égard, nous pensons qu'avant que l'élimination complète de l'apartheid ne devienne une réalité, il convient de poursuivre et intensifier la mobilisation de nos efforts et de décréter d'autres sanctions contre le régime de Pretoria. L'expérience nous a montré que c'est peut-être la seule voie capable d'influencer rapidement les changements en Afrique du Sud, même si certains ne semblent pas acquis à cette option.

Parallèlement à l'application rigoureuse de ces mesures, la communauté internationale se mobiliserait aussi pour venir en aide à toutes les victimes de l'apartheid.

En conclusion, je voudrais saisir cette occasion pour renouveler le soutien du Gouvernement du Burundi aux mouvements de libération d'Afrique du Sud qui représentent les aspirations authentiques des populations noires de ce pays, en particulier l'ANC et le PAC.

L'action du Gouvernement burundais est épaulée par le mouvement national de soutien à l'Afrique australe, association sans but lucratif, qui par ses activités apporte modestement son soutien moral et matériel aux victimes de l'apartheid et participe à la campagne nationale et internationale contre ce système, le plus dégradant de l'époque contemporaine.

M. Seburyamo (Burundi)

Le Burundi espère vivement que l'esprit unanime qui a présidé à la convocation de cette session extraordinaire fera qu'à l'issue de nos délibérations un consensus international se dégagera qui permettra à tous les Etats de travailler de concert à l'élimination rapide et totale de l'apartheid.

M. AL-NASSER (Qatar) (interprétation de l'arabe) : Plus de 40 ans se sont écoulés depuis que Pretoria a adopté sa politique d'apartheid et en a fait le cadre institutionnel des pratiques de la minorité blanche visant à monopoliser le pouvoir politique et le contrôle de l'économie, à asservir et à exploiter la majorité noire qui subit la répression et l'injustice et qui est privée des droits les plus fondamentaux de l'homme.

Dès l'adoption de cette politique, la communauté internationale l'a dénoncée dans d'innombrables résolutions de l'Assemblée générale car elle constitue une violation flagrante des principes et objectifs de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et des normes élémentaires du comportement humain.

Toutefois, le régime de Pretoria a défié la volonté de la communauté internationale, rejeté les résolutions des Nations Unies et fait fi de l'opinion publique mondiale. De toute évidence, ce régime a décidé de vivre sans tenir compte des idéaux de la conscience humaine et du comportement civilisé.

La majorité africaine n'est pas restée les bras croisés. Elle s'est insurgée pour défendre sa dignité et a rejeté l'esclavage inhérent à cette politique odieuse. Elle a été soutenue par la plupart des pays du monde. Les Nations Unies ont imposé des sanctions en vertu de la Charte et invité leurs membres à boycotter l'Afrique du Sud dans les domaines économique et militaire dans l'espoir que son gouvernement changerait de politique.

Mais le Gouvernement sud-africain est resté intransigeant, appuyé par bon nombre de pays qui l'ont encouragé à braver l'opinion publique mondiale, à ne pas respecter les résolutions des Nations Unies et à poursuivre sa politique de répression et de persécution de la majorité noire. Pour ce faire, il a imposé l'état d'urgence, incarcéré des milliers de gens et recouru à la violence, à la torture et à l'assassinat.

Récemment, des événements se sont produits qui pourraient donner l'impression d'un semblant d'amélioration de la situation en Afrique du Sud, mais en réalité rien n'a changé. Le sort de la majorité noire n'est pas meilleur; elle est toujours privée de ses droits les plus fondamentaux. Tant que la politique

M. Al-Nasser (Qatar)

d'apartheid restera institutionnalisée en Afrique du Sud, la majorité noire restera privée de son droit à participer à une vie politique démocratique. Les récents changements tant vantés ne sont que des palliatifs et ne constituent pas une réforme radicale et durable.

Le mouvement de libération et les pressions économiques et politiques exercées sur le régime d'apartheid ont contribué à saper cette politique et ont permis d'espérer son élimination totale si la communauté internationale fait des efforts concertés et résolus.

La coopération qui continue entre le Gouvernement de l'Afrique du Sud et certains pays empêche l'élimination de la politique raciste de Pretoria. Sans aucun doute, les sanctions imposées par le Conseil de sécurité seraient plus efficaces si l'Afrique du Sud n'était pas aidée et encouragée par ces Etats.

C'est grâce à cette assistance que le régime de Pretoria a pu obtenir une capacité nucléaire et devenir une puissance militaire qui menace la paix et la sécurité non seulement en Afrique australe mais dans l'Afrique tout entière.

M. Al-Nasser (Qatar)

Cela a été fait au mépris des résolutions des Nations Unies en vertu desquelles un embargo sur les livraisons d'armes a été imposé à l'encontre du régime raciste.

Dans ce contexte, le renforcement de la collaboration entre ce régime et Israël constitue un développement dangereux. Israël a fourni au régime sud-africain une assistance technologique qui lui a permis de mettre au point des armes nucléaires et les missiles porteurs de telles armes. Cela contredit de manière flagrante les affirmations de Pretoria selon lesquelles il aurait fermement l'intention de changer de politique. Ce qu'il vise, en réalité, c'est le renforcement de sa force militaire, l'intensification de la répression de la majorité noire et des actes d'intimidation à l'encontre des Etats de première ligne, l'objectif ultime étant bien entendu la perpétuation de la politique d'apartheid.

La communauté internationale n'a d'autre choix que de poursuivre ses efforts en vue de l'éradication de la politique répugnante de l'apartheid, qui va à l'encontre de toutes les valeurs humaines.

Le Mouvement des pays non alignés, à sa neuvième Conférence au sommet qui a eu lieu récemment, a également insisté là-dessus, de même que le Comité spécial contre l'apartheid, qui a mis en garde la communauté internationale et l'opinion publique mondiale contre les dangers inhérents à la politique de Pretoria, l'invitant à s'unir davantage dans la lutte contre l'apartheid, démarche dont il convient de le féliciter.

L'Assemblée générale ne doit pas se laisser berner par un semblant de réforme ou quelque changement illusoire. Elle doit exiger que la justice, la démocratie et l'égalité soient rétablies dans toute l'Afrique australe. Elle doit avertir le régime de Pretoria qu'elle poursuivra inlassablement ses efforts jusqu'à ce que la politique d'apartheid soit complètement éliminée.

M. NOOR (Afghanistan) (interprétation de l'anglais) : Le verdict prononcé par la communauté internationale sur l'apartheid est clair et net : ce système inhumain et odieux doit être démantelé et remplacé par un système de gouvernement libre, démocratique et non racial. L'apartheid ne peut pas être réformé du fait qu'il ignore complètement les valeurs humaines fondamentales, et ce à un point tel que les droits de l'homme et la dignité humaine ne peuvent s'affirmer. L'apartheid réformé serait toujours l'apartheid et demeurerait par conséquent un mal inacceptable pour l'humanité.

M. Noor (Afghanistan)

Au fil des ans, l'état d'urgence décrété par le régime raciste de Pretoria n'a fait que renforcer l'emprise du régime minoritaire sur la majorité noire et non blanche en Afrique du Sud et lui imposer des lois draconiennes. Ainsi libérées de toute contrainte juridique, la police et l'armée ont eu recours, en toute impunité, à la torture et au meurtre, de façon brutale et arbitraire. La vague de répression, d'assassinat et de torture a coûté la vie à d'innombrables fils et filles de l'Afrique du Sud. Même la vie de petits enfants n'a pas été épargnée.

La politique de bantoustanisation pratiquée par le régime raciste de Pretoria vise à cantonner effectivement la majorité de la population noire d'Afrique du Sud dans une zone représentant moins de 30 % de la superficie du pays et principalement constituée de terres arides et impropres à la culture, incapables d'assurer l'existence de cette population. La population majoritaire noire vivant à l'extérieur des bantoustans est privée des droits et privilèges que devrait lui conférer sa citoyenneté dans son propre pays. Le déplacement forcé et cruel auquel sont soumis des centaines de milliers de Noirs est la conséquence de cette politique de répression.

La civilisation et le progrès humains exigent que l'on empêche le système d'apartheid de se perpétuer éternellement. Il ne peut survivre parce que l'humanité tout entière ne peut en tolérer l'existence et, surtout, parce que le peuple d'Afrique du Sud ne permettra pas qu'il continue d'exister. Ce peuple s'est dressé pour défendre ses droits de l'homme et sa dignité, éliminer le phénomène scandaleux de l'apartheid et créer un système libre, démocratique et non racial sur son territoire.

La lutte de libération menée par le peuple d'Afrique du Sud sous la direction de l'African National Congress (ANC) et des autres mouvements de libération nationale ne peut qu'être victorieuse. Nous saluons leur courage et leur détermination et nous déclarons totalement solidaires de leur noble cause, que nous appuyons sans réserve. Nous exprimons également notre plein appui aux Etats de première ligne d'Afrique australe, qui sont la cible des actes de déstabilisation, d'agression et de sabotage perpétrés par le régime de Pretoria.

Ma délégation se félicite de la Déclaration du Comité ad hoc de l'OUA sur l'Afrique australe publiée à Harare le 21 août 1989. La Déclaration, qui a été sanctionnée par le Mouvement des pays non alignés, se prononce en faveur d'un changement pacifique en Afrique du Sud, de façon à mettre fin à l'apartheid et à le

M. Noor (Afghanistan)

remplacer par un système démocratique et non racial. Nous nous félicitons également de la conférence pour un avenir démocratique en Afrique du Sud qui s'est tenue récemment avec la participation de l'ANC et d'autres mouvements anti-apartheid du pays. Les participants ont clairement indiqué lors de la conférence qu'ils étaient prêts à négocier avec le gouvernement de la minorité blanche, preuve de la position de principe des Sud-Africains qui luttent pour l'établissement d'un système démocratique et non racial. Il reste maintenant au régime de Pretoria de renoncer à son rêve impossible - la perpétuation de l'apartheid - et d'entamer de bonne foi des négociations constructives avec les représentants de la majorité. Le succès de telles négociations - dont l'objectif est l'établissement d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale où chaque citoyen du pays, sans distinction de race ou de couleur, jouirait de droits égaux - est la seule option pacifique si l'on veut éviter une transformation violente de la société sud-africaine.

Pour cela, et avant de pouvoir entamer un dialogue digne de ce nom, le régime de Pretoria devra prendre certaines mesures, et notamment la libération de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques, la levée de tous les interdictions et restrictions et la fin de l'état d'urgence. L'adoption d'une nouvelle constitution consacrant le principe d'une société unie, libre, démocratique et non raciale et la forme du gouvernement - question sur laquelle les négociations doivent se concentrer - préparera la voie à la fin de l'apartheid de manière pacifique et ordonnée.

Entre-temps, la communauté internationale doit accentuer de toutes les façons la pression exercée sur Pretoria pour l'amener à engager et à achever un dialogue honnête et constructif. L'Assemblée générale, à la présente session extraordinaire, doit faire savoir à Pretoria dans les termes les plus énergiques que cette instance et la communauté internationale sont fermement résolues à renforcer les sanctions, y compris des sanctions complètes et obligatoires, contre le régime raciste, jusqu'à ce que le régime manifeste sa volonté de travailler, en entamant de sérieuses négociations avec les mouvements de libération, au démantèlement de l'apartheid, en vue d'une transition rapide vers un système démocratique et non racial.

M. DAZA (Chili) (interprétation de l'espagnol) : Cette seizième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de l'apartheid contient deux éléments symboliques qui augurent bien de la possibilité de trouver une solution à ce problème qui inquiète tant la communauté internationale.

Tout d'abord, le fait que l'Ambassadeur Garba préside cette session nous donne l'assurance que des efforts sérieux seront entrepris pour surmonter les effets dévastateurs, tant sur le plan moral que matériel, de l'apartheid. Il a toujours été étroitement mêlé à la lutte des peuples d'Afrique pour la liberté et aux efforts incessants visant à assurer une vie digne à tous les êtres humains. L'une des manifestations les plus importantes d'une vie digne est l'élimination de toute forme de discrimination raciale.

Deuxièmement, nous devons souligner que cette session extraordinaire a lieu à un moment qui annonce une ère où la paix et la coopération occuperont une place privilégiée dans la vie de la communauté internationale. Partout dans le monde, les tensions diminuent et un élan vital en faveur de la liberté et de la compréhension remplace l'agressivité et le dogmatisme. Dans cette ère nouvelle, il n'y a pas place pour l'apartheid.

L'histoire de mon pays a été associée à la protection de l'égalité fondamentale des êtres humains, qui se fonde sur des droits supérieurs à ceux de l'Etat et qui doit représenter une garantie pour la structure sociale tout entière.

Lorsque le Chili a accédé à l'indépendance, il y a de cela près de 180 ans, cette égalité a été consolidée par les textes constitutionnels élaborés et mis en vigueur par les premiers gouvernements de la République. Notre processus institutionnel, politique et social s'identifie donc depuis la naissance de la liberté au Chili à ce principe supérieur auquel le peuple n'a jamais renoncé.

Cet impératif historique, la profonde conviction des Chiliens que tous les être humains naissent libres et égaux, explique la position constante du Chili au cours des ans au sein de l'Organisation, en particulier au sein du Comité spécial sur la décolonisation et au Conseil pour la Namibie. Cela explique également les déclarations fermes contre la politique et les pratiques de l'apartheid constamment prononcées par les ministres chiliens des affaires étrangères qui ont participé aux sessions de l'Assemblée générale.

M. Daza (Chili)

Cela explique également la satisfaction avec laquelle nous avons observé le processus d'indépendance de la Namibie, qui constitue sans aucun doute l'un des événements les plus marquants auxquels a assisté la communauté internationale ces dernières années, si l'on songe à la signification importante que revêt cet événement pour la paix mondiale et pour la garantie d'une vie digne à l'être humain.

En plus des félicitations que nous adressons au peuple namibien pour l'exemple qu'il a donné au monde, nous voudrions faire remarquer que cet événement coïncide de manière heureuse avec la convocation de cette session extraordinaire et nous permet d'envisager avec optimisme la recherche des moyens de surmonter l'apartheid. Je dis cela car dès que le peuple namibien a pu suivre le chemin de la liberté et de la démocratie, il s'est définitivement débarrassé des effets odieux de la ségrégation raciale.

Nous avons le privilège de ne pas simplement assister, mais également de participer activement aux événements qui modifient la face du monde d'une manière positive. Un fervent désir d'une liberté politique et de progrès social et économique plus important est apparu dans les lieux où seuls régnaient jusqu'à présent le désespoir et le dogmatisme. En exorcisant ces maux, les hommes et les femmes qui vivaient sous l'oppression se sont dressés pour exiger de leurs dirigeants des modes de vie qui s'accordent avec la dignité inhérente à l'être humain.

Il semble que les dirigeants de l'Afrique du Sud également ne veuillent pas rester en marge de ce nouvel esprit qui anime l'humanité. Nous avons pu observer que le gouvernement du Président De Klerk a adopté certaines mesures que nous osons qualifier d'encourageantes, et qui ont trait à l'abandon, du moins partiellement, de politiques et de pratiques dont l'élimination a été demandée pendant des années par toutes les nations du monde, car elles étaient contraires à notre civilisation et incompatibles avec son essence même.

Certes, nous voulons croire que les dirigeants sud-africains sont inspirés par la bonne volonté et persisteront dans leurs efforts, mais nous sommes d'avis que l'apartheid, pour améliorer son image, n'admet pas de demi-mesures, ni de modification de pure forme, si profondes soient-elles. De l'avis du Chili et du peuple chilien, la seule mesure acceptable est l'élimination définitive de la politique et de la pratique de l'apartheid et de toutes les autres manifestations de discrimination dans le monde.

M. Daza (Chili)

La tâche essentielle des Nations Unies, qui est de renforcer la paix dans le monde, ne sera pas achevée tant que l'apartheid subsistera au sein de la communauté internationale.

M. KHAMSY (République démocratique populaire lao) : Monsieur le Président, la délégation de la République démocratique populaire lao est heureuse de vous retrouver à la présidence de cette session extraordinaire de notre auguste assemblée, consacrée à une question particulièrement cruciale que nous voulons placer au premier plan de l'actualité, celle de "l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe". Votre longue expérience et vos activités bien connues et appréciées à la tête du Comité spécial contre l'apartheid constituent, à n'en pas douter, un gage de succès pour notre session. Dans l'accomplissement de votre tâche, vous pourrez compter sur l'entière coopération de notre délégation.

La Charte des Nations Unies qui se prononce clairement en faveur de la dignité et de l'égalité de tous les êtres humains, quelle que soit leur race ou la couleur de leur peau, avait été adoptée dès 1945. Juste une année après, c'est-à-dire en 1946, indignée par la pratique odieuse de la discrimination raciale en Afrique du Sud par la minorité blanche au pouvoir, l'Assemblée générale en avait été saisie et la question débattue pour la première fois dans l'espoir de la voir disparaître à jamais de la surface de notre planète. Le Gouvernement sud-africain, au lieu de se conformer aux exigences du monde civilisé et de se plier aux recommandations pertinentes de la communauté internationale, avait choisi d'intensifier, particulièrement à l'encontre de la population noire majoritaire, sa politique de ségrégation et de répression qu'il avait alors institutionnalisée en régime d'apartheid. Il faut reconnaître à ce propos que l'engagement et les efforts de notre organisation universelle dans la lutte contre ce régime inhumain, au cours des années, sont plus que méritoires et hautement appréciables.*

* M. Pawlak (Pologne), Vice-Président, assume la présidence.

M. Khamsy (Rép. dém. pop. lao)

L'Assemblée générale avait déclaré à juste titre que l'apartheid est un crime contre l'humanité et qu'il constitue une violation flagrante des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration des droits de l'homme, dont l'article premier proclame solennellement que "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits".

Le monde où nous vivons évolue à présent dans un climat de relâchement général de tension. En effet, nous avons assisté partout, depuis quelque temps, au redoublement d'efforts en vue de promouvoir la compréhension mutuelle, la détente et le dialogue constructif dans la recherche de solutions aux problèmes les plus cruciaux auxquels est confrontée l'humanité, particulièrement ceux qui concernent la paix et la sécurité des peuples ainsi que leurs droits fondamentaux à la liberté et à l'autodétermination. Devant cette évolution positive vers la paix et la fraternité internationales, il est triste et même répugnant de constater que le gouvernement de Pretoria, quant à lui, persiste toujours à imposer son régime immoral et criminel à des millions d'êtres humains dans les terres qui appartenaient pourtant à leurs ancêtres, et ce, pour la simple raison qu'ils sont des gens de couleur, et ne semble encore prêt à entreprendre aucune initiative fondamentale pour démanteler ce système odieux. C'est ainsi que, pour briser les aspirations légitimes de la population noire majoritaire, il avait choisi d'utiliser les moyens les plus répressifs et les plus brutaux, allant de la réimposition, pour la quatrième année consécutive, de l'état d'urgence entraînant des arrestations et détentions massives et des exécutions sommaires, aux enlèvements et assassinats. Les activités des groupes de civils armés et des escadrons de la mort, qui font la terreur des populations sans défense, sont non seulement tolérées, mais aussi encouragées par les pouvoirs publics. Les censures draconiennes de la presse pour cacher au reste du monde les violations des droits de l'homme, les mesures d'interdiction, les déplacements forcés des populations et les procès politiques s'inscrivent tous dans le cadre de la stratégie répressive du gouvernement de Pretoria. Parmi les quelque 3 500 détenus politiques, on compte généralement des syndicalistes, des étudiants, des chefs communautaires et religieux, des journalistes et des militants des mouvements de masse. Beaucoup parmi eux étaient soumis aux mauvais traitements et aux tortures et languissent depuis des années en prison. L'on a signalé que 40 personnes ont été exécutées au cours de cette année. Tandis que les autres, dont la peine de mort avait été également déjà prononcée, n'attendaient plus que le jour de leur exécution.

M. Khamsy (Rép. dém. pop. lao)

La politique criminelle d'apartheid avait également, par ses effets déstabilisateurs, débordé sur les pays voisins de l'Afrique du Sud. Des incursions armées et des raids contre les Etats de première ligne y avaient causé des pertes énormes en vies humaines et détruit, dans certains cas, de larges infrastructures économiques. Pretoria avait, d'autre part, armé et équipé des groupes de bandits et autres traîtres à sa solde pour leur permettre d'entretenir dans ces Etats, particulièrement en Angola et au Mozambique, un climat d'insécurité permanente, compromettant ainsi gravement leur programme de développement économique.

Certains milieux connus pour leur sympathie à l'endroit du gouvernement de Pretoria semblent enclins à admettre que M. De Klerk s'est engagé sérieusement à entreprendre des réformes approfondies du système d'apartheid. Nous avons constaté qu'il y a certes quelques changements depuis un certain temps. Mais ces changements ne sont, à vrai dire, que superficiels, car la nature et les structures de l'apartheid subsistent toujours avec le maintien des droits de groupes et le maintien de la supériorité blanche. En effet, ce serait bien naïf que de parler de réforme, car par sa nature, nous savons que ce système ne pourra être réformé. En Afrique du Sud, l'apartheid doit être aboli ou éliminé, et remplacé par un système démocratique non fondé sur les préjugés de race, de couleur ou de croyance.

En Namibie, si le Gouvernement sud-africain avait accepté d'entamer des pourparlers sur le processus d'indépendance de ce territoire, ce ne serait certainement pas grâce au bon vouloir de Pretoria. Les revers qu'il a subis sur le champ de bataille dans le sud de l'Angola, la pression internationale croissante, les sanctions économiques adoptées par de nombreux pays et les luttes courageuses et les sacrifices consentis par les peuples de cette région sous la direction de leurs mouvements de libération nationale respectifs ont concouru aux quelques changements que nous avons observés. La communauté internationale ne devrait en aucun cas se laisser leurrer par des promesses de libéralisation ou par ces changements superficiels. Comme l'apartheid ne saurait être réformé ni libéralisé, elle se doit de maintenir et de renforcer ses pressions et d'exiger que des sanctions globales et obligatoires, telles qu'elles sont prévues au Chapitre VII de la Charte, soient appliquées contre Pretoria.

La République démocratique populaire lao tient à réitérer son ferme soutien et sa pleine solidarité aux peuples victimes de l'apartheid de l'Afrique du Sud sous la bannière de l'African National Congress (ANC), au peuple de la Namibie sous la

M. Khamsy (Rép. dém. pop. lao)

direction de la SWAPO, et aux peuples des Etats de première ligne, dans leur juste lutte pour recouvrer leurs droits fondamentaux à la dignité humaine et à l'autodétermination, pour parachever leur indépendance nationale et pour défendre leur souveraineté et leur intégrité territoriale. Elle se joint à la communauté internationale pour exiger que le régime de Pretoria mette un terme aux procès politiques et à l'exécution des patriotes, libère sans condition Nelson R. Mandela et tous les autres prisonniers et détenus politiques encore incarcérés, supprime tous les interdits et restrictions frappant les organisations et les personnes, retire toutes les troupes des townships, lève l'état d'urgence et abroge toutes les lois conçues pour limiter les activités politiques de la population noire et d'autres communautés de couleur.

Ce n'est qu'après avoir pris de telles mesures et accepté d'entamer des pourparlers politiques avec l'ANC et autres mouvements patriotiques que Pretoria pourra vraiment prétendre s'engager dans la voie de la transformation de l'Afrique du Sud en une société unie, démocratique et non raciale. C'est dans cet esprit que mon pays appuie entièrement la Déclaration du Comité ad hoc de l'OUA pour l'Afrique australe sur la question de l'Afrique du Sud adoptée le 21 août 1989 à Harare, Déclaration que la neuvième Conférence au sommet des pays non alignés de Belgrade a fait sienne dans son document final.

M. THOMPSON (Fidji) (interprétation de l'anglais) : En raison du rôle actif et particulièrement efficace qu'il a personnellement joué en tant que président du Comité spécial contre l'apartheid au cours des cinq dernières années, l'Ambassadeur Garba était tout particulièrement désigné pour présider cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe. Son engagement bien connu et ses qualités diplomatiques remarquables se trouveraient consacrés si la session extraordinaire adoptait le plan d'action élaboré par le Comité spécial dans le but de parvenir au démantèlement rapide et pacifique du système d'apartheid universellement aborhé.

Le vent du changement qui souffle à travers le monde a déjà apporté des modifications positives dans des domaines où, il y a seulement quelques mois, cela paraissait impossible. Le rythme de l'évolution intervenue a été si rapide et sa portée si grande qu'il est encore difficile d'en mesurer totalement l'impact. Ce qui est clair, cependant, c'est qu'un ordre mondial différent est en voie de formation, dont les conséquences et les ramifications auront une portée très large et modifieront grandement le cours de l'histoire de l'homme.

Cette dynamique de changement et de transformation sociale et politique donne au régime d'apartheid de l'Afrique du Sud une occasion historique de se débarrasser d'un héritage dépassé et universellement condamné. La communauté internationale doit coopérer pour faire en sorte que cette occasion historique ne soit pas manquée. A cet égard, et pour reprendre les mots du Président, l'entente commune entre la communauté internationale et le peuple de l'Afrique du Sud tout entière est nécessaire pour déboucher sur une solution concrète et significative des problèmes et questions complexes dus aux politiques et pratiques de l'apartheid.

La Déclaration sur l'Afrique du Sud, publiée en août dernier par l'Organisation de l'unité africaine à Harare, constitue une déclaration de principe clairvoyante et fournit une base constructive pour un dialogue entre le régime de Pretoria et les représentants authentiques du peuple de l'Afrique du Sud. Ce dialogue doit s'ouvrir dès maintenant. Le Gouvernement de l'Afrique du Sud, pour sa part, doit faire la preuve, par des mesures concrètes, qu'il entend sérieusement s'orienter vers "un système constitutionnel, social et économique libre et équitable". (A/S-16/6, p. 2)

M. Thompson (Fidji)

De nombreuses forces en Afrique du Sud appellent, depuis longtemps, à des changements fondamentaux du régime politique en vigueur dans le pays. La revendication se fait de plus en plus pressante étant donné que la population sud-africaine, dans son immense majorité et dans toutes les couches de la société, se rend compte que le temps presse. La récente déclaration historique de Johannesburg relative à la Conférence pour un avenir démocratique a demandé, entre autres, que des pressions intensifiées soient exercées pour permettre l'ouverture de négociations véritables débouchant sur l'abolition totale du système d'apartheid.

En raison des troubles engendrés par le régime d'apartheid, les Etats de première ligne ont dû supporter un fardeau écrasant, dont les conséquences sont incalculables du point de vue humain et dont le coût, du point de vue matériel, a atteint quelque 60 milliards de dollars au cours des huit dernières années. Ces pays doivent continuer de recevoir l'appui international nécessaire pour leur permettre de faire face aux activités massives de déstabilisation dont elles sont la cible de la part du régime d'apartheid.

Le peuple de Namibie, après de nombreuses années de colonialisme répressif, est parvenu, le mois dernier seulement, à exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et est aujourd'hui bien engagé sur la voie de l'indépendance. La participation des Nations Unies, bien qu'ayant attendu 11 ans pour permettre la mise en place du plan d'indépendance, a contribué à ouvrir la voie lorsque la volonté politique de parvenir à un règlement a été affirmée. Nous attendons avec impatience d'accueillir la Namibie en tant que 160e Membre des Nations Unies.

Pour ce qui est du démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud, les Nations Unies pourraient encore jouer un rôle utile, en faisant preuve de l'impartialité et de la clairvoyance qui pourraient rassurer et dissiper les soupçons de ceux qui ont des doutes quant aux motivations réelles de l'Afrique du Sud; mais, en dernière analyse, il appartient au peuple d'Afrique du Sud lui-même de régler ses problèmes selon sa propre optique. Grâce à la bonne volonté et à la détermination nécessaires pour négocier une solution avec toutes les parties concernées, il y a tout lieu d'espérer un résultat satisfaisant.

De grands doutes subsistent encore en ce qui concerne la sincérité et la crédibilité de l'Afrique du Sud. La libération, en octobre dernier, de M. Walter Sisulu et de sept autres prisonniers politiques, a été un signe de

M. Thompson (Fidji)

détente de la politique de l'Afrique du Sud à l'égard des militants anti-apartheid, mais ce changement doit être confirmé par la libération de tous les autres prisonniers politiques, notamment de M. Nelson Mandela, l'abrogation de l'état d'urgence et la levée des interdictions qui frappe les organisations politiques si les autorités sud-africaines veulent être prises au sérieux.

C'est un fait de la politique internationale que certains pays influent davantage sur les événements mondiaux que d'autres. Dans les affaires de l'Afrique australe le règlement de la situation en Namibie a confirmé cette vérité. Il incombe donc à ces pays d'exercer leur influence collective pour amener l'Afrique du Sud à accepter rapidement des concessions fondamentales en tant que manifestation tangible de leur engagement pour parvenir à une solution. Le Conseil de sécurité, et notamment les cinq membres permanents, ont, à cet égard, une responsabilité particulière.

Cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe fournit l'occasion de réunir un consensus international, de renouveler l'engagement politique nécessaire et d'adopter un plan d'action pratique afin de mettre rapidement un terme au système odieux de l'apartheid.

M. STANISLAUS (Grenade) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation est heureuse de voir l'Ambassadeur Garba présider la session extraordinaire consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe, problème sur lequel il s'est penché longuement et avec dévouement, ayant dirigé efficacement les travaux du Comité spécial contre l'apartheid, ici, aux Nations Unies.

Les contraintes de temps imposées aux nombreux orateurs éloquents et bien informés qui participent à la session extraordinaire consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe évoquent une citation de William Shakespeare : "La brièveté est l'essence de l'esprit". Mettant cette réflexion en application, la déclaration de ma délégation sera donc l'une des plus brèves de cette session.

Depuis un certain temps déjà, le brasier social, politique et économique couve sous les yeux même de ceux qui maintiennent le système odieux, détestable et dépassé de l'apartheid en Afrique du Sud en tant qu'instrument de politique publique, mais ils refusent de le voir et de lire le message inscrit sur le mur, à savoir que l'apartheid est condamné et que, tôt ou tard, les murs tomberont en ruines.

M. Stanislaus (Grenade)

Dans leur soif de se maintenir au pouvoir, ceux qui pratiquent ce système inique appliquent la règle absurde et injuste de la tyrannie exercée par une minorité sur la majorité.

"Le pouvoir ne concède rien, il n'a jamais rien concédé et il ne concèdera jamais rien." Ainsi s'exprimait, en 1863, à l'occasion de l'abolition de l'esclavage, le grand abolitionniste américain noir Frederick Douglass, dont la mémoire est chérie et révérée.

La minorité sud-africaine ne renoncera pas de son propre chef à sa mainmise sur la majorité sud-africaine. Le pouvoir devra lui être arraché et, dans cette noble recherche, le mouvement anti-apartheid sud-africain peut être aidé par la communauté internationale, agissant de façon décisive, résolue et unitaire, pour appliquer des sanctions économiques obligatoires et exercer toutes pressions à l'encontre du régime sud-africain.

T. Albert Marryshow, patriarche admiré de la Grenade et patriote révérend des Caraïbes, écrivait en 1917 dans une série intitulée "Cycles of Civilization", véritable trésor pour les archives des Caraïbes, que le monde civilisé aurait à faire face à la politique raciste de l'Afrique du Sud. C'était en 1917 - bien longtemps avant l'accession à l'indépendance de nombreux Etats africains, bien longtemps avant les Nations Unies. Marryshow attaquait alors Jan Smuts, l'un des premiers architectes de la pratique naissante de l'apartheid.

Les conséquences destructrices de l'apartheid sont bien connues. Les méfaits physiques telles que les massacres de Sharpeville et de Soweto, les assassinats, les mutilations et autres formes de traitements cruels et inhumains infligés aux enfants et aux personnes âgées, aux hommes et femmes innocents, les emprisonnements sans chef d'accusation ou procès, les laissez-passer, le Group Areas Act, le Population Registration Act, le système de bantoustan, le pillage des meilleures terres, le lourd fardeau financier nécessaire au maintien du système diabolique et à la déstabilisation des Etats de première ligne - ce ne sont là que quelques exemples pris dans la longue liste des conséquences physiquement destructrices de l'apartheid en Afrique australe.

M. Stanislaus (Grenade)

Ce qu'il n'est pas aussi facile de mesurer ou d'évaluer sont les conséquences psychologiques destructrices de l'apartheid. De nombreuses victimes de ce traitement cruel et inhumain dans leur propre patrie souffrent toujours de blessures traumatisantes et psychologiques. Et puisque l'apartheid sollicite les instincts les plus bas de l'homme, l'association de deux maux, la haine raciale et l'intolérance, les pratiquants de ce système inique et barbare sont beaucoup plus touchés qu'ils ne le réalisent par leur haine dévorante et leur indifférence.

La délégation de la Grenade pense avec un optimisme prudent que nous avons vu le pire de l'apartheid et de ses conséquences destructrices en Afrique australe; que les paroles de Longfellow concernant la marée basse peuvent s'appliquer à un changement de direction qui mènera éventuellement à l'élimination complète de ce fléau. La communauté internationale doit cependant rester vigilante pour le cas où pourraient se présenter de nouveaux visages à Pretoria qui seront animés des mêmes objectifs et des mêmes intentions.

Nous félicitons les héroïques combattants de la liberté en Afrique du Sud et en Afrique australe, vivants et morts, qui savent que pour arriver à destination, il faut voguer au gré du vent, et parfois contre le vent, parfois au gré des marées et parfois contre les marées, mais qu'il faut voguer à tout prix et, surtout, ne pas dériver ou rester à l'ancre.

Ma délégation est heureuse d'avoir laissé un peu plus de temps au Nicaragua pour faire sa déclaration qui sera, nous en sommes sûrs, substantielle, instructive et éloquente.

Je termine donc comme j'ai commencé en faisant l'apologie de la brièveté en citant un éminent professeur d'élocution qui disait que lorsqu'on vous demande de faire un discours, tout ce qui est nécessaire est un début et une bonne fin, mais plus la fin est rapprochée du début, meilleur sera le discours.

M. SERRANO CALDERA (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Je prends la parole aujourd'hui au nom du Nicaragua devant l'Assemblée générale pour réaffirmer la pleine responsabilité de l'ensemble de la communauté internationale et des Nations Unies vis-à-vis de la libération du peuple sud-africain. L'apartheid, outre les considérations théologiques que l'on pourrait faire, contrevient à un principe biologique, social et moral. En effet, l'apartheid détruit la solidarité essentielle et fondamentale qui lie les être humains appartenant à la même espèce. Il rend impossible la structuration de la société

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

sur des bases rationnelles de coexistence humaine et transgresse les fondements éthiques aussi bien individuels que collectifs dans la mesure où cet apartheid est source d'inégalités et d'injustices. Comme il a déjà été dit, l'apartheid est un crime de lèse-humanité et une aberration historique, car aucune politique ne peut se fonder sur le refus d'un droit fondamental.

La lutte contre le racisme a été et demeure le devoir incontournable de tous les peuples; pour cette raison, de cette tribune, nous lançons un appel à tous les pays, à toutes les organisations et à toutes les personnalités éprises de liberté dans le monde afin qu'ils apportent leur appui le plus décidé au peuple de l'Afrique du Sud pour qu'il conquière et exerce pleinement ses droits de l'homme fondamentaux, tels que le droit à la vie, le droit à l'égalité juridique, le droit à la liberté et à tous les droits civils et politiques qui ont été refusés à ce peuple au cours de l'histoire.

Depuis quelque temps déjà, l'on commence à percevoir certains changements dans le statu quo au sein des relations internationales qui sembleraient esquisser un monde nouveau et offrir l'espoir d'une ère nouvelle de paix, de désarmement et de liberté. Cependant, dans quelle mesure ces changements, dont nous nous félicitons tous, affecteront-ils les peuples exploités et humiliés depuis des siècles? Dans quelle mesure affecteront-ils la situation de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui meurent de faim ou de maladies causées par la malnutrition et la misère? Dans quelle mesure affecteront-ils la vie de continents pillés et humiliés, la vie de masses immenses spoliées non seulement dans leur existence matérielle, mais également dans leur dignité fondamentale d'êtres humains? Dans quelle mesure réfléchira-t-on suffisamment au fait que tant que persisteront la misère et l'exploitation, il ne pourra y avoir de paix, et au fait que la faim, l'injustice sociale et économique entre les hommes et entre les peuples sont la cause première de la guerre? Dans quelle mesure pensera-t-on aux aspirations des peuples qui luttent contre le colonialisme et la discrimination, un acte légitime de libération, de conquête de la dignité et des droits fondamentaux? Nous espérons que ce sera le cas, car, autrement, les causes de la guerre et de la désolation n'auront pas été abolies et, quelque concertation que ce soit, aussi puissants soient les interlocuteurs, sera inefficace, et tout accord, aussi nécessaire soit-il, sera insuffisant du fait de sa partialité.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

Le monde, pour le meilleur ou pour le pire, est aujourd'hui inéluctablement interdépendant et les solutions, pour être efficaces, doivent tenir compte de tous et non pas seulement de quelques-uns.

Nous avons été témoins des efforts énormes déployés par l'Organisation des Nations Unies et par le Secrétaire général dans la recherche de solutions politiques et négociées aux divers conflits. A cet égard, nous nous félicitons de l'indépendance de la Namibie qui a représenté pour son peuple une longue lutte et de longs efforts faits pour se libérer du colonialisme et nous nous félicitons de l'organisation d'élections, conformément à l'application de la résolution 435 de 1978 du Conseil de sécurité. Ces efforts faits par une large majorité de la communauté internationale n'ont malheureusement pas eu un impact tangible sur la situation interne en Afrique du Sud ou sur ses relations avec les pays frères de la ligne de front. Le système odieux d'apartheid qui règne en Afrique du Sud reste pour l'essentiel inchangé. La population noire majoritaire demeure, comme on en a des preuves multiples, brimée, victime de discrimination, brutalisée, assassinée. Il suffit à cet égard de mentionner l'emprisonnement interminable de Nelson Mandela, de même que l'assassinat des martyrs de Uppington et de Sharpeville ainsi que la répression sans discrimination contre la majorité de la population.

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

En outre, les actes continuels d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud contre les pays voisins persistent et se traduisent par des pertes très lourdes en vies humaines et des dommages à l'économie et à l'infrastructure de ces pays. Les actes d'agression répétés contre les Etats de première ligne et la persistance de l'apartheid demeurent les causes fondamentales de la crise en Afrique australe, et sont également une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Le Nicaragua fait sienne la Déclaration sur la question de l'Afrique australe adoptée par le Comité ad hoc de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à sa réunion de Harare (Zimbabwe) en août dernier. Ce document de grande importance avance des propositions viables et judicieuses pour l'instauration d'un processus de négociations entre le gouvernement blanc minoritaire d'Afrique du Sud et la majorité noire, afin de parvenir à une solution juste et véritable du problème de l'apartheid et à une société unie, démocratique et non raciale en Afrique du Sud.

A cet égard, mon gouvernement se rallie pleinement à la Déclaration des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés adoptée à Belgrade en septembre dernier et où était exprimé leur appui unanime à la Déclaration sur la question de l'Afrique australe adoptée par l'OUA. Le Nicaragua appuie sans réserve la lutte du peuple noir d'Afrique du Sud, dont les représentants légitimes sont le National African Congress et le Pan Africanist Congress of Azania.

Ma délégation, comme toutes les autres délégations qui sont favorables à la liberté humaine et aux droits de l'homme fondamentaux, estime que la présente session extraordinaire est une excellente occasion de contribuer à l'élimination du régime d'apartheid. Nous sommes confiants que la session donnera des résultats tangibles et concrets. A cet égard, il est nécessaire que la communauté internationale et en particulier le Conseil de sécurité, auquel la Charte des Nations Unies a confié la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, exercent toutes les pressions qu'ils peuvent mettre en jeu pour mettre un terme une fois pour toutes au régime d'apartheid. L'Assemblée générale, à cette session extraordinaire, doit également lancer un appel à tous les Etats pour qu'ils imposent ou renforcent, de façon unilatérale ou collective, les sanctions économiques et commerciales contre le régime d'apartheid.

La communauté internationale doit choisir entre la persistance et l'escalade du conflit en Afrique australe et l'imposition de sanctions au titre du Chapitre VII

M. Serrano Caldera (Nicaragua)

de la Charte des Nations Unies, qui est considérée comme la méthode la plus appropriée et la plus efficace afin d'assurer le respect par l'Afrique du Sud des décisions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

Il ne fait aucun doute que le régime raciste d'Afrique du Sud se maintient avec l'appui direct ou indirect d'alliés puissants qui sont, par ailleurs, les bénéficiaires sur le plan économique de ce système d'exploitation et de répression. L'Assemblée générale, à cette session extraordinaire, devra engager ces gouvernements à ne pas s'opposer à cet appel de la communauté internationale, mais à faciliter l'imposition de sanctions globales et obligatoires à l'Afrique du Sud.

L'apartheid jette l'opprobre sur ceux qui le pratiquent, mais il est également un fléau pour la communauté humaine tout entière. Son abolition est une nécessité historique et sera un acte de justice sociale et de purification universelle. Notre appui en faveur de son abolition est sans réserve, et nous sommes absolument convaincus que la communauté internationale ne doit pas relâcher un instant ses efforts. L'élimination de l'apartheid sera un acte de justice absolue et de liberté intégrale, toutes deux indispensables pour qui aspire à un monde véritablement humain, pacifique et digne.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément à la résolution 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974 et à la résolution 43/177 du 15 décembre 1988, je donne la parole au Président de la délégation observatrice de la Palestine.

M. TERZI (Palestine) (interprétation de l'anglais) : Cette assemblée est le témoin d'un événement historique, un jalon dans l'histoire des succès de l'Organisation des Nations Unies. La décision de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour faire face à une menace, à un crime contre l'humanité - l'apartheid - montre le besoin d'une organisation telle que celle-ci, de ses objectifs et de sa contribution à la réalisation de la paix, de la justice et du bien-être de l'humanité.

Elle est d'autant plus importante que les chefs d'Etat de la Zambie et du Zimbabwe ont voulu apporter une contribution personnelle pour souligner l'événement.

A vous, Monsieur, en votre double qualité de Président de l'Assemblée générale à cette session extraordinaire et de Président du Comité spécial contre l'apartheid, ma délégation aimerait exprimer tout son respect et sa gratitude pour vos efforts et la manière avec laquelle vous dirigez nos débats.

M. Terzi (Palestine)

Le fait qu'un grand nombre de dignitaires - chefs de gouvernement, ministres des affaires étrangères et représentants spéciaux - y participent ajoute à l'importance et à la signification de cette session extraordinaire, qui est la première à se concentrer sur la question de l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe. Dans un sens, ces conséquences destructrices ont déjà été cataloguées, et nous ne sommes pas ici pour ajouter quoi que ce soit à ce catalogue. Les crimes sont bien connus et ont été condamnés à plusieurs reprises.

Ces conséquences ne sont pas destructrices uniquement pour l'Afrique australe mais s'étendent partout en Afrique et dans le monde entier. L'apartheid est une pomme pourrie dans le panier et nous devons l'en enlever, et le plus vite sera le mieux. Grâce au travail du Comité contre l'apartheid et aux délibérations des organes internationaux, la maladie a été diagnostiquée, et nous sommes ici pour prescrire un remède et l'appliquer. Nous savons que le démantèlement du système d'apartheid ne peut se faire que par un renforcement des sanctions globales et obligatoires, permettant l'instauration d'un système démocratique, libre et fondé sur le principe "à chacun une voix". Bien entendu, certains milieux exprimeront de la pitié, en disant que ces sanctions nuiront aux populations autochtones pauvres. Ces mêmes milieux semblent oublier que l'un des facteurs qui ont permis d'accélérer le processus d'indépendance en Namibie a été la pression internationale. Cette pression et la menace de l'imposition de sanctions globales et obligatoires ont obligé le régime de Pretoria à accepter et à appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. A cet égard, nous tenons à rendre hommage au Secrétaire général et à l'équipe des Nations Unies qui a surveillé l'application de cette résolution. Mais nous savons également que, par leur comportement, nos camarades d'armes de la South West Africa People's Organization ont montré leur maturité politique et leur sens des responsabilités. Ils ont représenté la persévérance et la détermination du peuple namibien d'obtenir leurs droits, et ils ont obtenu la reconnaissance du peuple namibien.

M. Terzi (Palestine)

Pour se maintenir au pouvoir, le régime de Pretoria dépend de l'appui immoral et criminel qu'il reçoit de certaines sources. Le Président Mugabe a déclaré :

"... grâce à la collaboration scandaleuse d'Israël avec Pretoria, il apparaît maintenant que Pretoria a recouvré sa suprématie aérienne en Afrique australe grâce à l'acquisition de missiles stratégiques de portée intermédiaire du type Jericho, qui sont capables d'atteindre toutes nos capitales... Israël a opté pour une voie peu glorieuse en consolidant les défenses du racisme."

(A/S-16/PV.1, p. 48/50)

Le régime de Pretoria dépend également de ses relations économiques, particulièrement avec Israël, qui lui permet de s'introduire par une voie dérobée en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Le régime de Pretoria dépend des mensonges et des faussetés qu'il répand.

Pour le bénéfice de nos amis et compagnons d'armes, c'est-à-dire les combattants de la liberté en Afrique du Sud, nous voudrions évoquer certaines de nos expériences avec l'autre régime raciste qui occupe notre patrie, réprime notre peuple et dénie nos droits inaliénables et fondamentaux.

A mesure que la conscience internationale et les pressions se sont accrues, le régime de Pretoria a libéré certains détenus pour faire oublier les quelque 3 000 autres détenus et le fait qu'une nation entière est tenue en otage. Des palliatifs comme la rencontre avec Nelson Mandela ne sont ni le remède ni le traitement. L'apartheid est incorrigible; il doit être éliminé à tout jamais. Dans ce contexte, on prend davantage conscience de la nécessité de réaliser la paix au Moyen-Orient par la Conférence internationale de paix sous les auspices des Nations Unies. Et Israël s'engage ici dans une campagne verbale en vue de saper et de détourner l'attention et l'appui de la communauté internationale. Tout en disant que ce sont des "élections", Israël refuse d'en expliquer le but. Il ne garantit pas non plus qu'il respectera les résultats de ces élections, qui doivent avoir lieu à la baïonnette des troupes d'occupation israéliennes tandis que 14 000 Palestiniens sont détenus arbitrairement dans des camps de détention. Israël ne montre en rien qu'il entend s'acquitter de son obligation de se retirer du territoire palestinien occupé. Au contraire, il insiste pour l'appeler "Judée et Samarie"; autrement dit, ce que le régime sud-africain appelle "group areas".

A Pretoria, le Parti national, au début de cette année, a adopté un plan quinquennal, comme nous l'a rappelé le Président Kaunda, un plan qui ne traite pas

M. Terzi (Palestine)

la question de l'apartheid. En Israël, le Parti du Likoud, parti au pouvoir, a adopté un plan qui vise notamment à garder le territoire palestinien occupé. Les deux plans visent à perpétuer le contrôle et la domination des deux régimes sur ce qu'ils ont acquis par la force, puis à poursuivre leur politique et leurs pratiques pour semer la confusion et déstabiliser les régions.

La Déclaration de Harare adoptée par l'Organisation de l'unité africaine est le prélude à la paix et à la stabilité. Nous estimons que les mesures qui y figurent devraient pouvoir être mises à l'épreuve. L'apartheid et toutes les autres formes de racisme ne sauraient être réformés ni modifiés. Ces formes et ces politiques, ces idéologies et ces pratiques ne sauraient être corrigées; elles doivent être éliminées à tout jamais. L'Assemblée devrait transmettre ce message aux membres du Conseil de sécurité, notamment aux membres permanents, qui ont l'obligation internationale d'éliminer cette menace à la paix et à la sécurité internationales.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne qui souhaite exercer son droit de réponse.

Je rappellerai aux membres que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, la première intervention dans l'exercice du droit de réponse est limitée à dix minutes et la seconde à cinq minutes. Les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. SHAHEED (République arabe syrienne) (interprétation de l'arabe) : Si le représentant de l'entité sioniste n'avait fait cet après-midi une déclaration dans laquelle il s'écarte entièrement de la vérité en ce qui concerne la véritable nature raciale, coloniale et expansionniste du sionisme, je n'aurais pas insisté pour y répondre. Cependant, compte tenu de la situation, je me dois de définir les pratiques et les dénominateurs communs aux deux régimes racistes de Pretoria et de Tel-Aviv.

Premièrement, les deux régimes racistes sont nés en 1948. Cette même année a été marquée par l'imposition du régime raciste sioniste sur les terres arabes occupées par la force des armes et la venue au pouvoir de l'apartheid institutionnalisé grâce à la montée du Parti national, parti extrémiste et puriste, sous la direction de M. Malan. Tout comme l'idéologie du sionisme continue d'être au coeur du conflit et de la tension dans notre région arabe, la paix et la

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

sécurité internationales continuent d'être la cause réelle des dissensions en Afrique du Sud et du conflit dans l'ensemble de la région.

Deuxièmement, les deux régimes racistes sont fondés sur les notions de discrimination et de suprématie inhérentes au dogme racial. Selon le sionisme, les Juifs, en tant que peuple élu, sont une race supérieure. Le dogme de l'Afrique du Sud se fonde sur la prétendue supériorité de la race blanche sur la race noire. C'est pourquoi la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale considère le sionisme comme une forme de racisme et de discrimination raciale. La politique raciste que poursuit le régime de Tel-Aviv ne se limite pas aux Arabes, les propriétaires légitimes du pays; elle s'étend à certaines catégories de Juifs d'Orient. Tous se souviendront de l'émigration des Falachas dans la Palestine occupée. A leur arrivée, ils n'ont pas été reconnus en tant que Juifs et ils ont été priés de prouver leur judaïcité. Pis encore, il est devenu manifeste qu'ils y ont été amenés pour servir de ceinture de sécurité et de bouclier au Sud-Liban. Pour minimiser les pertes dans les rangs des sionistes blancs, ces derniers ont été remplacés par les Falachas.

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

Troisièmement, les deux régimes entassent les populations autochtones dans des réserves : des bantoustans ou des camps de réfugiés afin de mieux les contrôler et les réprimer. Ces réserves manquent même du minimum absolu d'hygiène et d'installations sanitaires. Les conditions de vie dans les taudis des Noirs en Afrique du Sud sont aussi misérables que celles des réfugiés dans leurs camps en Palestine occupée, notamment dans la bande de Gaza occupée. Nous nous souvenons tous que M. David Mellor, ancien ministre aux affaires étrangères du Royaume-Uni, lors d'une visite à Gaza l'année dernière, a décrit les conditions de vie qui y règnent comme un outrage à la civilisation humaine. En outre, les bantoustans et les camps de réfugiés servent en quelque sorte d'échange de main-d'oeuvre où la main-d'oeuvre à bon marché peut être trouvée et exploitée. Les économies des deux régimes racistes dépendent, à divers degrés, de l'exploitation de la main-d'oeuvre à bon marché.

Quatrièmement, les deux régimes racistes estiment que leur identité et leur prétendue pureté raciale sont en danger. Par conséquent, les deux régimes s'entêtent à refuser d'accorder à la population autochtone tout droit quel qu'il soit. Tout comme le régime raciste sud-africain refuse de reconnaître le droit du peuple d'Azanie à la liberté et à l'indépendance et refuse de négocier avec ses mouvements de libération - l'African National Congress et le Pan Africanist Congress of Azania - le régime raciste de Tel-Aviv refuse de reconnaître les droits du peuple palestinien. Il refuse de reconnaître l'existence même du peuple palestinien ou d'admettre qu'il existe vraiment une cause palestinienne.

Cinquièmement, les deux régimes racistes estiment que la terre qu'ils ont colonisée n'est pas l'objectif ultime, mais simplement le point de départ de l'occupation des terres d'autrui. Tout comme le régime d'apartheid qui occupe l'ensemble de l'Afrique du Sud et la Namibie menace la sécurité et la stabilité des pays voisins, le régime de Tel-Aviv occupe l'ensemble de la Palestine ainsi que de larges parties des terres des pays arabes voisins, en vue de réaliser le prétendu but sioniste biblique du "Grand Israël" dans la patrie arabe. M. James Baker lui a demandé, dans son discours devant le American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) le 22 mai 1989 d'abandonner cette illusion. Le palmarès du régime raciste de Tel-Aviv est rempli de nombreux actes d'agression commis par ce régime contre les Etats arabes de première ligne. De même, le bilan du régime raciste est rempli d'attaques contre les Etats africains de première ligne.

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

Sixièmement, les deux régimes racistes font maintenant face aux soulèvements héroïques des populations autochtones. L'uniformité des méthodes de répression utilisées par les deux régimes a montré leur vraie nature raciste et souligné le fait qu'ils tirent leur force d'un penchant pour la brutalité pure et simple. Il y a une similitude frappante entre leurs mesures de répression, telles que "la main de fer", la "fracture des os" et "le droit de poursuite". Ces deux régimes ont un mécanisme de police dont les méthodes de torture et les dossiers secrets lancent un défi à la fanfaronnade moralisatrice au sujet de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Des milliers d'habitants autochtones sont détenus d'une façon routinière, en vertu d'un état d'urgence en Afrique du Sud et de la procédure d'arrestation administrative en Palestine occupée. Les deux régimes ferment les yeux devant les actes d'agression commis par les groupes de justiciers en Afrique du Sud et les colons sionistes en Palestine occupée. Le but est d'écraser le soulèvement de la population autochtone sans l'intervention ouverte des organes officiels de répression et de décrire la situation comme étant des actes de violence commis par les Arabes contre d'autres Arabes et par des Africains contre d'autres Africains.

Septièmement, les deux régimes racistes ont recours à des tactiques similaires dans leur effort pour obscurcir la cause de la population autochtone au moyen de propositions, d'initiatives et de mesures de façade qui n'ont d'autre but que de faire gagner du temps pour écraser les soulèvements internes et calmer la colère croissante dont ces deux régimes font l'objet sur la scène internationale du fait de leur intransigeance et de leur persistance dans leur politique raciste. A cet égard, il suffit de prendre en compte des éléments tels que "les réformes constitutionnelles" et "l'engagement constructif". Tous ces stratagèmes n'ont d'autre but que de perpétuer les structures de l'apartheid. L'autre côté de la médaille est ce qui a été appelé "le plan Shamir". C'est le nom donné dans la nouvelle terminologie aux initiatives prises en vue de prétendues élections sur la Rive occidentale occupée et dans la bande de Gaza. La preuve la plus éloquente de la réalité de ces élections est le refus par le régime raciste de toute supervision internationale de ce prétendu processus d'élections.

Huitièmement, les deux régimes collaborent, que dis-je sont étroitement liés, dans les domaines militaire, politique et économique. Ils déploient beaucoup d'efforts pour dissimuler ce fait afin d'éviter la critique internationale.

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

Cependant, il a été prouvé sans l'ombre d'un doute que cette collaboration a pris la forme d'un échange de technologie et de connaissances dans le domaine nucléaire. Le régime raciste de Tel-Aviv a aidé son homologue sud-africain à mettre au point un missile nucléaire à longue portée en échange d'une ogive nucléaire enrichie d'uranium. Le fait que la collaboration militaire a continué d'être l'aspect le plus significatif de la relation entre les deux régimes souligne la nature indéniablement raciste de ces deux régimes qui se défendent l'un l'autre.

Tous ces aspects de l'étroite relation entre le sionisme et le régime d'apartheid nous permettent de dire que notre solidarité avec le peuple d'Afrique du Sud découle de notre position commune contre un ennemi commun représenté par les deux régimes, Pretoria et Tel-Aviv.

La séance est levée à 22 heures.